

FASCICULE D'HISTOIRE

CLASSE DE

TERMINALE

M. Thiam

PRENOM.....

NOM.....

CLASSE.....

Année 2013 – 2014

PARTIE :

HISTOIRE

A) LE MONDE CONTEMPORAIN

Première Partie : LE MONDE AU LENDEMAIN DE LA 2^{ème} GM (1945–1990)

LEÇON 1: LES CONSÉQUENCES DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE ET LES RÉGLEMENTS DU CONFLIT

INTRODUCTION

Les divergences politiques entre les grandes nations avaient plongé l'humanité dans une deuxième guerre mondiale entre 1939 et 1945. Celle-ci a entraîné d'énormes pertes, a bouleversé le mode de vie et a totalement changé la physionomie politique du monde.

L'idée de reconstruction d'un monde de paix et de stabilité sera discutée lors de conférences internationales et matérialisée par la création de l'Organisation des Nations Unies (ONU), dont le but essentiel est de préserver les générations futures des périls de la guerre.

I- LES CONSÉQUENCES DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

Elles sont notées aux plans humain, moral, économique, matériel, et politique.

1- Une véritable hécatombe humaine

Les morts de la Seconde Guerre Mondiale en millions

Pays	Pertes militaires	Pertes civiles	Total
URSS	10	10	20
Chine	3,5	10	13,5
Allemagne	3,5	2,5	6
Pologne	0,5	5,5	6
Japon	1,7	0,7	2,4
Yougoslavie	0,3	1,2	1,5
France	0,25	0,35	0,60
Royaume Uni	0,4	0,1	0,5
Italie	0,3	0,1	0,4
Etats-Unis	0,3	0	0,3

Source : Histoire – Géographie, classe de première, Edition Belin, 1994, page 35

Avec ses 50 millions de morts, la Deuxième GM est considérée comme une véritable boucherie humaine. Son bilan est presque 5 fois plus lourd que celui de la Première Guerre Mondiale. Durant la Deuxième GM, les civils sont plus touchés: 10 millions en URSS, même chiffre en Chine ; 5,5 millions en Pologne (18% de sa population) ; 2,5 millions en Allemagne ; 1,2 millions en Yougoslavie (10 % de la population)... Le nazisme a massacré 10 millions de personnes dont plus de 5 millions de juifs tués dans les ghettos et dans les camps de concentration (Auschwitz, Sobibor, Belzec...). Près de 30 millions de personnes errent à travers l'Europe en 1945, ajoutons le déficit des naissances, l'espérance de vie qui baisse (de 8 ans en France), les invalides, les mutilés, les blessés, les irradiés japonais.

Cette hécatombe humaine a créé un choc véritable moral au niveau de la population européenne.

2- Le choc moral

La découverte en 1945 des crimes nazis a mis l'humanité en état de choc. Des photographies révèlent au monde les charniers, les chambres à gaz et l'organisation scientifique du génocide des juifs. Avec l'utilisation de la bombe Atomique sur Hiroshima et Nagasaki, les hommes s'interrogent sur le devenir de l'humanité. Ils savent désormais qu'ils ont le pouvoir de détruire l'humanité. Cette prise de conscience a poussé certains intellectuels à réagir à travers la littérature de l'Existentialisme de Jean Paul Sartre, la Philosophie de l'Absurde d'ALBERT Camus. La responsabilité de l'Allemagne est posée et pour satisfaire la soif de justice des hommes, le tribunal de Nuremberg est convoqué le 18 octobre 1945 pour juger les chefs nazis allemands considérés comme des criminels de guerre. Parmi eux Hermann Goering (condamné

à mort), Rudolf Hess (prison à vie), Joachim Von Ribbentrop (condamné à mort), B. Von Sirach (20 ans de prison) et Fritz Saukel (condamné à mort).

3- Un lourd bilan matériel et économique

Les destructions matérielles sont impressionnantes. En Allemagne, en Pologne, en URSS, au Japon, en Angleterre, en France..., les villes ne sont que ruines et cendres. En Europe, les équipements ferroviaires, portuaires, routiers, le matériel industriel de nombreux pays sont totalement anéantis, les échanges paralysés, l'économie compartimentée et la production bloquée. La situation de pénurie et de déséquilibre alimentaire se prolonge après la guerre. Dans certains pays comme la France, les autorités n'ont pas hésité à faire recours au système du rationnement. Au décompte final, le coût des dommages de guerre est évalué à **2 000 milliards de dollars**.

Cependant, la guerre a stimulé la recherche fondamentale. En plus, certains États ont tiré profit de la guerre. La production industrielle des États-Unis a doublé entre 1939 et 1945 et le chômage réduit à son stricte minimum. A la fin de la guerre, les États-Unis détenaient 75 % du stock d'or mondial, ce qui leur a permis d'imposer le dollar comme monnaie d'échange internationale. D'autres pays comme l'URSS, l'Australie, la Nouvelle-Zélande vont aussi tirer des bénéfices de la Deuxième Guerre Mondiale.

4- Les conséquences politiques ou le nouvel ordre politique

L'Europe n'est plus le centre du monde, car la Deuxième GM clôt pour elle plusieurs siècles de domination et de rayonnement politique. La Grande Bretagne, bien qu'ayant résisté aux nazis, est ruinée, la France a connu la déroute militaire à partir de 1940; l'Allemagne était écrasée par les bombes de 1945 et devient un pays occupé et sous tutelle. Les pays d'Europe centrale et orientale complètement désorganisés et dépendent désormais de l'URSS. A l'exception de l'URSS, la Deuxième Guerre Mondiale a ruinée politiquement l'Europe.

Profitant de la faiblesse des métropoles, les colonies d'Afrique, d'Asie affirment leur désir d'indépendance. Le nouvel ordre mondial est aussi marqué par la création de l'Organisation des Nation Unies à la place de la Société Des Nations.

Parallèlement, la guerre a permis l'émergence de deux grandes puissances (les Etats-Unis et l'URSS) qui sont les seuls vainqueurs du conflit.

II- LES RÈGLEMENTS DU CONFLIT

Les règlements du conflit sont faits sur la base des lois élaborées par les vainqueurs lors des conférences de **Téhéran, de Yalta, de Potsdam et de Paris**. La création de L'Organisation des Nation Unies (ONU) en 1945 vient confirmer la volonté des vainqueurs de bâtir un monde de paix et justice.

1- La conférence de Téhéran (Iran, du 28 novembre au 1^{er} décembre 1943)

Pour la première fois, les dirigeants des trois grands pays alliés, **Roosevelt, Churchill et Staline**, vont se réunir à Téhéran de novembre à décembre 1943, pour réfléchir sur l'avenir de l'Europe et du monde. Quelques décisions majeures sont arrêtées :

- l'ouverture d'un front à l'est pour faire capituler l'Allemagne,
- la mise en place d'une stratégie militaire qui consiste à abattre l'Allemagne d'abord, l'Italie ensuite et enfin le Japon,
- le principe d'un débarquement allié en mai 1944 est retenu,
- et après la guerre, une organisation internationale sera créée pour garantir la paix.

2- La conférence de Yalta (Crimée en URSS, du 04 au 11 février 1945)

Roosevelt, Churchill et Staline, se rencontre à nouveau à Yalta en Crimée pour parler de paix. Staline y est en position de force, car ses armées ont pénétré et libéré tous les pays de l'Europe centrale et orientale, alors que les forces anglo-américaines piétinaient le long du Rhin. Quelques grands principes seront retenus :

- l'organisation d'élections libres (déclaration sur l'Europe libérée) dans les pays d'Europe libérés de la domination nazie est confirmée ;
- la destruction du militarisme allemand et du nazisme;
- l'Allemagne payera des réparations de guerre et sera divisée en quatre zones, occupée chacune par les États-Unis, l'URSS, le Royaume-Uni et la France ;
- l'entrée en guerre de l'Union soviétique contre le Japon dans les 3 mois qui suivront la défaite de l'Allemagne, l'URSS recevant en échange l'île de Sakhaline et les îles Kouriles;
- le projet de la création de la future Organisation des Nations Unies, est entériné.

Toutefois, des malentendus ne manquent pas. Staline espérait convaincre les occidentaux sur son idée de glacis défensif. Or, si Roosevelt reconnaît à l'URSS le droit d'exiger l'amitié de ses voisins, ils rejettent toute idée d'expansion soviétique en Europe de l'Est. Même si Staline adhère au projet américain de mettre en place une organisation internationale, il refuse que celle-ci serve aux États-Unis à établir leur hégémonie sur le monde.

3- La conférence de Potsdam (Allemagne, du 17 juillet au 02 août 1945)

Cette conférence se déroule dans un contexte particulier, car dans la semaine qui avait suivi la conférence de Yalta, Staline installe des gouvernements provisoires dominés par des communistes dans les pays libérés par l'armée rouge, violant ainsi la déclaration sur l'Europe libérée. Roosevelt, puis son successeur, Truman protestent vigoureusement. Les États-Unis suspendent le Prêt-bail à l'URSS. Staline soupçonne Truman de vouloir étrangler son pays et d'exercer là un chantage financier. Cependant, le président des États-Unis se sent en position de force grâce à l'arme nucléaire. C'est dans ce contexte fortement marqué par la méfiance que s'ouvre la conférence de Potsdam à laquelle participe Staline, Truman (qui remplace Roosevelt mort le 12 Avril 1945), et Clément Attlee (qui remplace Churchill qu'il a battu aux élections législatives). L'Allemagne était au centre des débats :

- les quatre zones d'occupation sont mises en place, ainsi qu'à Berlin ;
- les décisions de démilitarisation, de dénazification et de jugement des criminels de guerre sont confirmées ;
- le montant des réparations à verser par l'Allemagne est de 20 milliards de dollars ;
- le déplacement vers l'ouest de la frontière de l'Allemagne avec la Pologne, soit une perte d'environ 25% de son territoire dont la haute Silésie, deuxième centre industriel du pays.

L'évolution des pays contrôlés par l'armée rouge ainsi que leur régime politique restent incertains. La méfiance s'est désormais installée entre les Alliés. A l'Ouest, on redoute l'extension du communisme alors qu'à l'Est, les soviétiques craignent de se voir enlever le bénéfice de leur victoire.

4- Les remaniements territoriaux à la conférence de Paris (1945-1947)

Après la guerre, de nouvelles frontières apparaissent :

-En Europe, une nouvelle carte est dessinée au profit de l'URSS. Le territoire allemand est amputé des toutes les annexions faites depuis 1938 (100 000 km²). La Pologne reçoit la Prusse orientale, le Corridor de Danzig et les territoires allemands situés à l'Est de la ligne Oder-Neisse. Cependant, elle perd une partie de son territoire au profit de l'URSS qui a aussi annexé les États Baltes, (Estonie, Lituanie, Lettonie, Bessarabie) et quelques territoires allemands, ce qui lui permet d'avoir une ouverture vers la Mer Baltique.

Les traités de paix signés en février 1947 à Paris avec les anciens satellites du 3^{ème} Reich (Hongrie, Bulgarie, Roumanie, Italie), renforcent les gains territoriaux de l'URSS.

-En Asie, le Japon, occupé par les Etats- Unis perd tous les territoires conquis depuis le 19^{ème} siècle. La Mandchourie et Taiwan sont rétrocédés à la Chine. Il perd également les Iles Kouriles et Sakhaline au profit de l'URSS, les Iles Mariannes, Carolines et Marshall reviennent aux Etats-Unis. La Corée est divisée en deux par le 38^{ème} parallèle, le Nord occupé par l'URSS et le Sud par les Etats-Unis.

-En Afrique, l'Italie perd ses colonies de l'Afrique de l'est.

5) La réorganisation du monde : l'ONU

A)-Historique

Les règlements du conflit portent également sur la réorganisation du monde par la mise en place d'une Institution internationale chargée de gérer la Paix et la sécurité collective. Cette institution est appelée l'ONU.

L'ONU est créée à la suite d'un long processus, qui part de 1941 à 1945. En effet, c'est à la conférence de l'Atlantique d'Août 1941 que le président américain Roosevelt a émis l'idée « *d'une paix universelle par la sécurité collective* ». Cette idée fut proclamée dans la Charte de l'Atlantique. En 1942, l'expression « Nations-Unies » est employée pour la 1^{ère} fois à la conférence de Washington. En 1943, à la conférence de Moscou les Alliés s'engagent à créer une organisation fondée sur « un pied d'égalité entre les états ». En Octobre 1944, à la conférence de Dumbarton Oak's (USA), les experts des pays alliés mettent sur pied l'ONU. En Février 1945 à Yalta, **Roosevelt**, **Churchill** et **Staline** approuvent le projet des experts en ajoutant au futur Conseil de Sécurité deux autres Etats, à savoir la France et la Chine. L'adoption finale de l'ONU se fait le 26 Juin 1945 à la conférence de San Francisco (USA) par les cinq chefs d'États des pays fondateurs. L'ONU repose sur un certain nombre de principes fondamentaux et vise des objectifs essentiels à atteindre : *les principes*. Ils sont définis dans le préambule de la Charte de l'ONU. Parmi ces principes, nous pouvons retenir *le respect de l'égalité entre les Etats, la liberté et la souveraineté des peuples*. Par rapport à ces principes, chaque peuple a le droit de s'autodéterminer c'est-à-dire de choisir la forme de régime qu'il désire à partir d'élections libres et démocratiques.

B) Les objectifs :

L'ONU s'est fixé comme objectifs dominants *la gestion de la paix dans le monde et la sécurité collective, mais aussi la consolidation de la solidarité et la coopération entre les peuples et les Etats en luttant contre la pauvreté et les multiples inégalités sociales*. A cet effet l'ONU va mettre en place des structures de fonctionnement.

Les structures de fonctionnement

L'ONU dispose des organes suivants :

- *L'Assemblée Générale* : elle regroupe tous les pays membres de l'organisation ; discute des problèmes prévus par la chartre et étudie les questions d'actualité. Chaque pays a droit à la parole (un pays, une voix).
- *Le Conseil de Sécurité* : c'est l'instance suprême de l'ONU, composée de 15 membres dont cinq disposent du DROIT de VETO et qui sont appelés « membres permanents » de l'ONU. Ce sont les USA, l'URSS, l'ANGLETERRE, la FRANCE et la CHINE. Le droit de veto annule toute mesure prise par le Conseil si toutefois un seul des membres permanents s'y oppose. Les dix autres membres du Conseil sont élus pour deux ans. Le Conseil de Sécurité est l'instance de décision en matière de maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.
- *Le Secrétariat général* : il se compose d'un Secrétaire général et de 08 adjoints. Il est chargé de l'exécution des décisions prises par l'A.G. et par le C.S. C'est l'organe administratif de l'ONU visible à l'échelle mondiale, sur tous les terrains de conflit ou de catastrophe.
- *Le Conseil Economique et Social* : il se compose de 54 membres élus pour 3 ans. Il est chargé de coordonner les activités économiques et sociales de l'ONU.
- *La Cour Internationale de Justice* : elle se compose de 15 juges élus pour 09 ans. Ils sont chargés de juger les litiges internationaux. Mais la Cour n'a qu'un avis consultatif.
- NB : signalons le Conseil de Tutelle qui était chargé de la décolonisation en Afrique et en Asie. Depuis la fin de la lutte pour l'indépendance, ce Conseil n'est plus fonctionnel.

Notons également qu'au delà des structures de fonctionnement, l'ONU se fait aider dans les domaines économiques et sociaux par des institutions spécialisées dont les principales sont : l'OMS pour la santé, l'UNESCO pour l'éducation, l'UNICEF pour l'enfance, la FAO et le PAM pour l'alimentation et la nutrition, l'OIT pour l'emploi, la Croix Rouge pour le secourisme. L'ONU dispose en outre d'une force militaire d'intervention appelée « les casques bleus ». Cette intervention revêt trois aspects : l'interposition pour séparer des belligérants, l'action militaire pour imposer la paix, porter secours à des personnes en détresse en cas de catastrophe (tremblement de terre, inondation, éruption volcanique ...)

C) Bilan et perspectives de l'ONU

L'ONU a un bilan généralement mitigé ;

- les aspects positifs : l'ONU est parvenu à aider les peuples colonisés d'Afrique et d'Asie à être indépendants. Elle a aussi préservé le monde des risques d'une 3^{ème} guerre mondiale qui serait beaucoup plus dévastatrice à cause de l'arme atomique et des armes chimiques en profusion dans le monde. Enfin l'ONU, à travers les institutions spécialisées, a consolidé la solidarité et la coopération entre les nations à travers le monde et dans tous les domaines.

- les aspects négatifs : malgré ses réalisations multiples, l'ONU est confrontée à quelques difficultés. Il s'agit notamment :

- L'usage du Droit de Veto : celui-ci donne la prépondérance aux seuls pays permanents du CS, ce qui constitue un abus au regard du principe de l'égalité des Etats qui fonde l'organisation. D'autre part, les grandes puissances que sont les USA et la Russie se sont toujours servies du droit de veto pour se combattre étant donné l'antagonisme de leur idéologie.
- La quasi-impossibilité pour l'ONU d'instaurer la paix et la sécurité totales dans le monde : au sein de l'ONU, les rivalités entre les pays sont telles la prise des décisions et leur application sont le plus souvent source de débats houleux et très longs. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les conflits permanents au Moyen-Orient (Palestine, Irak) que l'ONU n'arrive pas à résoudre jusqu'à présent.

Nous pouvons ajouter à tout cela que de nos jours, le Japon et l'Allemagne qui sont des états économiquement puissants et qui contribuent financièrement au soutien de l'ONU, restent toujours écartés du Conseil de Sécurité ; ce qui paraît injuste et nuit au bon fonctionnement de l'organisation.

Au regard de son bilan et plus particulièrement des aspects négatifs, il est envisagé depuis quelques années une réforme de l'Organisation des Nations Unies. Il est prévu l'élargissement du C.S. à d'autres Etats d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine et d'Europe. Le grand débat est de savoir s'il faut leur accorder en plus le fameux Droit de Veto. Ce que les grandes puissances ne semblent pas s'accorder.

CONCLUSION

La seconde guerre mondiale a été très catastrophique sur tous les plans pour les pays européens et d'Asie de l'Est. Elle a marqué le déclin politique et économique de ces pays, alors que les Etats-Unis et l'URSS vont émerger comme les nouvelles puissances mondiales.

A travers les traités d'accord, les remaniements territoriaux et la création de l'ONU, les Alliés ont pensé trouver une solution durable à la paix universelle. Mais hélas, le monde va plonger dès 1946 dans une nouvelle confrontation appelée « la guerre froide ».

LEÇON 2: LES RELATIONS EST/OUEST

Les blocs, les crises (Berlin, Corée, Cuba), du rapprochement entre les deux blocs à la chute du mur de Berlin

INTRODUCTION

Après leur victoire sur l'Allemagne nazie, les deux superpuissances (E.U et URSS) ne peuvent s'entendre sur la réorganisation du monde, car elles offrent deux systèmes de pensée, deux modes d'organisation économique, politique et sociale différentes. Elles entrent dans une nouvelle ère de relations connue sous le nom de Guerre Froide. Cette expression, popularisée par le journaliste américain Walter Lippmann en 1947, désigne la période de tension durant laquelle les deux grandes organisations de puissants blocs et s'affrontent par États interposés. La

Guerre Froide intervient après la rupture (1947) et va durer jusqu'à la dislocation de l'URSS en 1991.

I- LA NAISSANCE D'UN MONDE BIPOLAIRE

1- L'origine de la guerre froide

Elle s'explique par un certain nombre de facteurs.

a)- La violation de l'esprit de Yalta

A Yalta, les grandes puissances étaient convenues sur l'organisation d'élections libres et démocratiques dans les pays de l'Europe libérée de l'occupation nazie. En violation de cet accord, Staline installe des pouvoirs communistes en Albanie, en Roumanie, en Hongrie ; il annexe les états baltes (Lituanie, Estonie, Lettonie).

Le 15 mars 1946, Churchill dénonce l'expansionnisme soviétique et la menace communiste sur le monde : c'est le discours du « **rideau de fer** ». Les États-Unis, conscients de la menace communiste dressent un « glacis défensif », pour protéger l'Europe occidentale.

b)- Les tentatives soviétiques d'annexer la Grèce et la Turquie

En Grèce, après le débarquement des alliés et le départ des Allemands en fin 1944, les britanniques veulent désarmer les milices communistes. A partir de 1946, ils s'opposent au gouvernement royal et une guerre civile s'installe entre les milices communistes soutenues par les soviétiques et les troupes gouvernementales du roi George II, aidés par les Britanniques et les Américains.

La Turquie a été neutre jusqu'en février 1945, date à laquelle elle se range du côté des alliés. C'est alors que Staline veut réaliser une vieille ambition russe : le contrôle des détroits turcs (Bosphore et Dardanelles) et réclame la révision de la convention de Montreux (Suisse), signée en 1936, qui confie la défense des détroits à la Turquie tout en prévoyant leur fermeture en cas de conflit. En 1946, l'URSS réclame à la Turquie le droit de participer avec elle à la défense des détroits. Les anglo-saxons inquiets fournissent aussitôt une importante aide militaire à la Turquie qui est précipitée aussitôt dans le camp occidental.

2) 1947 : l'année de la rupture

a) La doctrine Truman et le plan Marshall

Constatant l'expansion soviétique en Europe de l'Est, Truman devient le défenseur «des peuples libres». Le 12 mars 1947, à travers une déclaration, il décide d'apporter une aide économique et financière au pays de l'Europe y compris la Grèce et Turquie, pour empêcher la propagation du communisme. Cette politique est connue sous le nom de « **containment** » ou d'« **endiguement** ».

Le volet économique et financier de l'endiguement en Europe est confié au Général **Marshall**. Le 5 juin 1947, dans un discours prononcé à Harvard, il propose une aide économique de grande envergure à tous les pays européens qui en exprimeraient la demande: C'est le **Plan Marshall**. Il s'agit donc d'une proposition d'aide économique qui en théorie s'adresse à toute l'Europe touchée par la deuxième guerre mondiale. Mais seuls les pays de l'Europe occidentale

acceptent cette aide, les soviétique et leurs alliés la rejettent, car pour eux l'accepter est synonyme de renoncement à ces principes communistes.

Le 12 Avril 1948, le congrès vote le projet de loi d'application du plan Marshall. Au plan intérieur, le « **containment** » prend la forme d'une traque aux communistes confiée au Sénateur **Joseph McCarthy** aidé par le **FBI** (Federal Bureau of Investigation).

b)-La doctrine Jdanov:

Elle est une réplique des communistes, sous la direction de l'URSS, à la doctrine Truman et au Plan Marshall qu'ils considèrent comme une « machine de guerre au service de l'impérialisme américain ». En septembre 1947, à la conférence de Szklarska Poreba en Pologne, Jdanov et Malenkov définissent la nouvelle orientation politique stalinienne. La doctrine Jdanov se veut anti-capitaliste, anti-impérialiste, antifasciste. A cette conférence, Jdanov fait état de la division du monde en deux camps opposés. Les Etats-Unis et leurs alliés sont dénoncés comme « anti-démocratiques » et « impérialistes », tandis que l'URSS et son bloc communiste représentent le camp « anti-impérialiste ». Staline invente ainsi un ennemi extérieur pour assurer son autorité absolue et éliminer toute dérive à la ligne ainsi tracé par la doctrine Jdanov. Au même moment, il durcit sa politique intérieure en réprimant les anti-communistes et les autres opposants au Stalinisme qui vont peupler les camps du goulag.

3)-Le renforcement des blocs

Suite à la rupture de 1947, les différents pays du monde s'alignent soit du côté américain soit du côté soviétique. Ce système d'alliance crée ainsi deux blocs: ***le bloc de l'Ouest dirigé par les États-Unis et celui de l'Est dirigé par l'URSS***. Les blocs vont se renforcer politiquement, économiquement, militairement.

a)- Dans le bloc de l'Ouest

Politiquement, le containment constitue la doctrine du bloc de l'ouest.

Au plan économique, l'OECE est créée en 1948 et deviendra l'Organisation de Coopération et le Développement Economique (O.C.D.E). Entre 1947 et 1951, les États-Unis, dans le cadre du Plan Marshall injectent 13 milliards de dollars (dont 11 milliards dollars en dons) en Europe occidentale (16 Etats).

Dans le domaine militaire et stratégique, l'Organisation des Etats Américains (O.E.A) voit le jour en 1948, en 1950 est créée, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (O.T.A.N). Le 1er septembre 1955, l'ANZUS (Australie, New Zealand, United States Security Treaty), qui est un pacte militaire signé à San Francisco, entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis, est créé. En 1954, l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-est (OTASE) ou Pacte de Manille est créée. En ce qui concerne les renseignements, les Etats-Unis fondent la CIA (Central Intelligence Agency) Agence centrale de renseignement, **en 1947**.

b)-Dans le bloc de l'est

Du point de vue politique, le ***Kominform*** ou Comité d'information des partis communistes est créé en 1947 et la doctrine Jdanov devient la référence du bloc de l'Est.

Economiquement, l'URSS fonde le Conseil d'Assistance Economique mutuelle (CAEM, COMECON en anglais) qui est chargé de coordonner les économies des démocraties populaires et de planifier les échanges commerciaux entre-elles.

Militairement, en mai 1955, suite à l'admission de la RFA dans l'OTAN, l'URSS crée **le pacte de Varsovie**, qui officialise l'autorité soviétique sur les armées des démocraties populaires. La collecte des renseignements dans le camp soviétique est assurée par **le KGB** (Komitet Gossoudarstvennoï Bezopasnosti) *Comité pour la Sécurité de l'État* (13 mars 1954).

Avec la mise en place et le renforcement des blocs, les deux superpuissances sont prêtes à l'affrontement.

II- LA GUERRE FROIDE EN EUROPE ET EN ASIE (1947-1953)

1) - La première crise de Berlin (1948-1949)

En **juillet 1945**, à la conférence de Potsdam, les trois dirigeants des principales puissances alliées **Churchill** (puis son successeur, le travailliste **Attlee**), **Staline** et **Truman** s'accordent sur le partage de l'Allemagne et de l'Autriche en quatre zones d'occupation. Berlin doit être aussi divisée en quatre zones. Seulement après le coup de Prague, **en février 1948**, les Occidentaux décident de transformer leur trois zones en un État souverain ouest-allemand (conférence de Londres, en **Avril-Juin 1948**). La première phase du processus est la création du **Deutsche Mark**, qui devient **le 20 juin, la monnaie commune aux trois zones occidentales**. Staline proteste contre cette division de fait de l'Allemagne et, **le 23 juin 1948**, il profite de l'isolement géographique de Berlin pour bloquer tous les accès terrestres et fluviaux des secteurs occidentaux. Plus de deux millions d'habitants et trente mille soldats alliés se retrouvent pris en otage derrière le rideau de fer.

Pour sauver la ville de l'asphyxie, Britanniques et Américains se décident finalement à mettre en place un pont aérien, c'est-à-dire d'assurer le ravitaillement (vivres, carburant, charbon) par avion. Durant **les onze mois** que dure le blocus, un transporteur atterrit en moyenne toutes les trente secondes à Berlin-Ouest, sur les aéroports de Tempelhof, Gatow et Tegel. Au total, deux millions et demi de tonnes de fret (dont le charbon constitue les deux tiers) sont acheminés par **275 000 vols**. Le 12 mai 1949, conscient de son échec, Staline décide de lever le blocus.

2) -La guerre en Corée

Après la défaite japonaise **en août 1945**, la Corée, ancienne colonie japonaise est divisée en deux zones d'influence au niveau de la 38^e parallèle :

- au Sud, la République de Corée, proaméricaine, dirigée par **Syng Man Rhee**
- au Nord, la République populaire de Corée, prosoviétiques, dirigée par **Kim Il Sung**.

Entre 1948 et 1949, les forces soviétiques et américaines quittent leurs zones d'occupation. Entre temps le voisin du nord, la **Chine** devient communiste. Encouragé peut-être par les déclarations de **Dean Acheson** (secrétaire d'État américain) du 12 janvier 1950 dans lesquelles il disait : « le périmètre de défense des États-Unis comprenait les **îles Aléoutiennes, les îles Ryūkyū, le Japon et les Philippines** », l'armée nord-coréenne envahit le sud, avec

l'accord de Staline. Les Nations unies condamnèrent l'agression nord-coréenne et décidèrent de venir en aide à la Corée du Sud.

Les Etats-Unis profitèrent du boycott par l'URSS du conseil de sécurité pour se faire confier le commandement d'une force militaire onusienne pour « sauver la Corée d'une invasion étrangère ». Cette force à majorité américaine et conduite par le générale **Mc Arthur** parvint à refouler les nord-coréens jusqu'à la frontière avec la Chine communiste le **26 octobre 1950**. La Chine réagit en mobilisant 500 000 volontaires pour défendre la Corée du Nord. Le **31 octobre** plusieurs divisions dirigées par le général **Lin Piao** entrèrent en Corée et repousse les américains jusqu'à Séoul. Craignant le désastre, le général **Mc Arthur** menace d'utiliser la bombe atomique. Il est limogé et remplacé par le général Ridgway qui réussit à stabiliser le front autour du 38^e parallèle : c'est le **statu quo**. Des discussions longues et âpres aboutissent à la signature de l'armistice de **Pan Mun Jom le 27 juillet 1953**, consacrant ainsi la partition de la Corée en deux Etats indépendants.

Après la guerre de Corée, l'URSS avait comprise qu'il était de son intérêt de reprendre son siège au Conseil de sécurité de l'ONU, pour éviter l'utilisation par les Etats-Unis, de l'organisation à ses propres fins. La tension baisse entre les deux grandes puissances.

III) - COEXISTENCE PACIFIQUE ET NOUVELLES CRISES (1953-1962)

Au milieu des années 50, les relations Est-Ouest évoluent vers un dégel appelé coexistence pacifique Celui-ci, rendu possible grâce à la combinaison de plusieurs facteurs, s'est manifesté par la signature de nombreux accords. Ce dégel n'exclut pas pourtant de nouvelles crises.

1)-Les facteurs de la coexistence pacifique

a)-L'équilibre de la terreur :

Les Américains *étaient les seuls à posséder l'arme atomique*, ce qui leur conférait une supériorité militaire sans précédent. Les Soviétiques mirent fin à ce monopole en se dotant *de la bombe A (1949) et de la bombe H (1953)*. Etant parvenus à un niveau technologique équivalent, les deux Grands se devaient, pour éviter un affrontement nucléaire général, de cohabiter et de reconnaître leurs sphères d'influence respectives. Ainsi, on est arrivé à une situation où l'usage de la bombe équivaldrait à un suicide collectif. Dès lors on ne fabrique plus des armes pour faire la guerre mais pour dissuader l'ennemi : **c'est l'équilibre de la terreur**.

b)-Au plan politique et diplomatique

A la mort de Staline le 08 mars 1953, Khrouchtchev arrive au pouvoir et ouvre une nouvelle ère dans les relations Est- Ouest. Le 20^{ème} congrès du PCUS en février 1956 marque son triomphe politique. Il se déclare favorable à une « coexistence pacifique » et dissout le Kominform le 17 avril 1956.

Aux Etats-Unis, Eisenhower élu en 1953, écarte de son entourage les durs anti-communistes et remplace la politique du « Containment » par la politique du « Roll back ». L'application de cette nouvelle politique est confiée à John Foster Dulles, nouveau secrétaire d'Etat.

c)- Au niveau économique

L'URSS pour combler son retard a besoin de la coexistence pacifique afin d'acquérir la technologie occidentale tout en réduisant ses dépenses militaires considérables. L'objectif est d'éviter l'implosion du monde communiste par une crise sociale. Quant aux Américains, ils pensent que les pays de l'Europe de l'Est leur offrent des perspectives de marchés alléchants dont la conquête n'est possible qu'avec la coexistence pacifique.

d)- Au plan international

L'émergence du Tiers Monde à la suite de la conférence de Bandoeng (1955) et la création du mouvement des **non alignés** à la conférence de Belgrade (1961) changent les règles du jeu au plan international et consacrent l'avènement d'une 3ème force politique : **le 1/3 monde**. Avec l'adhésion du 1/3 monde aux principes de coexistence pacifique, l'affrontement direct entre les deux grands cède la place à une compétition de type nouveau. Dans leurs assauts de séduction en direction des Etats du tiers monde, Américains et Soviétiques comprennent que l'avantage est à celui qui manifeste le plus une volonté de paix et un respect des souverainetés nationales.

2)- Les manifestations de la coexistence pacifique

La coexistence pacifique se manifeste au plan politique par des contacts entre les dirigeants des deux superpuissances et la résolution de nombreuses crises : en juillet 1953, l'armistice de Pan Mun Jom met fin à la guerre en Corée, en juillet 1954 le traité de Genève met fin à la guerre en Indochine. En mai 1955 l'URSS reconnaît la République Fédérale d'Allemagne dont le chancelier Adenauer se rend en visite officielle à Moscou. L'URSS adhère à l'UNESCO et le Kominform est dissout en 1956. Cette nouvelle ère se concrétise avec les rencontres entre Khrouchtchev et Eisenhower en 1956 au Royaume-Uni, en 1959 aux États-Unis, en 1960 en France. Khrouchtchev rencontre aussi Kennedy en 1961 à Vienne : c'est l'apogée de la coexistence pacifique. Ce dégel n'exclut pas pourtant de nouvelles crises.

3)- les crises de la coexistence pacifique

a) La deuxième crise de Berlin (1961)

Entre 1949 et 1961, près de trois millions d'Allemands de l'Est transitèrent par Berlin pour passer en RFA. Cette hémorragie démographique était un désastre économique pour la RDA, car c'étaient surtout des ingénieurs, des médecins et des ouvriers spécialisés qui commirent le « délit de fuite ». En même temps, elle était une catastrophe politique en ce qu'elle portait atteinte à l'image de marque officielle de la RDA. **En juin 1961**, Kennedy et Khrouchtchev se rencontrent à Vienne. Khrouchtchev annonce qu'il va signer un traité de paix avec l'Allemagne de l'Est, ce qui priverait les Etats-Unis de leur accès à Berlin-Ouest. Kennedy juge la situation inacceptable et la conférence ne mène à rien. Pour arrêter cette hémorragie humaine, Khrouchtchev ordonne, dans la nuit du 13 août 1961 la construction du mur de Berlin entre le secteur soviétique et les trois secteurs occidentaux. Ce mur de la « honte » marque la partition de la ville et constitue l'un des symboles majeurs de la guerre froide en Europe. La réaction des Occidentaux se limita à des protestations verbales et à des gestes symboliques : la visite à Berlin-Ouest du général Lucius D. Clay, l'organisateur du pont aérien, et le renforcement de la garnison américaine par 1500 hommes.

b) La crise des missiles cubains (1962)

La crise des missiles cubains mit plus nettement en évidence la menace d'une guerre nucléaire. **En janvier 1959**, les guérilleros de **Fidel Castro** avaient renversé le dictateur **Fulgencio Batista**, soutenu par les Etats-Unis. Le nouveau régime prit une série de mesures qui lui valurent l'hostilité croissante de Washington : **en 1959**, démantèlement des latifundia ; signature d'un accord commercial avec l'URSS en **mai 1960**.

À titre de représailles, le gouvernement américain, soumis à la pression des milieux d'affaires, met en place un embargo économique de l'île en octobre 1960 et, le 2 janvier 1961, il rompt les relations diplomatiques avec La Havane. En même temps, la CIA recrutait des « forces anti-castristes » parmi les réfugiés cubains. Au début du mois d'avril, Kennedy donna son accord à un projet d'invasion de l'île, tout en refusant d'engager des troupes américaines. Le débarquement, qui eut lieu le **17 avril 1961** dans la Baie des Cochons, fut un désastre.

En juillet 1961, Cuba signifie son appartenance au « bloc socialiste ». **Le 4 septembre 1962**, le pays conclut un accord d'assistance militaire avec l'URSS et, une semaine plus tard, Moscou déclare que toute attaque contre Cuba provoquerait une riposte nucléaire. Le Congrès américain pour sa part vote le **3 octobre** une résolution qui met en demeure contre toute « action subversive dans l'hémisphère occidental ».

Le 14 octobre 1962, un avion américain U2 photographie sur l'île de Cuba des rampes de lancement pour missiles nucléaires à moyenne portée, capables d'atteindre le territoire américain. En même temps, la Maison Blanche apprend que **24 cargos** soviétiques transportant des fusées et des bombardiers Iliouchine font route vers Cuba. **Dans la journée du 22**, Kennedy, après avoir hésité entre l'inaction et le bombardement des rampes de lancement, se décide pour le blocus maritime de l'île. Cette « riposte graduée », proportionnée à la menace, laisse à Khrouchtchev le choix entre l'escalade ou la négociation. Mais Kennedy utilise la plus grande fermeté, afin de forcer Khrouchtchev à reculer. **Le 24 octobre**, les premiers cargos soviétiques font demi-tour.

Le dénouement de la crise conduit à **l'installation d'un téléphone rouge**, ligne directe entre le **Kremlin et la Maison Blanche**, et l'ouverture de négociations sur **la limitation des armements**.

IV- LE MONDE DE LA « DETENTE » A LA FIN DE LA GUERRE FROIDE 1962 – 1991

La détente est une période d'accalmie entre les deux blocs qui se manifeste par la signature de nombreux accords politiques et militaires et dont le prolongement va entraîner la fin de la Guerre Froide.

1°) Les facteurs de la détente**a) Les fissurations des blocs**

-Dans le bloc de l'Ouest, la tutelle américaine est contestée en Europe Occidentale. Le Général De Gaulle affirme une réelle volonté d'indépendance face aux Etats-Unis. Ainsi il convertit des millions de dollars de la Banque de France en or, ce qui entraîne la chute du dollar. Il dote son

pays d'une force nucléaire et se retire du commandement intégré de l'OTAN en 1966 à la suite de l'affectation des forces françaises stationnées en Allemagne au commandement des alliés de l'Europe. La France agit en toute liberté dans les affaires du monde sans l'aval des USA. Elle reconnaît la Chine de Mao en **1964** et condamne l'interventionnisme américain au Vietnam.

-Dans le bloc de l'Est, la Chine dénonce le modèle soviétique. Elle reproche à Khrouchtchev sa politique de déstabilisation et condamne la coexistence pacifique avec les Etats-Unis. En 1964, sans l'aide des soviétiques, elle fait exploser sa première bombe atomique. L'URSS doit en même temps gérer les volontés d'autonomie des démocraties populaires. L'armée rouge a réprimé en 1966 la politique libérale **d'Imre Nagy** en Hongrie. En Tchécoslovaquie, la volonté d'**Alexander Dubček** de suivre la voie libérale est violemment réprimée en août 1968 par les troupes du Pacte de Varsovie : **c'est le printemps de Prague**.

b) Un contexte international favorable à la détente

Dès le début de son mandat en janvier 1969, Richard **Nixon** cherche partout les moyens de sortir les Etats-Unis du borbier vietnamien. En effet, à partir de 1968, plus de 500 000 soldats américains sont mobilisés pour combattre le **Vietcong**, aidé par la Chine et l'URSS. Malgré les moyens militaires énormes déployés, les Etats-Unis s'enlisent dans une guerre très meurtrière et très contestée par l'opinion publique américaine. Cette volonté de trouver une solution à la guerre du Vietnam pousse l'administration à élaborer une nouvelle politique extérieure fondée sur la détente dans les relations Est-Ouest. En URSS, le coût de la course à l'armement empêche le développement économique et social. C'est pourquoi les soviétiques ont besoin d'une détente pour trouver des moyens nécessaires à leur redressement économique.

2) Les manifestations de la détente

La détente se manifeste par la signature de nombreux accords entre les deux blocs.

-Au plan économique, l'embargo économique américain de 1949 est abandonné, ce qui se traduit par une progression des échanges Est - Ouest de 500%.

-Au plan du désarmement, les Accords Salt1 sont signés en 1972 à Moscou et visent à limiter les vecteurs lanceurs d'armes atomiques. En 1973 à Washington et en 1974 à Moscou, Nixon et Brejnev signe des accords de coopération technique ainsi qu'un traité sur la non prolifération des armes nucléaires. En 1972, le chancelier **Willy Brandt** entreprend la politique de rapprochement entre les deux Allemagnes (OSTPOLITIK). Elles se reconnaissent mutuellement et sont admises à l'ONU en 1973. La détente atteint son apogée en Europe en 1975 avec la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération. Les 35 états signataires s'engagent à maintenir le statu quo politique en Europe et à respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

En Asie, la reconnaissance officielle de la Chine communiste par les États-Unis, facilite la signature des accords de Paris en 1973 qui mettent fin à la guerre du Vietnam.

3) La dégradation de la détente ou la guerre fraîche 1975-1985

Les relations Est-ouest connaissent un nouveau refroidissement au moment où la détente avait presque atteint son apogée. Brejnev profite de l'affaiblissement des États-Unis par l'affaire Watergate pour relancer les hostilités.

-**En Asie**, le Vietnam du nord envahit celui du sud avec l'aide de Moscou en 1975. En 1979, l'Ayatollah Khomeiny renverse le Shah d'Iran et tout le personnel de l'ambassade des Etats-Unis est pris en otage par les gardiens de la révolution qui piétinent et incendient le drapeau américain. La même année l'armée rouge envahit l'Afghanistan pour soutenir le régime communiste de **Babrak Kamal**.

-**En Europe**, les soviétiques remplacent leurs missiles de moyenne portée SS₄ par des missiles de long d'une portée de 4 500 km SS₂₀. En réaction, les Etats-Unis implantent en Europe des fusées Pershing II et les **Cruisers** de 6 000 km de portée. Ainsi l'Europe redevient le cœur d'une apocalypse nucléaire.

Le président Jimmy Carter envisage une politique de fermeté et appelle au boycott des jeux olympiques de Moscou de 1980. C'est dans ce contexte d'une Amérique qui doute que Ronald **Reagan** arrive au pouvoir en 1981. Il qualifie l'URSS « *d'Empire du mal* ». Il accroît le budget de la défense et construit 100 missiles intercontinentaux et 100 bombardiers stratégiques. En 1983, il annonce son programme IDS (Initiative Defence Strategic) ou la « *guerre des étoiles* » qui vise à élaborer dans l'espace un bouclier destiné à protéger le territoire américain contre toute attaque nucléaire. Son coût est de 100 milliards de dollars, ce qui représente un déficit technologique et financier que l'URSS ne peut relever. En même temps, il soutient la guérilla au Mozambique, au Nicaragua et en Afghanistan.

Face à une situation économique désastreuse, Michaël **Gorbatchev**, arrivé au pouvoir en 1985, se lance dans une détente avec les Etats-Unis. Il entreprend une nouvelle politique, dont l'échec entraînera la fin de la Guerre Froide.

4) La fin de la Guerre Froide 1985- 1991

Pour sortir l'URSS de la stagnation économique, constatée depuis l'ère Brejnev, Michaël Gorbatchev, élu en **1985**, lance un vaste programme de réformes appelé *Perestroïka*. La Perestroïka vise à limiter les dépenses militaires afin de trouver les moyens nécessaires pour une réforme économique qui passe par : la modernisation des systèmes de production, pour réduire le fossé économique qui sépare l'URSS de l'Occident, la transparence dans la gestion des affaires publiques (Glasnost). Il vise entre autres le développement complet de la démocratie, la critique et l'autocritique dans tous les domaines de la société et l'autonomie sociale. Gorbatchev s'engage à restaurer l'image de son pays en se retirant de tous les conflits périphériques comme celui de l'Afghanistan et en acceptant la démolition du mur de Berlin **dans la nuit du 9 et 10 novembre 1989**.

L'année 1989 marque un tournant dans l'histoire. En quelques mois tout l'édifice érigé par Staline entre 1945 et 1949 s'effondre comme « un château de cartes » à cause des difficultés économiques et de la contagion démocratique venue de l'ouest, qui propose un modèle politique conforme à l'aspiration des peuples, pour qui le communisme apparaît comme un doctrine importée. Le 05 avril 1989, le Général Jaruzelski, en Pologne, signe un accord avec **Lesh Walesha**, dirigeant du syndicat non communiste, **Solidarnosc**. La Hongrie abandonne le communisme en mai 1989, et en novembre-décembre, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Roumanie se débarrassent à leur tour du modèle stalinien, Gorbatchev est conscient que l'accélération des réformes est une nécessité historique pour protéger l'URSS de l'implosion. Mais il est confronté à l'opposition des conservateurs qui l'accusent de brader les intérêts de la

grande URSS. Ils profitent de son séjour estival en Crimée pour organiser un coup d'état, le **18 août 1991**. Malgré leurs échecs, ils continuent le processus de liquidation de l'Etat soviétique au profit d'une vague Communauté des Etats Indépendants (CEI) dont les contours ont été définis à **Minsk (Biélorussie)** le 8 décembre et à **Alma Hatta (Kazakhstan)** le 21 décembre. Gorbatchev isolé et conscient de son échec démissionne le **25 décembre 1991**, et signe en même temps l'acte de décès de l'URSS et de la Guerre Froide

CONCLUSION

Au lendemain de la seconde Guerre Mondiale, le monde va vivre et pendant longtemps au rythme des affrontements Est / Ouest dans le cadre de la Guerre Froide. Cependant un climat de paix relative a été maintenu grâce à l'équilibre de la terreur. Finalement les contradictions internes au sein du bloc de l'Est ont favorisé son éclatement et la dislocation de l'URSS au début des années 90. Le monde jusque là bipolaire s'oriente vers un ordre unipolaire avec un leadership incontestable des Etats-Unis d'Amérique.

LEÇON 3 : LA CHINE DE 1945 AUX ANNÉES 90

INTRODUCTION

Après la défaite du Japon en 1945, la Chine est divisée en deux camps qui s'opposent : les nationalistes de Tchang Kaï Tcheck et les communistes sous la direction de Mao Tsé Toung.

Après la victoire de 1949 contre les nationalistes, les communistes s'attèlent à la tâche la plus difficile, la construction du socialisme dans un pays ravagé par un siècle de guerre civile, ponctuée d'invasions étrangères. A la mort de Mao en 1976, Deng Xiaoping et les réformateurs lancent le processus de modernisation de la Chine. Ils engagent le pays dans la voie du socialisme de marché.

I- L'ère Maoïste (1949-1976)

1°) Les débuts de la République populaire de Chine (1949-1953)

Le parti communiste chinois arrive au pouvoir en 1949 après de longues années de lutte armée. La naissance de la République populaire de Chine, proclamée par Mao Tsé Toung à Pékin le 1^{er} Octobre 1949, est l'aboutissement d'une guerre civile opposant nationalistes et communistes depuis 1927. Vaincus, les nationalistes se retirent dans l'île de Taiwan.

La tâche du nouveau régime apparaît alors difficile. Il faut reconstruire un pays entièrement dévasté, réorganiser l'administration, moderniser l'économie et changer radicalement les mentalités.

-Au plan économique, la réforme agraire du 28 Juin 1950 redistribue 47 millions d'hectares de terres à 300 millions de paysans et les entreprises étrangères et celles de l'aristocratie chinoise sont nationalisées.

-Au plan social, des efforts immenses ont été consentis en matière d'éducation et de santé. La loi sur le mariage de 1950 cherche à émanciper la femme chinoise du système patriarcal. Une lutte a été engagée contre la corruption, le gaspillage, la bureaucratie et les religions étrangères. Une dure répression s'abat sur les « *contre-révolutionnaires* » qui sont physiquement éliminés (au moins 1 million de victimes).

2°) Le premier plan quinquennal (1953-1958)

En 1953 est adopté un plan quinquennal inspiré dans ses grandes lignes du modèle soviétique. Dans la pure tradition stalinienne, il privilégie l'industrie (58,2% des investissements) au détriment de l'agriculture (7,6%). Lancée avec prudence en 1953, la collectivisation des campagnes est brusquement accélérée par Mao Tsé Toung. Quelques 120 millions de familles paysannes se retrouvent ainsi organisées en coopératives à la fin de l'année 1956.

-L'originalité du régime Maoïste réside dans les nombreuses campagnes de masse orchestrées par le PCC ou par certains de ses dirigeants en désaccord avec la ligne officielle. La liberté d'expression reste cependant très limitée. C'est ainsi que la campagne des « *cent fleurs* » de 1956-1957, encourageant la libre discussion, est suivie d'une campagne de « *rectification* » se traduisant par une sévère répression contre les intellectuels.

3°) Le grand bond en avant (1958-1960)

En 1958, la Chine décide d'abandonner le modèle soviétique en économie. A l'initiative de Mao, est lancée une nouvelle stratégie, le « *grand bond en avant* » dont les objectifs ambitieux (« rattraper l'Angleterre en 7 ans et les Etats Unis en 15 ans ») doivent être atteints par une mobilisation totale des masses rurales sous employées. Ainsi les coopératives agricoles sont regroupées en 26000 communes populaires intégrant toutes les activités économiques et administratives : l'agriculture, l'industrie, l'éducation, la santé, l'organisation militaire... la vie collective s'y développe à un point tel que les chinois pensent avoir trouvé dans cette formule un raccourci vers le communisme.

-Mélange de volontarisme et d'utopie, le « grand bond en avant » est un grave échec. Des calamités naturelles, des erreurs techniques, des défaillances humaines et le ralentissement puis l'arrêt de l'aide soviétique (suite aux divergences politiques entre Pékin et Moscou) provoquent

une catastrophe économique de 1959 à 1961. Pendant ces trois « années amères », une gigantesque famine a fait en Chine 15 à 30 millions de morts.

4°) Le réajustement (1961- 1965)

Dès l'automne 1960, des mesures d'urgence sont prises pour relancer l'économie. L'échec du « grand bond en avant » ayant affaibli Mao Tsé TOUNG, des dirigeants plus pragmatiques (Liu Shaoqi, Deng Xiaoping, Zhou En Lai) entreprennent le réajustement de l'économie. La priorité redonnée à l'agriculture et l'assouplissement des contraintes collectives permettent de redresser la situation à partir de 1962.

Mao Tsé TOUNG lance alors une nouvelle campagne de masse, le « mouvement d'éducation socialiste » dénonçant la renaissance de « tendances capitalistes spontanées », il entraîne le PCC à durcir sa ligne politique. Avec la diffusion massive, dès 1964, du *petit livre rouge*, se développe dans le pays un culte de la personnalité qui va connaître son apogée lors de la révolution culturelle.

5°) La révolution culturelle (1965-1969)

La révolution culturelle est une vaste campagne idéologique contre les vieilles coutumes, elle est surtout une lutte pour le pouvoir. Elle met aux prises au sein du parti communiste, le courant révolutionnaire animé par Mao, Chen Bo Dai et Jiang Qing et le courant réformiste dirigé par Deng Xiaoping, Li Teng Yi et Liu Shaoqi. Les révolutionnaires accordent une priorité à la lutte des classes alors que les réformateurs privilégient le nécessaire développement économique du pays. Chaque tendance mobilise les secteurs sociaux qui lui sont favorables. Les ouvriers de Shanghai, les intellectuels et les artistes soutiennent les réformateurs alors que Mao mobilise des millions de jeunes organisés en « gardes rouges ».

La révolution culturelle plonge la Chine en pleine anarchie. Certains sinologues estiment à deux millions le nombre de morts, sans compter les déportations massives, les lourdes peines de prison et les humiliations publiques.

Mao, vainqueur, rétablit l'ordre mais gouverne un pays en retard dans tous les domaines. A sa mort en 1976, il est remplacé par Hua Guofeng dont le règne n'a duré que 2 ans. Il est déposé en 1978 au profit de Deng Xiaoping qui engage la Chine dans de profondes réformes économiques et sociales.

II- L'ère des réformateurs (1978 à nos jours)

1°) Les réformes économiques de Deng Xiaoping

Deng Xiaoping ressuscite les forces autonomes de la société en faisant appel au marché et aux techniciens pour accéder à l'indispensable modernisation de la Chine. Il prône aussi le retour au pragmatisme qui est résumé par son slogan : « *Peu importe que les chats soient gris ou blancs, l'essentiel est qu'ils attrapent des souris* ». Pour lui, le résultat prime sur la méthode. C'est pourquoi la Chine doit opérer de profondes réformes économiques, « *les quatre modernisations* » Il s'agit de moderniser l'agriculture, l'industrie, les sciences et techniques et l'armée. Parmi les 4 modernisations, l'agriculture est la plus importante. Les communes populaires sont dissoutes, l'Etat loue les terres aux paysans pour une durée de 15 ans renouvelables et les surplus de la production agricole peuvent être écoulés dans des marchés

libres. On assiste alors à une spécialisation et une orientation de l'agriculture vers les cultures commerciales.

La politique des quatre modernisations est accompagnée d'une ouverture économique et diplomatique. Dès 1979, les entreprises à capitaux mixtes sont autorisées. En 1980, la Chine adhère au FMI et à la Banque mondiale. A partir de 1984, des « *zones économiques spéciales* » sont créées sur le littoral pour recevoir des investissements occidentaux. La Chine pratique aussi une diplomatie d'ouverture en entretenant des relations officielles avec les Etats-Unis, le Japon, l'URSS, la France ...

2°) Une évolution politique contrôlée par le parti

Au plan politique, la Chine connaît une démaoïsation limitée et contrôlée. La libéralisation du régime ne se manifeste guère que par la réhabilitation de certaines victimes du maoïsme. Les réformateurs continuent à lancer des campagnes contre la « pollution spirituelle » ou contre toute autre mauvaise influence occidentale comme la démocratie. En Mai-Juin 1989, de grandes manifestations d'étudiants réclamant la liberté et la démocratie sont durement réprimées, l'armée allant jusqu'à utiliser les blindés sur la place *Tien Anmen* à Pékin.

Au plan idéologique, le communisme chinois n'a pratiquement plus rien de marxiste. Marqué par l'échec et l'écatement de l'URSS, son ancien modèle, le PCC joue essentiellement la carte du nationalisme pour légitimer son pouvoir. La formule de Deng Xiaoping, « *un pays, deux systèmes* » permet ainsi la réintégration de la très capitaliste colonie britannique, Hong-Kong, le 1^{er} Juillet 1997. De fortes pressions s'exercent en outre sur Taiwan pour que cette dernière rejoigne un jour la « *mère patrie chinoise* ».

CONCLUSION

La construction du socialisme en Chine s'est réalisée en deux phases :

- De 1949 à 1976, les conservateurs, sous la direction de Mao ont maintenu un cadre politique rigoureux et développé, une économie fortement marquée par la planification et les grands projets ;
- Et de 1978 à nos jours, les réformateurs, dirigés par Deng Xiaoping ont entrepris le processus de modernisation de la Chine avec le socialisme de marché.

Deuxième Partie : DECOLONISATION ET AFFIRMATION DU TIERS-MONDE

LEÇON 4 : LES CAUSES GÉNÉRALES DE LA DÉCOLONISATION

Introduction

Le XIX siècle a été fortement marqué en Asie et en Afrique par le triomphe de l'impérialisme européen. Mais après la 2^{ème} guerre mondiale, déferle la grande vague de décolonisation. L'Asie d'abord, puis l'Afrique, s'émancipent de la tutelle des puissances impérialistes européennes. Le processus de décolonisation devient alors une composante majeure des relations internationales au moment où les deux blocs s'affrontent dans la

Guerre froide. Il a été rendu possible par la combinaison de facteurs internes ou externes aux colonies.

I- Les causes internes de la décolonisation

1°) Les contradictions du système colonial

L'exploitation économique des colonies qui s'est particulièrement intensifiée entre les deux guerres a grandement contribué à l'éveil du nationalisme. La mise en valeur (routes, ponts, voies ferrées, mines, hôpitaux, écoles), profitable aux métropoles, est à la fois un facteur de progrès et de déséquilibre. L'extension des cultures modernes, destinées à l'exportation, réduit la place des cultures vivrières, ce qui met la plupart des colonies dans une situation de dépendance alimentaire.

Le chômage dans les campagnes et l'exode rural aggravent les conditions de vie très difficiles des populations indigènes. Ce phénomène du sous-développement conduit à la prise de conscience et au mécontentement populaire que les nationalistes transforment en révolte contre les métropoles.

2°) Le rôle des élites intellectuelles

Les élites intellectuelles africaines et asiatiques ont joué un rôle important dans l'éveil des peuples colonisés. En développant la pensée occidentale dans les colonies, l'Europe a formé une élite intellectuelle consciente des conditions d'existence des peuples dominés. Ils ont compris que la pauvreté n'est pas une fatalité et que toute supériorité fondée sur la couleur de la peau est une contre-vérité. Souvent exclus des responsabilités administratives et politiques, ils empruntèrent les idées de liberté et de démocratie pour les retourner contre le pouvoir colonial.

Une quantité de journaux apparaît dans les métropoles coloniales et permet aux intellectuels de s'exprimer et de dénoncer le système colonial. Exemple : « Evening News » de Kwame Nkrumah, « Légitime défense » de Césaire, Senghor et Rabemanjara. En 1954 est publié « Nation nègre et culture » du professeur Cheik Anta DIOP, qui apparaît comme une bombe dans la citadelle coloniale. Césaire disait de cet ouvrage qu'« il était le plus audacieux qu'un nègre ait écrit et qu'il comptera dans l'éveil des peuples noirs ».

Les intellectuels africains et asiatiques matérialisent leurs idées par la création de partis politiques et de syndicats qui vont articuler leur combat à un vaste mouvement de rejet global de la colonisation.

II- Les causes externes de la décolonisation

1°) L'impact des deux guerres mondiales

L'influence de la 1^{ère} guerre mondiale, dans le processus de décolonisation a été moins déterminante que celle de la deuxième guerre mondiale. Elle ne remet pas en cause les fondements de la domination coloniale mais marque le début de l'affirmation du principe du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». En effet, à Versailles le 5^e des 14 points du président américain Wilson évoquait le sort des colonies.

Cependant, la 2^{ème} guerre mondiale a été déterminante dans la prise de conscience des peuples colonisés. La défaite de la France, de la Belgique et de la Hollande en 1940 porte un coup au prestige de ces métropoles impérialistes. Les japonais pendant la guerre appellent les

peuples d'Asie à s'unir contre les colonisateurs blancs, dans les territoires qu'ils occupent (Indonésie néerlandaise, Indochine française, Birmanie et Malaisie britannique). A la veille de leur capitulation, ils font proclamer l'indépendance de certains pays.

La 2^{ème} guerre mondiale met fin aux mythes de la supériorité raciale et de l'invincibilité de l'homme blanc. La participation de millions de combattants venus des colonies à la libération de la métropole et les sacrifices qui en ont résulté ont conduit à une prise de conscience qui s'est manifestée par la naissance des mouvements de libération nationale.

2°) Un contexte international favorable à la décolonisation

Les deux grands vainqueurs de la guerre, les Etats-Unis et l'URSS vont soutenir l'émancipation des colonies d'Afrique et d'Asie.

Les Etats-Unis se souviennent de leur lutte pour l'indépendance obtenue en 1776 aux mains des Anglais. Lors de la signature de la charte de l'Atlantique en Août 1941, ils proclament (article 3) « le droit qu'ont tous les peuples de choisir la forme de gouvernance sous laquelle ils veulent vivre ». Et, au nom de la doctrine de la « Porte ouverte » demande un monde qui n'offre plus de barrières coloniales à leurs produits et capitaux. Avec la guerre froide, leur soutien à la décolonisation devient plus mesuré.

L'Anticolonialisme de l'URSS est plutôt idéologique. Les communistes préconisent une action globale contre le système capitaliste qui se nourrit de la colonisation. L'engagement des soviétiques en faveur de la décolonisation est considéré comme une contribution à la paix mondiale. L'URSS se propose d'être « le chef de file des mouvements anti-impérialistes » selon la doctrine Jdanov et apporte un soutien massif aux mouvements de libération nationale.

Enfin, l'ONU réaffirme « le droit des peuples à disposer d'eux même » et devient une tribune pour l'anticolonialisme.

3°) Les mouvements de solidarité en faveur du 1/3 monde

Ils vont contribuer à la prise de conscience des peuples colonisés. Il y a d'abord l'asiatisme né au début du XX siècle et qui se présente comme une volonté des peuples asiatiques de s'opposer à la domination des européens. Le mouvement s'est développé sous l'influence du Japon vainqueur de la Russie en 1905 et des puissances européennes pendant la 2^{ème} guerre mondiale. L'asiatisme a exercé une influence remarquable sur les mouvements de libération en Afrique noire avec la tenue de la conférence de Bandoeng en 1955, au cours de laquelle fut fait un véritable procès de la colonisation.

Ensuite il y a le panarabisme qui réclame un retour aux valeurs arabes à travers la recherche d'une unité d'action face au colonialisme. Ce mouvement a donné naissance à la Ligue Arabe en 1945.

Enfin il y a le panafricanisme dont l'objectif est de regrouper les noirs d'Amérique et d'Afrique dans un vaste mouvement idéologique et politique. Les contours du panafricanisme ont été définis lors des congrès de Paris en 1919, Londres en 1923, Bruxelles en 1921, New York en 1927 et surtout Manchester en 1945. Les principaux animateurs de ce courant sont : W. Dubois, Marcus Garvey, Kwame Nkrumah, Jomo Kenyatta, L.S. Senghor, Garang Kouyaté, Cheikh Anta Diop.

CONCLUSION

La décolonisation est un processus qui a permis aux peuples dominés d'Afrique et d'Asie d'accéder à l'indépendance. La combinaison de facteurs internes et externes a provoqué l'éclatement des empires coloniaux malgré la volonté de certaines puissances de la conserver.

LEÇON 5 : LES FORMES DE LA DÉCOLONISATION

Introduction

La décolonisation a été considérée comme un processus irréversible et une nécessité historique. Cependant les modalités pratiques de sa réalisation n'ont pas été partout les mêmes. Les enjeux multiformes et la complexité du problème ont engendré deux formes de décolonisations : la forme violente et la forme pacifique.

I- La décolonisation pacifique

1°) Définition

C'est une forme de décolonisation où l'indépendance a été obtenue à la suite de négociations entre la métropole et la colonie. Elles ont été parfois très difficiles et faites en plusieurs étapes pendant lesquelles, la métropole après avoir proposé les réformes du statut de la colonie finit par leur accorder l'indépendance. Exemples : celle des colonies britanniques, mais aussi celle des colonies françaises d'Afrique noire. Cependant, ces décolonisations ont été parfois ponctuées de violence.

a) Les causes internes à la colonie

L'élite politique qui animait les mouvements nationalistes était pour la plupart constituée de modérés issus de la bourgeoisie marchande ou intellectuelle et de l'aristocratie. Exemples : Senghor, Houphouët Boigny, Gandhi, Nehru, Soekarno. Ils préféraient le dialogue à la place des armes car étant conscient que tout changement brutal remettrait en cause leurs intérêts après la libération. L'option pacifique peut aussi être liée à l'absence d'une organisation militaire capable de défier l'armée coloniale.

b) Les causes externes à la colonie

Elles sont liées à l'attitude de la métropole face à la détermination des mouvements nationalistes. L'attitude positive des Anglais s'explique par deux raisons :

- Ils ont retenues les leçons de leur défaites au XVIII siècle pendant la guerre d'indépendance des Etats-Unis. Ils étaient donc conscients de l'impossibilité de faire échec à un peuple déterminé à obtenir l'indépendance ;
- les Anglais voulaient aussi accorder l'indépendance de façon pacifique afin de sauvegarder leurs intérêts dans le cadre du British Commonwealth of nation. Quant à la France, elle a été contrainte d'accepter la décolonisation pacifique d'Afrique noire après ses défaites en Indochine et en Algérie. La décolonisation pacifique se traduit par le maintien des intérêts économiques et politiques de la métropole.

II- La décolonisation violente**1°) Définition**

C'est le contraire de la décolonisation pacifique. L'indépendance a été obtenue à la suite d'une guerre de libération nationale entre la colonie et la métropole.

2°) Les causes internes à la colonie

Dans ces colonies, les mouvements nationalistes refusaient tout compromis avec la métropole. Ils étaient déterminés à obtenir l'indépendance immédiate et sans condition. La plupart était des communistes qui inscrivait leur combat dans le rejet global du système colonial.

Ils bénéficiaient souvent d'un soutien extérieur qui obéissait à des préoccupations idéologiques, pendant la guerre froide. L'option violente peut être aussi liée à la frustration de certains peuples qui étaient sous la domination au moment où leurs voisins directs étaient indépendants. Exemple : Algérie avec l'indépendance du Maroc et de la Tunisie ; les colonies portugaises de Guinée Bissau, Angola et Mozambique.

3°) Les causes externes à la colonie

La métropole a voulu conserver les colonies pour trois raisons :

- Le poids économique et stratégique de la colonie. Exemple : l'Indochine dont la production de riz était d'une grande importance pour la France. Elle était aussi la seule colonie française d'extrême Orient ;
- L'existence de groupes de pressions sur le pouvoir colonial à l'intérieur de la colonie. Ils étaient constitués d'une minorité de colons qui détenaient l'essentiel des pouvoirs économiques, politiques et administratifs. Exemple : les colonies portugaises, l'Indochine et l'Algérie. Le rôle des forces conservatrices dans la métropole. Exemple : en 1946 une campagne de presse est déclenchée par le mouvement populaire républicain (France) « contre la politique de la France en Indochine » ;
- La France humiliée par l'Allemagne pendant la 2^{ème} guerre mondiale voulait restaurer son prestige et s'appuyer sur les colonies pour sa reconstruction économique.

La décolonisation violente entraîne une rupture totale entre la métropole et son ancienne colonie.

Conclusion

Le caractère complexe du processus de décolonisation a engendré deux formes : pacifique et violente. Les réalités politiques, économiques et sociales de la colonie ont été très déterminantes dans le choix de la forme de décolonisation.

LEÇON 6 : LA DECOLONISATION EN ASIE: INDE ET INDOCHINE

Introduction

L'Inde était devenue une colonie anglaise depuis 1858. La direction du pays était confiée à un gouverneur appelé vice-roi qui dépendait du secrétaire d'Etat aux affaires indiennes. Le vice-roi était assisté par un conseil exécutif et un conseil législatif. Dès la fin du XIX siècle, une bourgeoisie industrielle et commerçante était née et avait acquis une culture occidentale en fréquentant les universités anglaises. Cette élite avait fondé en 1885 un parti nationaliste (Indian

National Congress ou parti du congrès). Les musulmans, 2^{ème} force professionnelle du pays forme en 1909 la Ligue Musulmane.

L'évolution politique de l'Inde a été lente car les britanniques tenaient à ce pays considéré comme la Perle de leur empire. L'Indochine était depuis 1883 une confédération comportant une colonie, la Cochinchine et quatre protectorats, l'Annam, le Cambodge, le Tonkin et le Laos. C'est au terme de 8 années de lutte armée que la France reconnaît l'indépendance du pays.

A/ L'INDE : UNE DECOLONISATION PACIFIQUE

I- L'évolution politique de l'Inde dans l'entre-deux-guerres

1°) Pendant la guerre mondiale

Avec le déclenchement de la 1^{ère} guerre mondiale, 1,3 millions d'indiens sont engagés dans les hostilités à côté des anglais dans l'espoir d'une récompense juste après la guerre. C'est ainsi que dès 1917, le secrétaire d'Etat aux affaires indiennes, Lord Montagu estime nécessaire d'accroître la participation des indiens dans les affaires politiques et de mettre en place des institutions autonomes afin de réaliser un gouvernement pour l'Inde. Dans les provinces, les départements de l'agriculture, l'éducation et l'administration auront des ministres choisis par le conseil législatif. Mais au niveau national, le gouverneur est compétent sur tous les autres domaines. Il est évident qu'un tel statut ne donnait pas encore aux indiens la destinée de leur propres affaires d'où la multiplication des troubles sévèrement réprimés par l'armée britannique. Exemple : le massacre d'Amnistar au Panjab en Novembre 1919.

2°) Les campagnes de désobéissance civile de Gandhi

A partir du mois d'Août 1920, Gandhi (1869-1948), jeune avocat formé à l'école britannique, entreprend de mener une campagne de non coopération et de désobéissance civile qui reposait sur :

- le refus de toute fonction administrative et élective;
- le refus de fréquenter les institutions anglaises (écoles, tribunaux, administrations...);
- le boycott des produits anglais.

L'action de Gandhi lui vaudra certes 6 ans d'emprisonnement mais aura contribué de façon décisive à l'accélération du mouvement d'émancipation. En effet l'intensification de la campagne de désobéissance civile obligera les anglais à accepter en Septembre 1932 l'organisation d'une table ronde. Au cours de cette conférence, Gandhi en tant que représentant du parti du Congrès, réclame le « Swaraj », « self government » complet et immédiat, le contrôle des affaires étrangères et de l'armée. Ces négociations aboutiront à un échec, mais les anglais, sous l'effet de la pression finiront par accepter l'Indian Act (1935) qui posait les jalons d'un futur Etat fédéral.

Ce nouveau statut est rejeté par le parti du Congrès alors que la Ligue Musulmane ne veut pas d'une fédération dominée par les Indous et réclame, en 1940 l'indépendance des régions peuplées en majorité de musulmans. L'Inde s'engage ainsi dans la voie de la partition. La marche vers l'indépendance devient décisive avec la 2^{ème} guerre mondiale.

II- Indépendance et partition de l'Inde

Le parti du Congrès profite de la 2^{ème} guerre mondiale pour durcir sa position. Les anglais font des concessions et promettent d'accélérer le processus d'indépendance. En 1944, le vice-roi Lord Wavell prépare la formation d'un nouveau gouvernement de transition chargé d'élaborer un projet de constitution pour l'Inde indépendante. Winston Churchill tarde à donner son accord et c'est le travailliste Clément Attlee qui hérite du problème indien. La solution n'est pas facile, car il fallait sauver l'unité du pays et donner des garanties aux musulmans.

Une opposition à la fois politique et religieuse surgit: la ligue musulmane dirigé par Ali Jinnah, exige la création de deux Etats, l'un pour les musulmans et l'autre pour les indous, alors que le parti du congrès dirigé par Nehru et Gandhi tenait à l'unité indienne. Dans la guerre civile qui déchire le pays de 1946 à 1947, les anglais se placent en arbitres. Nehru finit par se résigner aux principes de la partition dont les modalités seront discutées le 3 Juin 1947 à la conférence de New Delhi.

Deux Etats sont proclamés indépendants le 15 Août 1947: le Pakistan à majorité musulmane composé de deux parties distante de 1700km et l'Union indienne à majorité indoue, dirigée par Nehru. Les transferts de populations qui accompagnent cette partition s'effectuent dans un véritable bain de sang. Gandhi qui ne réussit pas à se consoler de cette division, reprend son bâton de pèlerin pour calmer les passions mais malheureusement il est assassiné en janvier 1948 par un fanatique indou.

B/ L'INDOCHINE : UN EXEMPLE DE DECOLONISATION VIOLENTE

I- Les origines du conflit

Comme en Indonésie, en Birmanie et en Malaisie, les japonais occupent le pays en 1942 mais ne parviennent pas à éliminer les cadres français. Le parti communiste indochinois fondé en 1941 par Ho Chi Minh et Vo Nguyen Giap le chef des armées, profite de la capitulation japonaise pour proclamer le 2 Septembre 1945 l'indépendance de la république démocratique du Vietnam réunissant l'Annam, le Tonkin et la Cochinchine. De Gaulle entend restaurer la souveraineté de la France, il envoie l'amiral Thierry d'Argenlieu comme haut commissaire et un corps expéditionnaire commandé par le général Le Clerc. Celui-ci prend conscience de la force du sentiment national vietnamien et entame des négociations qui aboutissent à l'accord Sainteny- Ho Chi Min du 6 Mars 1946 : le Vietnam est un Etat libre intégré à la fédération indochinoise. L'amiral Thierry d'Argenlieu considère cet accord comme un abandon, mène une politique de force et cherche à diviser le pays pour perpétuer la domination française. Le 1^{er} Juin 1946, en violation des accords du 6 Mars, il fait proclamer une république de Cochinchine pour laquelle il choisit des autorités acquises à la France et les troupes françaises occupent Hanoi. Ho Chi Minh participe à Paris en Juillet-Septembre 1946 à la conférence de Fontainebleau qui débouche sur un échec. Des troubles sanglants éclatent à Haiphong le 23 novembre 1946. En réplique à des attentats commis contre les garnisons françaises, le croiseur Suffren bombarde le port de Haiphong faisant au moins 600 victimes. Le 19 décembre 1946 les hommes du général Giap massacrent 200 personnes dans les quartiers européens de Hanoi : c'est le début de la guerre d'Indochine.

II- La guerre de libération

1°) D'abord une guerre purement coloniale

Dans un premier temps, la France mène seule, avec son armée de métier, sous le regard distant ou hostile des grandes puissances, une guerre purement coloniale.

En juin 1948 elle fait appel à Bao Daï à qui elle accorde ce qu'elle avait refusé à Ho chi Minh, l'indépendance du Vietnam dans le cadre de l'Union française. L'objectif des français était de rallier des militants non communistes à leur cause et plonger le Vietnam dans une guerre civile. Le Vietminh qui a dû abandonner les villes, réussit grâce à la guérilla à contrôler les campagnes du Tonkin et du Sud de la Cochinchine.

2°) L'internationalisation du conflit

Avec la victoire des communistes en Chine en 1949 et la guerre de Corée en 1950, celle d'Indochine perd son caractère colonial et s'intègre dans la guerre froide. Appuyé par les chinois, le Vietnam peut désormais engager des forces armées modernes que commande le général Giap. Les Etats-Unis décident d'aider financièrement la France dans ce qu'il considère comme une croisade anti-communiste.

Dans une bataille commencée en Mars 1954 le général Giap fait tomber le 7 Mai les positions tenues par 12000 soldats français dans la cuvette de Dien Bien Phu. Pierre Mendès de France, depuis longtemps partisan de la paix en Indochine conclut les accords de Genève (20 juillet 1954) qui mettent fin à la guerre. Le Laos et le Cambodge accèdent à l'indépendance, le Vietnam divisé en deux par le 17^{ème} parallèle avec le Nord contrôlé par le Vietminh et le Sud par les nationalistes non communistes.

Le problème de l'unité territoriale du pays reste en suspens. Des élections sont prévues deux ans plus tard pour l'unification du pays. Mais le Sud, avec l'influence des américains, passe sous la direction de Ngo Dinh Diem qui rejette le processus électoral. En 1956 le Vietnam entre dans une nouvelle guerre qui durera jusqu'en 1975 quand les américains sont défaits à Saigon.

Conclusion

Au lendemain de la 2^{ème} guerre mondiale, les colonies d'Asie donnent le signal de la décolonisation. L'Angleterre accepte l'indépendance de l'Inde dans la négociation alors que la France a été contrainte à quitter l'Indochine après sa défaite à Dien Bien Phu.

LEÇON 7 : LA DECONLONISATION AU PROCHE-ORIENT : LA QUESTION PALESTINIENNE ET LES RELATIONS ISRAELO-ARABES
--

Introduction

Géographiquement le Proche-Orient correspond à l'Asie occidentale et une partie de l'Afrique du Nord. Jusqu'à la fin de la première guerre mondiale, les territoires du Proche-Orient étaient sous la domination de l'empire Turc Ottoman, allié de l'Allemagne. Après la défaite des empires centraux, la SDN confie ces territoires à la France et à la Grande Bretagne.

La Palestine correspond à la partie occidentale du Proche-Orient. Elle est constituée d'une mosaïque de peuples dominés par les Arabes. C'est aussi le foyer des trois religions révélées : le judaïsme, le christianisme et l'islam.

La proclamation de l'Etat d'Israël, au cœur de la Palestine en 1948 plonge le Proche-Orient dans un conflit sans issue. Ce conflit israélo-palestinien envenime sérieusement les relations israélo-arabes.

I- Le Sionisme et la naissance de l'Etat d'Israël

1°) Deux peuples pour une seule terre

En 1945 la population compte deux communautés (1,25 millions d'Arabes et 560 000 juifs) qui s'affrontent pour le contrôle des terres. Les juifs sont venus s'y installer, pour la plupart, entre les deux guerres mondiales. Leur immigration était organisée depuis la fin du XIX^e siècle, par le mouvement sioniste né au congrès de Bâle de 1897 et dont les contours ont été tracés dans l'ouvrage publié par Théodore Herzl en 1896, « Etat juif, essai sur la solution moderne de la question juive ».

Le mouvement sioniste se donna pour but ; « la création en Palestine d'un Etat pour le peuple juif, garanti par la loi publique ».

En 1917 la communauté juive en la personne de Chaïm Weizman, président de l'organisation sioniste mondiale, obtient un appui britannique par la déclaration de Arthur James Balfour qui envisage l'établissement en Palestine « d'un foyer national juif ».

A partir de cette déclaration, Londres applique des mesures en faveur de l'immigration juive comme s'il n'avait aucune obligation envers la communauté arabe. Devant les manifestations très hostiles des Arabes, l'Angleterre publie un livre blanc dans lequel il s'engage à la limitation de l'immigration juive.

Mais, avec les persécutions nazies des années quarante qui ont débouché sur le génocide juif (5 millions de morts), il se développe un mouvement de solidarité internationale en faveur de la création d'un Etat juif au cœur de la Palestine. Les Arabes affirment leur sympathie pour les martyrs juifs mais refusent que les palestiniens payent à la place des européens pour un crime qu'ils n'ont pas commis.

A la fin de seconde guerre mondiale les juifs lancent une insurrection contre les anglais. La Haganah, leur milice d'autodéfense et les deux organisations terroristes que sont Irgoun et Stern attaquent les installations militaires anglaises et les camps où sont détenus les immigrés illégaux. Au même moment, les sionistes bénéficient du soutien des américains et des soviétiques.

Devant l'impossibilité de trouver une solution acceptable pour les deux parties en cause l'Angleterre décide de transférer la question palestinienne à l'ONU en 1947.

2°) Le plan de partage de l'ONU

Le 29 Novembre 1947, l'assemblée générale de l'ONU adopte la résolution 181 qui préconise le partage de la Palestine en trois parties:

-Un Etat juif composé de la Galilée Orientale, d'une longue bande côtière et de la plus grande partie du désert de Néguev.

-Un Etat Arabe composé de la Galilée Occidentale, du centre de la Palestine avec la Samarie et la Judée et des régions de Gaza.

-Jérusalem internationalisée est sous le contrôle des Nations Unies.

Le plan de partage onusien fait montre d'un déséquilibre flagrant en faveur du futur Etat juif qui se voit attribué 57% des territoires de la Palestine pour moins de 30% de la population. Il est rejeté par les Arabes et désapprouvé par les anglais.

La Grande Bretagne annonce qu'elle mettra fin à son mandat palestinien le 15 Mai 1948 à 00h et n'assumera plus aucune responsabilité. Le 14 Mai 1948, le conseil national juif sous la présidence de David Ben Gourion proclame la naissance de l'Etat d'Israël. Cette décision va plonger le Proche Orient dans un chaos politique et militaire sans précédent.

II- Les guerres israélo-arabes

1°) le conflit de 1948

Le 15 Mai 1948, jour de départ des anglais, les arabes font pénétrer leurs armées en Palestine pour détruire l'Etat d'Israël. Cette guerre va durer de Mai 1948 à Janvier 1949. Malmenés au début du conflit, les juifs vont profiter des trêves négociées par l'ONU pour mettre en place une armée de 10000 hommes très bien équipée par l'URSS et les Etats-Unis.

A la fin de l'année 1948, les armées arabes sont partout vaincues et les armistices signés à Rhodes en Février et Juin 1949 consacrent la victoire finale de l'Etat d'Israël sur les arabes. Les Israéliens vont désormais annexer la Galilée occidentale, la Cisjordanie et Jérusalem Ouest, contrôlant ainsi 78% des territoires de la Palestine. L'Egypte occupe la bande de Gaza pour des raisons de sécurité et la Transjordanie annexe la Palestine arabe et Jérusalem Est. Ainsi le nouveau Etat palestinien n'a pas vu le jour, il a été dépecé par les belligérants de la guerre de 1948. Le 11 Mai 1949, l'Etat juif est reconnu par l'ONU mais les arabes refusent de reconnaître ses nouvelles frontières. Avec la défaite des armées arabes en 1949 commence le drame du peuple palestinien. Des centaines de milliers de palestiniens ont fui leurs terres pour se retrouver dans les Etats arabes voisins. Et entre 1948 et 1953 d'autres immigrants juifs viennent s'installer sur les terres arabes.

2°) La guerre des 6 jours (5-10 juin 1967)

Après avoir obtenu le retrait des casques bleus stationnés à la frontière israélo-égyptienne depuis la crise de Suez, Nasser décide de fermer le golf d'Akaba aux navires israéliens et à tout autre navire transportant des produits stratégiques à destination d'Israël. Le 5 Juin 1967, l'aviation israélienne détruit celle égyptienne au sol. La surprise fut totale et en 6 jours de combat, Israël occupe le Sinaï, la bande de Gaza, le Golan Syrien et Jérusalem Est. Le 27 Novembre 1967, l'ONU adopte la résolution 242 qui préconise l'instauration d'une paix globale en échange d'un retrait israélien des territoires occupés.

Après cette défaite, les palestiniens regroupés au sein de l'OLP (Organisation pour la Libération de la Palestine) vont prendre leur destin en main. Sous la direction de Yasser Arafat, il préconise la lutte populaire contre Israël à partir du Liban, de la Jordanie, de l'Egypte et de la Syrie.

Les palestiniens vont multiplier les attentats et les prises d'otages pour sensibiliser l'opinion internationale. Exemple : un commando de l'OLP massacre les athlètes israéliens aux jeux olympiques de Munich de 1972

3°) La guerre de Kippour

Le 6 Octobre 1973, sans déclaration de guerre, l'Egypte et la Syrie attaquent les troupes israéliennes au Sinaï et au Golan. Pour la première fois, l'armée israélienne est mise en difficulté. Elle abandonne ses positions avant de lancer une contre offensive victorieuse. Après trois semaines de combat, l'ONU impose un cessez-le-feu et envoie des casques bleus. Elle adopte aussi la résolution 338 qui reprend les termes de la résolution 242. Israël accepte un retrait partiel sur le front égyptien et syrien mais refuse de céder les territoires occupés en 1948 et 1967.

L'intransigeance de l'Etat d'Israël et le soutien inconditionnel dont il bénéficie de la part des puissances occidentales amènent les arabes à utiliser l'arme du pétrole : c'est le choc pétrolier de 1973.

III- Une marche difficile vers la paix

Les négociations israélo-arabes ont toujours été bloquées par les exigences des deux camps :

- Les Arabes n'ont jamais admis l'existence d'un Etat juif en Palestine;
- ET Israël a toujours refusé de négocier avec des Etats qui ne le reconnaissent pas et avec une organisation (OLP) qui prône sa destruction.

C'est pourquoi de 1948 à 1982, les relations israélo-arabes ont été marquées par plusieurs conflits. ET toutes les solutions préconisées par la communauté internationale ont échoués. Cependant au début des années 80, israéliens et palestiniens s'engagent dans un dialogue politique.

Le 13 Décembre 1982 sous la pression des Etats-Unis, Israël accepte un contact politique avec l'OLP. C'est une suite logique de l'intervention de Yasser Arafat devant l'assemblée générale de l'ONU le 13 Mars 1974.

Du 12 au 15 Novembre 1988, le conseil national palestinien qui se réunit à Alger proclame la naissance de l'Etat palestinien, reconnaît les résolutions 181, 242, 338 et condamne le terrorisme.

La question palestinienne connaît un début de solution à partir des années 90. En effet avec la première guerre du Golf de 1991 il est clairement apparu qu'aucune paix durable dans la région n'est possible sans le règlement de la question palestinienne. Les négociations israélo-palestiniennes lors de la conférence de Madrid de 1991, vont aboutir à la signature à Washington le 13 Septembre 1993 des accords d'Oslo (Norvège). Israël et l'OLP se reconnaissent mutuellement. Ces accords prévoient l'établissement d'une autorité palestinienne intérimaire en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés.

L'espoir suscité par les accords d'Oslo est mort avec l'assassinat d'Itzhak Rabin le 4 Novembre 1995, la reprise de l'Intifada en 2000 suite à la visite d'Ariel Sharon sur l'Esplanade

des Mosquées, la construction du mur de sécurité, l'assassinat du chef historique du Hamas le Cheikh Ahmed Yassin.

Avec la mort d'Arafat le 11 Novembre 2004, son successeur à la tête de l'autorité palestinienne, Mahmoud ABASS a renoué le dialogue politique avec l'Etat d'Israël mais aujourd'hui les perspectives d'une paix durable dans la région s'assombrissent à cause de l'arrivée au pouvoir du Hamas avec Ismaël Haniyeh et du Kadima en Israël avec Ehud Holmert.

Conclusion

L'évolution des relations israélo- arabes nous donne la conviction que la décolonisation du Moyen-Orient est encore inachevée. La cohabitation des peuples et des religions antagonistes dans une région aussi convoitée, combinée à la pression des juifs de la diaspora sont autant de facteurs qui ne facilitent pas l'établissement d'une paix durable dans la région.

LEÇON 8 : LA DÉCOLONISATION AU MAGHREB: L'ALGÉRIE

Introduction

La politique coloniale de la France en Algérie était particulière. Le pays, considéré comme une partie intégrante de la France, était sous l'autorité d'un gouverneur général relevant lui-même du ministre de l'intérieur. L'Algérie était donc considérée comme un département français. Malgré le statut de 1947 créant une assemblée à 2 collèges (60 membres pour la minorité française et 60 autres pour les citoyens musulmans), l'évolution politique de l'Algérie était lente.

L'Algérie était devenue progressivement un terrain d'affrontement entre les masses algériennes (9 millions) de plus en plus pauvres et les européens (1 million) qui dominaient la vie économique et politique. Pour répondre à l'immobilisme de la France, les nationalistes algériens prennent les armes à partir de 1954.

I- L'évolution du nationalisme algérien

1°) Avant la seconde guerre mondiale

Le nationalisme algérien était divisé en trois tendances :

- Révolutionnaire : elle est née en France en 1926 et s'est implantée en Algérie à partir de 1936. Son leader Messali Hadji avait créé un journal « l'Etoile Nord-africaine », puis le Parti du Peuple Algérien (PPA). Cette tendance réclamait l'indépendance de l'Algérie.
- Assimilationniste : elle regroupe les intellectuels occidentalisés comme Ferhat Abbas et Ben Djelloul. Ils ne revendiquent pas l'indépendance mais une complète égalité avec les français.
- Réformiste ou mouvement des Oulémas: elle est créée en 1936 par le Cheikh Hamid Ben Badis. Elle refuse l'assimilation. Son action s'exerce dans les mosquées, la presse et l'enseignement, la devise du mouvement est « l'Islam est ma religion, l'Algérie est ma patrie et l'Arabe est ma langue ». Cette division du nationalisme algérien prive la France d'un interlocuteur représentatif. Cependant à partir de 1936, le front populaire au pouvoir en France décide d'accorder la citoyenneté française à une élite algérienne de 20 000 à 25 000 personnes, mais ce projet va échouer à cause de l'hostilité des français d'Algérie.

2°) Pendant la seconde guerre mondiale

L'élite algérienne dans sa majorité se range derrière Ferhat Abbas qui apporte son soutien aux forces françaises libres du Général De Gaulle. Le mépris du régime de Vichy à l'égard des populations autochtones accélère la prise de conscience des nationalistes algériens qui publient le 27 Mars 1943 le Manifeste du Peuple Algérien. Ils réclament le droit du peuple algérien à l'autodétermination, une constitution pour l'Algérie et la participation des algériens à l'assimilation coloniale. Après la publication de ce manifeste, Ferhat Abbas sera emprisonné.

Le PPA organise des manifestations pour exiger la libération de son leader Messali Hadji. Le 8 Mai 1945, 21 français sont abattus et le mouvement se poursuit à travers le pays. Ces émeutes sont réprimées de manière impitoyable (le bilan fait état de plusieurs centaines de morts), cet événement douloureux renforce l'opposition entre les deux communautés alors que la France était plutôt préoccupée par sa reconstruction.

3°) A la fin de seconde guerre mondiale

L'après guerre sera marquée par le regroupement du nationalisme algérien en deux tendances :

-L'Union Démocratique du Manifeste Algérien fondée en 1946 par Ferhat Abbas préconise une république algérienne associée à la France.

-Le mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD), le nouveau parti de Messali Hadji est plus engagé et mieux structuré. A l'ombre de ce parti est créée en 1947 l'OS (Organisation Spéciale), chargée de préparer la résistance avec Ahmed Ben Bella comme président.

En 1950, l'OS est démantelée et Mess Ali Hadji est assigné en résidence surveillée en France. Le MTLD est affaibli par des divisions internes. L'une de ses tendances crée le Comité Révolutionnaire de l'Unité d'Action (CRUA) qui fixe la date d'insurrection au 1^{er} Novembre 1954 en rapport avec les maquisards de Belkacem Krim.

II- La guerre d'Algérie (1954-1962)

1°) Naissance et extension du conflit

L'insurrection commence comme prévue le 1^{er} Novembre 1954, les radicaux du CRUA (Aït Ahmed, Belkacem Krim, Mohamed Boudiaf...) font exploser 70 bombes sur des symboles de la colonisation française. Le même jour, le nationalisme algérien est restructuré autour du Front de Libération Nationale (FLN) et de sa branche armée l'ALN (Armée de Libération Nationale).

Les français réagissent à l'insurrection par la fermeté tout en faisant preuve d'une volonté de réformes. C'est ainsi que le gouverneur général Jacques Soustelle propose le statut de 1947 qui prévoyait une politique d'intégration. La guerre commence véritablement avec les émeutes de Constantine (20-21 Août 1955). Des français sont massacrés; l'armée et la population française de la région ripostent par une chasse meurtrière aux musulmans qui fait 12 000 morts.

En Janvier 1956, Guy Mollet arrive au pouvoir en France et se fixe comme objectif d'écraser le FLN, son ministre résident en Algérie Robert LACOSTE mobilise 400 000 hommes pour faire la guerre et la propagande. Pour lutter contre le terrorisme urbain à Alger, le général Massu chef de la 10^{ème} division des parachutistes mène une répression sanglante. Le FLN est complètement brisé à la bataille d'Alger de 1957, mais la France se trouve dans l'impossibilité d'écraser complètement la résistance algérienne. Au plan international, elle est complètement isolée, et au plan national, le pouvoir est paralysé par une crise politique.

En 1958 le gouvernement de Pierre Pflimlin, partisan d'une paix négociée est accusé par les pieds-noirs de vouloir lâcher l'Algérie française. Le 13 Mai 1958, des émeutes éclatent à Alger et les français mettent sur place un comité de salut public présidé par le général Massu pour défendre leurs intérêts.

2°) La marche vers l'indépendance (1958-1962)

Le 15 Mai 1958 l'armée fait appel à De Gaulle qui fait évoluer la crise vers son propre retour au pouvoir. Le 1^{er} Juin 1958, avec l'accord du président Rémy Coty l'assemblée nationale lui vote les pleins pouvoirs: c'est la fin de la quatrième république.

De Gaulle impose à l'armée et français d'Algérie la solution négociée. Il tient compte des conséquences politiques et financières de la guerre d'Algérie qui affaiblissent la France. Le 4 Juin 1958, il se rend à Alger et affirme son adhésion à la politique d'intégration. Le 19 Septembre 1958 le FLN forme le gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA)

installé au Caire et présidé par Ferhat Abbas. En Septembre 1959, De Gaulle reconnaît aux algériens le droit à l'autodétermination et entame des négociations avec le FLN. Entre 1960 et 1962 les pieds-noirs et une minorité d'activistes s'estimant être trahis par De Gaulle se révoltent. Ils créent en 1961 l'Organisation de l'Armée Secrète (OAS) qui organise des attentats à Alger et en métropole.

Le 8 Janvier 1961 avec le référendum sur sa politique algérienne, De Gaulle a obtenu un large soutien de la métropole (plus de 75% de « oui »). Les négociations entre le FLN et gouvernement français se déroulent en 1961 et 1962 dans un climat de violence. L'OAS et le FLN poursuivent leurs actions terroristes. Des généraux (Salan, Shalle, Jouhaud) organisent un putsch à Alger le 22 Avril 1961. De Gaulle, fort de l'appui de la métropole, de l'opinion internationale et d'une partie de l'armée, garde le contrôle de la situation et fait arrêter les putschistes.

Les négociations reprennent avec le FLN et aboutissent à la signature des accords d'Evian le 18 Mars 1962. Ces négociations prévoient un cessez-le-feu qui prend effet le 19 Mars et un référendum le 1^{er} Juillet 1962 au cours duquel le peuple algérien se détermine à plus de 90% pour l'indépendance.

Le 3 Juillet 1962 l'indépendance de l'Algérie est proclamée, 700 000 Pieds-noirs et Harkis doivent quitter l'Algérie pour la France.

Conclusion

C'est au terme de huit années de lutte armée que l'Algérie accède à l'indépendance en 1962. Cette défaite française, doublée d'une tragédie humaine (400 à 500 000 morts) a eu un impact positif sur l'évolution de l'Afrique noire francophone.

LECON 9 : LA DÉCOLONISATION EN AFRIQUE NOIRE : SÉNÉGAL, GOLD COAST, GUINEE- BISSAU ET ANGOLA.

Introduction

L'Afrique noire connaît deux formes de décolonisation : la décolonisation violente, qui se développe généralement dans les colonies Portugaises, et la décolonisation pacifique dans les colonies Françaises et Britanniques.

LA DÉCOLONISATION EN GOLD COAST

La GOLD COAST est une colonie Britannique constituée par quatre régions : le Nord, le Sud, l'Ashanti et le Togo sous tutelle britannique. Très tôt la Gold Coast connaît le développement d'un nationalisme ardent. L'évolution de ce nationalisme permet d'accéder à l'indépendance sans grande difficulté.

I/-Evolution du nationalisme de 1925 à1948

Au début des années 20 se développe en Gold Coast un nationalisme à la fois aristocratique bourgeois et populaire. La pression de ce nationalisme aboutit à la mise sur pied d'une Constitution en 1925.Celle-ci permet la participation des chefs traditionnels au Conseil législatif. Au lendemain de la 2nd guerre mondiale, une nouvelle Constitution permet l'installation d'une majorité africaine au conseil législatif et l'entrée de trois africains au Conseil Exécutif. Cependant, le pouvoir est réellement entre les mains des anglais et la représentation africaine ne privilégie que les chefs traditionnels. Les élites intellectuelles mécontentes créent le 1^{er} Parti nationaliste en Août1947 : c'est l'UNITED GOLD COAST CONVENTION (U.G.C.C.) fondé par l'avocat John Danquah et ayant pour secrétaire général le docteur Kwamé N'KRUMAH.

La Gold Coast connaît alors un mécontentement plus ou moins généralisé, politiquement formulé par Kwamé N'krumah qui s'appuie sur les paysans, les jeunes et les travailleurs des villes .La colonie sera fortement secouée par la crise du cacao, ainsi que le problème des anciens combattants et des jeunes instruits. En février 1948 à la suite d'une manifestation pacifique des anciens combattants réclamant une réduction du coût de la vie et le paiement de leurs pensions, se développent des troubles à Acra. Ces troubles se propagent à l'intérieur du pays à Koumassi. Ils se soldent par 29 morts, 237 blessés et l'arrestation puis la déportation dans le nord du pays de N'KRUMAH et 5 autres membres de l'U.G.C.C. pour atteinte à la sûreté de l'état.

II/-La marche vers l'indépendance

Les événements de février 1948 sont à l'origine de divergences au sein de l' U.G.C.C. N'krumah, après sa libération par la commission d'enquête Watson, crée le 12 juin 1949 son propre Parti, la CONVENTION PEOPLE'S PARTY (C.P.P.). Par une propagande au niveau de toutes les couches sociales, une collaboration avec les organisations syndicales féminines de jeunes, par sa popularité, son programme basé sur la disparition de l'oppression et l'amélioration des conditions socio-économiques, la démocratisation, l'autonomie totale dans l'unité et le panafricanisme en Afrique occidentale, N'krumah fait de la C.P.P. un parti populaire de masse.

La commission Coussey totalement constituée d'africains devant préparer certaines réformes ne précise pas de date pour le self-government, N'krumah lance alors en 1950 une « campagne d'action positive » non violente soutenue par les syndicats qui déclarent une grève générale dans toute la colonie. L'Angleterre réagit par l'état d'urgence et l'arrestation de N'krumah. Une nouvelle constitution promulguée en Décembre 1950 transforme le conseil

législatif en Assemblée Nationale et le conseil exécutif en Cabinet Ministériel dont 8 des 11 membres sont des africains. Les élections de février 1951 sont remportées par la C.P.P. N'krumah libéré par le gouverneur Charles Arden Clarke est nommé leader of government business, titre qui deviendra en 1952 celui de premier ministre. Pour la première fois en Afrique un Noir assure la direction politique dans son propre pays. N'krumah s'engage à collaborer avec les autorités britanniques tout en demandant l'africanisation complète du gouvernement, l'institution d'une assemblée unique élue au suffrage universel. En Avril 1954, la Grande-Bretagne promet une constitution garantissant l'autonomie interne complète. A l'idée de N'krumah d'une indépendance dans l'unité, s'opposent les chefs traditionnels du nord et de l'Ashanti et certains bourgeois et intellectuels. La Grande-Bretagne essaye de concilier les positions. Dans ce contexte, les élections de 1956 donnent 72 des 104 sièges au C.P.P. La Grande-Bretagne ne pouvait plus reculer et accorde, le 6 mars, l'indépendance à la Gold Coast sous l'appellation de République de du Ghana.

Conclusion

Suite à une évolution politique lente et pacifique, la Gold Coast sous l'impulsion de N'krumah accède à l'indépendance sous le nom historique de Ghana. Cette indépendance va fortement influencer la décolonisation en Afrique occidentale.

LA DÉCOLONISATION AU SÉNÉGAL

I) L'émergence du nationalisme et l'évolution de la lutte anti-coloniale :

1) l'émergence du nationalisme

Après la conquête coloniale le Sénégal devient une colonie française partagée en deux territoires distincts : les territoires annexés des « 4 communes » (DAKAR, GOREE, RUFISQUE, ST-LOUIS) où les populations sont considérées comme des « citoyens français », et les territoires protégés de l'intérieur du Sénégal où les populations sont considérées comme des sujets français. Mais quelque soit le statut où se trouvaient les populations indigènes, celles-ci vivaient les mêmes conditions de pauvreté et de misère, de marginalisation politique,

économique et sociale. En fait tous les pouvoirs étaient concentrés entre les mains du Gouverneur de la colonie et de ses collaborateurs blancs et métisses. Outre l'exploitation des populations, la France pillait les ressources naturelles et agricoles de la colonie. C'est dans ce contexte qu'est né le nationalisme sénégalais qui va s'organiser autour de partis politiques, de syndicats, d'organisations de paysans et d'étudiants, pour mener la lutte anti-coloniale.

2) la lutte anti-coloniale

La lutte anti-coloniale ne devient effective qu'après la 2^{ème} guerre mondiale lorsque la France décide de mettre en vigueur les conclusions de la Conférence de Brazzaville. C'est ainsi que dans le processus de cette lutte on distingue les étapes suivantes :

a) la Conférence « africaine- française de BRAZZAVILLE » de 1944.

En 1944 la France est assurée de la victoire prochaine des Alliés sur les pays de l'Axe. Elle envisage de réorganiser ses colonies d'Afrique noire pour mieux les exploiter mais aussi pour se protéger des menaces des mouvements anti-coloniaux qui se profilent en Asie et en Afrique du nord (Vietnam, Egypte, Algérie). C'est pourquoi pour réaffirmer son autorité dans les territoires coloniaux, la France convoque du 30 janvier au 8 février 1944 la conférence de Brazzaville. Celle-ci apparaît comme une rencontre visant les états généraux de la colonisation en Afrique noire. Elle regroupe les gouverneurs des colonies, les commandants de cercles et les hauts fonctionnaires de l'administration coloniale française. Aucun Africain de l'AOF, de l'AEF et de Madagascar n'a été invité. Les nationalistes africains qui avaient soutenu la France dans la guerre avaient pourtant fondé beaucoup d'espoir sur cette conférence, s'attendant à une évolution favorable de leurs colonies vers l'autonomie interne. Mais à la fin de la conférence la France prend des mesures visant à réaffirmer la consolidation du pouvoir colonial et surtout l'exploitation des ressources naturelles. C'est pourquoi à la fin de la guerre en 1945 la lutte anti-coloniale se radicalise à travers des manifestations de protestations populaires qui vont obliger la France à entreprendre la réforme du statut de ses colonies.

b) la réforme de l'UNION FRANÇAISE de 1946

À la fin de la 2^{ème} guerre mondiale le contexte international est favorable à la décolonisation. En fait l'ONU, les USA et l'URSS sont opposés à toute forme de domination coloniale. En plus il faut ajouter qu'en Indochine Hô Chi MINH était sur le point de déclencher la guerre de libération nationale. La France soumise à cette multiple pression aussi bien interne qu'externe, décide de mettre sur pied une nouvelle Constitution à laquelle les députés sénégalais à l'Assemblée nationale française, Lamine GUEYE et Léopold S. SENGHOR ont participé à l'élaboration. Cette constitution propose un nouveau statut pour les colonies françaises d'Afrique Noire et d'Asie. Il s'agissait de les transformer en « Départements français d'Outre-Mer » et en « Territoires français d'Outre-Mer » communément appelés les DOM-TOM. La France décide ensuite de s'associer avec les DOM-TOM dans une union : c'est « l'UNION FRANÇAISE ». En Asie Hô Chi MINH rejette cette proposition alors qu'en Afrique noire les nationalistes modérés l'acceptent car « l'Union- Française » offrait un certain nombre de privilèges qui allaient faciliter la lutte anti-coloniale. Ex : une Assemblée territoriale est créée dans chaque colonie, les droits d'association et de réunion sont autorisés ainsi que la liberté de

presse. Un Conseil législatif est élu et chargé de voter le budget colonial et de fixer les tarifs des impôts.

Au Sénégal, Lamine Guéye propose une loi qui porte son nom « la loi Lamine GUEYE » qui demande la suppression de l'indigénat et l'extension de la citoyenneté française à toutes les populations de la colonie. Cette réforme va déclencher dans la colonie un enthousiasme politique intense : Senghor en profite pour quitter le parti de Lamine GUEYE la SFIO (la Section Française de l'Internationale Ouvrière). Il fonde avec son ami Mamadou DIA le Bloc Démocratique Sénégalais (BDS). Celui-ci remporte les élections de l'Assemblée territoriale en 1951. Plusieurs partis politiques apparaissent dans la scène politique, notamment l'Union Démocratique Sénégalaise (UDS) de Maître Doudou GUEYE et le Parti Africain pour l'Indépendance (PAI) de Majmout DIOP. Toutes ces formations vont revendiquer l'indépendance du Sénégal mais dans la rivalité car chaque parti va chercher à s'attirer le plus grand nombre d'électeurs. La France profite pour quelques temps de cette division, mais la fin de la guerre en Indochine (juillet 1954) et le début de la confrontation militaire en Algérie suivie de la conférence de Bandoeng en 1955 remettent la pression anti-coloniale sur la France. C'est dans ce contexte qu'en 1956 que la France se voit obligée de procéder à une 2nd réforme.

b) a réforme de la « LOI CADRE » ou LOI GASTON DEFERRE de 1956

En juin 1956 le Parlement français adopte une loi proposée par le ministre des colonies Gaston Defferre : c'est la LOI CADRE ou loi GASTON DEFERRE. Cette loi introduit une sorte d'autonomie interne dans les colonies d'A O F. En fait, elle accroît les pouvoirs de l'Assemblée territoriale et introduit le collège unique ainsi que le suffrage universel. Cette mesure va constituer une promotion pour les populations indigènes dans les colonies où il est institué un Exécutif local appelé le Conseil du Gouvernement. Au Sénégal, Mamadou DIA est nommé vice-président de ce Conseil alors que la présidence est réservée au Gouverneur de la colonie. Il faut noter qu'à cette période la vie politique avait redoublé d'intensité par le renforcement des Partis à travers des associations et des fusions diverses. Ex : le BDS fusionne avec l'UDS pour donner naissance au BPS (Bloc Progressiste Sénégalais). Celui-ci va remporter les élections législatives de 1957 face au parti de Lamine GUEYE appelé le PSAS (Parti Sénégalais d'Action Socialiste). Plus tard, le BPS et le PSAS vont fusionner pour donner naissance à l'Union Progressiste Sénégalaise (UPS). Cependant toutes ces réformes de la loi cadre n'ont pas satisfait les aspirations des nationalistes pour l'indépendance. En fait, les vrais pouvoirs de décisions restent toujours entre les mains de la France à travers le gouverneur de la colonie et de ses proches collaborateurs. Avec l'indépendance de la Gold- Coast en 1957, la loi cadre paraît dépassée. Sous la pression plus insistante des nationalistes la France va procéder à son ultime réforme qui conduit à la marche vers l'indépendance de ses colonies d'AOF.

II) La marche vers l'indépendance : la réforme de la Communauté africaine de 1958

Il faut rappeler qu'en 1957 éclate la crise algérienne qui provoqua la chute du gouvernement métropolitain français. Le général DE GAULE est rappelé au pouvoir le 1^{er} juin 1958. Il fait adopter une nouvelle constitution le 28 juillet 1958 (celle instituant la 5^e République) dans laquelle De GAULE envisage une réforme des colonies par la création de la « COMMUNAUTE FRANCO-AFRICAINE ». Celle-ci regrouperait la France et ses colonies

dans une sorte de confédération. A cet effet De GAULE va faire une tournée au mois d'août 1958 dans les colonies d'Afrique noire pour proposer aux populations indigènes un référendum d'autodétermination. Il s'agissait de voter « OUI » pour rester dans la communauté, ou de voter « NON » pour aller à l'indépendance immédiate (seule la Guinée conakry de Sékou TOURE a voté le NON). Au Sénégal les avis sont partagés : l'UPS de Senghor et L. Gueye propose de voter « OUI. ». Ce qui va provoquer une scission en son sein car Abdoulaye Ly, Amadou Moctar MBOW et Assane SECK quitte l'UPS réclamant de voter « NON ». Ils vont créer plus tard le Parti du Rassemblement Africain du Sénégal (PRA). Malgré l'agitation populaire pour le NON à Dakar, l'UPS remporte la victoire avec 870 000 voix OUI contre 21000 voix NON. Le Sénégal demeure dans la communauté franco-africaine. Mais la réalité est que dans cette communauté le pouvoir de commandement demeure toujours entre les mains de la France. Ex : la présidence, la politique étrangère, l'économie, la défense, la communication, la justice l'enseignement supérieur sont confisqués par les autorités coloniales françaises. C'est pourquoi en janvier 1959 Senghor du Sénégal et Modibo Keita du Soudan occidental décident de regrouper le Sénégal, le Soudan, la Haute-Volta, le Niger, le Dahomey, la Côte-d'Ivoire et la Mauritanie dans une fédération appelée « la Fédération du MALI ». Mais tous les autres pays finiront par se retirer pour limiter la fédération à ses deux premiers initiateurs. Le 4 Avril 1959, le Sénégal et le Soudan obtiennent le transfert des compétences de la communauté. C'est ainsi que Modibo KEITA est nommé président du gouvernement fédéral, Mamadou Dia vice-président, Senghor président de l'Assemblée fédérale ; Dakar est la capitale de la fédération. La Fédération du Mali demanda alors l'indépendance que la France accepta après avoir signé un accord de coopération technique et économique avec les deux pays. Le 20 Janvier 1960 la Fédération du Mali est déclarée officiellement indépendante. Mais l'expérience fédérale va éclater très bientôt en raison de l'opposition entre dirigeants sénégalais et soudanais pour des raisons non encore très élucidées. En fait dans la nuit du 19 au 20 Août 1960 la Fédération du Mali éclate. Le 20 Août au matin, le Sénégal proclame officiellement son indépendance. Senghor est choisi comme président de la République du Sénégal et Mamadou DIA comme chef du gouvernement. La date du 4 Avril est retenue comme date officielle de commémoration de l'indépendance du Sénégal.

Conclusion

Au mois d'Août 1960, le Sénégal est enfin indépendant. Après une longue lutte politique marquée par plusieurs réformes successives, la France a fini par accepter l'indépendance en raison de la détermination des nationalistes, notamment de leurs leaders politiques SENGHOR, L. GUEYE et Mamadou DIA.

LA DÉCOLONISATION EN GUINÉE BISSAU ET EN ANGOLA**A/. La DÉCOLONISATION EN GUINÉE-BISSAU****Introduction**

La Guinée Bissau est une colonie portugaise. Le Portugal est la première puissance coloniale européenne à s'installer en Afrique. Il va être le dernier à quitter ses colonies après plus d'une décennie de guerre de libération nationale dans le cadre d la confrontation idéologique entre l'Est et l'Ouest.

I/-La politique coloniale portugaise et l'évolution de la lutte anticoloniale.**1) La politique coloniale portugaise**

La Guinée Bissau est la plus petite colonie portugaise d'Afrique de l'ouest avec 36125 km². Le Portugal en fait sa principale colonie d'exploitation des matières premières pour alimenter son économie nationale. C'est pourquoi il y envoie une forte immigration de colons portugais. Ces derniers exploitent les richesses en se servant des populations indigènes bissau-guinéennes soumises à l'indigénat.

Le Portugal mène dans ses colonies une politique d'assimilation très discriminatoire. Celle-ci était fondée sur des conditions extrêmement rigoureuses. Ex : pour qu'un indigène puisse devenir un citoyen portugais (un assimilado), il devait avoir 18 ans révolus, parler correctement portugais, être de bonne vie et mœurs, posséder une richesse ou un emploi pouvant assurer une bonne condition de vie, accepter le service militaire. ..

Ces conditions ne permettaient pas aux populations indigènes d'être citoyens portugais. C'est dans ce contexte difficile qu'émerge le nationalisme anti-colonial. Ce nationalisme s'organise dans des cadres de lutte et se manifeste surtout à partir de 1960.

2) L'évolution de la lutte anti-coloniale

Contrairement à la France et à l'Angleterre, le Portugal refuse de suivre le cours des événements en Afrique et dans les autres empires coloniaux, demeurant en dehors des mouvements anti-coloniaux nés de la 2^e guerre mondiale. En 1960, les colonies portugaises ne sont pas encore émancipées. Le Portugal réaffirme sa volonté de poursuivre sa politique coloniale, déclarant officiellement « ...Nous sommes en Afrique comme tant d'autres. Nous continuerons comme par le passé notre politique d'assimilation. C'est pour cela, il nous faut être ce que nous avons toujours été et nous ne changerons pas ».

Les nationalistes bissau-guinéens comprirent alors que la seule alternative reste la lutte armée pour l'indépendance. Celle-ci va se dérouler en collaboration avec les îles du Cap-Vert. Le leader de cette lutte demeure AMILCAR CABRAL, ingénieur agronome ayant fait ses études au Portugal. Considéré par les portugais comme un homme dangereux pour ses idées progressistes, il fut affecté d'abord en Angola en 1952 comme fonctionnaire. En Mars 1956, il crée le Parti Africain pour l'Indépendance de la GUINÉE et des ILES du CAP-VERT (PAIGC). Avec 5 de ses camarades dont son frère LUIZ CABRAL ALMEIDA et son ami ARISTIDES PEREIRA. Le PAIGC prend au départ la forme d'un mouvement clandestin dont le siège est basé hors de Guinée-Bissau. Il s'implante parmi les travailleurs qui revendiquent des salaires

mieux payés en organisant des grèves et des manifestations populaires. Le pouvoir colonial portugais réagit vivement par la violence. Deux étapes importantes vont marquer la lutte pour l'indépendance :

a) de 1955 à 1974 : le début de la lutte

Le gouvernement portugais du dictateur Salazar (ANTONIO DE OLIVERA) lutte de toutes ses forces contre toute velléité d'indépendance des mouvements nationalistes. A partir de 1957 la Police Intérieure pour la Défense de l'Etat (P.I.D.E.) installe la répression à Bissau : le 3 Août 1959 les autorités font ouvrir le feu sur les dockers en grève de Pidgiguiti. 50 personnes furent tuées et plusieurs autres blessées, tandis que d'autres étaient arrêtées. Cette attitude précipite le PAIGC vers la lutte armée. Le PAIGC va alors bénéficier du soutien des pays voisins (Guinée Conakry, Sénégal, Bénin...) en logistique et en matériels. Grâce à ce soutien accru les 5000 combattants du PAIGC, en 1970, libèrent les zones rurales (2/3 du territoire) alors que le Portugal garde le contrôle des zones urbaines grâce à une armée forte de 40000 soldats. Le PAIGC acquiert une audience internationale. Du 2 au 8 Avril 1972, une mission spéciale des Nations-Unies visite « les zones libérées » de Bissau et apprécie les réalisations sociales, sanitaires et éducatives. L'ONU reconnaît le PAIGC comme un mouvement qui a toutes les possibilités et d'être « seul et authentique représentant des populations du territoire » de Guinée. Elle réaffirme le droit inaliénable de ces populations à l'indépendance.

Mais le 20 Janvier 1973, Amilcar CABRAL est assassiné lâchement à Conakry. Cela n'empêcha pas l'Assemblée populaire de proclamer le 24 septembre 1973 à Boé (au Gabou) l'indépendance de la Guinée-Bissau qui devient membre de l'OUA le 20 Novembre 1973.

Face à cette indépendance de fait, le Portugal va chercher à négocier un désengagement avec les leaders du P.A.I.G.C.

b) De 1974 à 1975 : « la révolution des Oeillets » et ses conséquences

Lassés d'une guerre sans issue, conscients de l'ampleur des problèmes du Portugal en Afrique et de son échec militaire en G.B. de jeunes officiers réunis au sein du « Mouvement des Forces Armées », renversent le gouvernement de Marcelo CAETANO le 25 Avril 1974 et mettent fin au régime dictatorial du Portugal sous le « Démocratie chez nous, décolonisation en Afrique »

Le 26 Avril 1974 le nouveau régime militaire présidé par le général Spínola propose le 6 Mai un cessez-le feu et appelle à la négociation. Le PAIGC rejette le cessez-le-feu, mais accepte de négocier. Cependant les négociations butent sur deux problèmes : les modalités de l'indépendance immédiate pour le PAIGC et l'indépendance par étape pour le Portugal ; d'autre part le Portugal veut dissocier la Guinée-Bissau et les Iles du Cap-Vert alors que le PAIGC réclame une indépendance unitaire.

A la faveur d'un changement de gouvernement au Portugal le 13 juillet 1974 mais aussi de la pression du secrétaire général de l'ONU, KURT Waldheim qui s'est rendu au Portugal le 29 juillet, les autorités portugaises acceptent d'ouvrir les négociations à Alger. Finalement le 10 septembre 1974 à Lisbonne, l'acte d'indépendance de la REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU fut signé.

Mais le sort du Cap-Vert restait à résoudre. En effet, au Cap-Vert le PAIGC n'avait pas obtenu une grande adhésion des populations car l'opinion était restée divisée : deux camps (l'UPIC et l'UDG) s'affrontent sur l'idée d'une indépendance séparée ou commune avec la G.B. Le 21 Décembre 1974, le PAIGC et le Portugal s'accordent pour une indépendance séparée avec le Cap-Vert fixé pour le 5 juillet 1975.

B/.LA DÉCOLONISATION EN ANGOLA

L'Angola est la plus vaste des colonies portugaises (1.246.700 km²) mais également la plus riche sur le plan agricole et minier en Afrique. Elle est peuplée de 6.200.000 habitants seulement en 1974. Comme en Guinée-Bissau, le Portugal entendait y mener une politique d'assimilation. Jusqu'en 1961, la majorité des autochtones angolais n'avait pas tous les droits de citoyens de la métropole. La loi de 1933 avait accordé à ces populations le statut d'indigénat. Devant cette volonté manifeste de rien changer, une lutte armée va s'engager entre les nationalistes angolais et le Portugal.

1) La 1^{ère} Guerre de libération nationale : février 1961-octobre 1974

Les débuts de la lutte des nationalistes pour l'indépendance datent de février 1961. Mais la singularité de cette lutte armée demeure essentiellement dans la division des nationalistes angolais. En fait c'est trois mouvements de libération nationale qui luttent non seulement contre le colonisateur portugais mais aussi entre eux : il s'agit du Mouvement Populaire de Libération de L'ANGOLA (M.P.L.A.) formé en 1956 à Luanda et d'idéologie communiste, du Front Nationale de Libération de L'ANGOLA (F.N.L.A.) fondé en 1954 à Léopoldville et de L'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'ANGOLA (U.N.I.T.A.) fondée en 1966 par Jonas Savimbi, un dissident du F.N.L.A.

En février 1961 des militants du M.P.L.A. lancent une attaque contre la prison de Luanda capitale de l'Angolais). En mars 1961, les populations Bakongos (Nord Angola) s'insurgent contre les planteurs portugais qui gèrent les plantations de café (1800 européens tués). Cette insurrection a été fomentée par l'Union des peuples du nord de l'Angola (qui s'appellera plus tard F.N.L.A.).

Dans l'ensemble, après quatorze années de guérilla les résultats militaires ne sont pas favorables aux nationalistes angolais à cause des guerres internes entre mouvements. Les forces portugaises continuent d'occuper les principales villes de la colonie. Le coup d'état survenu au Portugal le 25 Avril 1974, permet l'ouverture des négociations avec les mouvements de libération nationale. Le 6 Mai 1974 un cessez le feu est annoncé et des accords sont conclus avec l'U.N.I.T.A. en Juin et en Octobre avec les deux autres mouvements. Le 10 Janvier 1975 à ALVOR au Portugal, sont signés les accords d'indépendance de l'Angola, mais prévue pour le 11 Novembre 1975, l'enclave de CABINDA faisant partie intégrante du pays. En attendant un gouvernement de transition est mis sur pied, dirigé par le général portugais Silva CARDOSO et comprenant six ministres issus de chaque mouvement. Mais très tôt, l'unité des nationalistes va voler en éclat.

2) la 2^{ème} guerre de libération et la victoire du M.P.L.A. : mars 1975-février 1976

L'Angola va connaître des troubles internes en raison de la mésentente entre le M.P.L.A. et les deux autres mouvements nationalistes. Le 26 Mars 1975, les combattants du F.N.L.A. et ceux du M.P.L.A. s'affrontent à Luanda. En Juillet 1975, le M.P.L.A. lance une offensive vers l'Est et l'Ouest du pays et en Septembre, il arrive à contrôler 11 des 16 chefs-lieux de district du pays. Il contrôle dès lors le pétrole du Cabinda et le port de Luanda.

En octobre 1975, le F.N.L.A. au sud reprend l'offensive. La guerre devient un affrontement Est-Ouest car les USA et leurs alliés Sud-africains et Zaïrois soutiennent l'U.N.I.T.A. et le F.N.L.A., tandis que Cuba et l'Urss se battent aux côtés du M.P.L.A. Le 10 novembre 1975, Silva Cordoso proclame l'indépendance de l'Angola comme prévu, mais en pleine guerre civile. Lorsque le Portugal quitte le pays, chaque mouvement nationaliste proclame sa propre République : le M.P.L.A. proclame à Luanda la République Populaire d'Angola alors que le F.N.L.A. et l'U.N.I.T.A. proclament à Ambriz la République Populaire et Démocratique de l'Angola. La guerre s'achève en février 1976 par la victoire du M.P.L.A. que l'URSS et Cuba continuent de soutenir alors que les USA ont retiré leur soutien au F.N.L.A. et à l'U.N.I.T.A. depuis Décembre 1975. L'Etat créé par le M.P.L.A. devient membre de l'OUA le 10 février 1976, et le 17 février il est reconnu par C.E.E et le Portugal.

Conclusion

Fatigué par près de quatorze années de guerres coloniales, le Portugal évacue la Guinée-Bissau fragilisée par les divisions internes et où tout est à reconstruire, et lâche l'Angola en pleine guerre civile. Le M.P.L.A. parvient à s'imposer comme autorité mais ne peut empêcher la poursuite de la guerre civile qui se termine effectivement avec la mort du chef de l'U.N.I.T.A., Jonas Savimbi, le 22 février 2002.

B) ETUDE DES CIVILISATIONS**Première Partie : LES CIVILISATIONS NEGRO-AFRICAINES****LECON 11 : LE MILIEU PHYSIQUE ET HUMAIN****1-Le cadre physique**

Le monde négro-africain s'étend en gros du cap au tropique du cancer. Il se caractérise par une diversité des groupes ethniques et des genres de vie. Cette civilisation au contact des influences extérieures a connu d'importantes mutations.

a) Un vaste plateau déformé

Dans presque toute son étendue, l'Afrique est un immense plateau composé de roches très vieilles et d'une grande rigidité. Ces plateaux ont été déformés par les mouvements tectoniques. A l'ouest, le bouclier s'est affaissé par endroit pour former des cuvettes bordées par des seuils et des bourrelets. A l'est, il est traversé par de longs fossés méridiens occupés par des lacs allongés (Nyassa-Tanganyika-Malawi) et dominés par des volcans (Virunga-Kilimandjaro-Kenya). Au nord les mouvements du tertiaire ont plissé les sédiments et constitué des montagnes. Ainsi sont nées les chaînes des Atlas dont les plus hauts sommets culminent à plus de 4000m.

b) Des paysages variés

On observe une disposition zonale des paysages végétaux. -La zone équatoriale est le domaine d'un climat pluvieux tout au long de l'année, de la forêt dense et de fleuves puissants. - De part et d'autres de ce domaine s'étend le climat tropical humide avec la végétation de forêt claire et de savanes. A ce climat succède le climat tropical sec, caractérisé par des pluies et un réseau hydrographique faible et irrégulier ainsi qu'une végétation steppique. Au delà du climat tropical s'étend le désert (Sahara au nord, Kalahari au sud). L'extrémité sud du continent appartient au domaine méditerranéen. A l'intérieur de chacun de ces grands domaines, des conditions locales (relief, sols) introduisent des variantes qui viennent enrichir le paysage.

c) Un continent relativement isolé.

Les historiens et les géographes européens ont souvent insisté sur l'isolement du continent pour expliquer sa situation marginale vis à vis de « la civilisation ». Les côtes sont généralement peu accessibles. Tantôt rectilignes, tantôt abruptes, tantôt défendues par la barre, elles offrent peu de sites portuaires naturels. Les difficultés de pénétration s'expliquent aussi par la disposition du relief généralement relevé à l'approche des côtes. Les fleuves coupés de rapides sont de médiocres voies de communication. A cela s'ajoutent les rigueurs du climat :

désert et humidité équatoriale. Cet isolement est cependant plus apparent que réel. La savane et la steppe sont propices au déplacement des hommes ; le Sahara n'a jamais été un obstacle insurmontable et, sur la côte orientale, la mousson, les alizés et les courants marins ont favorisé les relations avec l'Asie.

2. le cadre humain

a) La diversité humaine :

Les populations négro-africaines sont d'une grande diversité. On distingue :

-Les *Paléo-africains*, les plus anciens groupes du continent, comprennent : les Pygmées qui subsistent en tribus éparses dans la forêt équatoriale, les Hottentots et les Boshimans qui vivent aux abords du Kalahari.

-Les *mélano-africains* forment le groupe le plus nombreux. Leur extension est le résultat de migrations incessantes. Les brassages des peuples ont donné à ce groupe une extrême complexité ethnique et raciale. On distingue : les soudanais (ou campestres), les guinéens (ou sylvestres), les congolais, les bantous sud africains et les Nilotes.

-Les Métis sont apparus dans les zones de contact entre l'Afrique noire et l'Afrique blanche et dans les îles : Ethiopiens -Somaliens -Malgaches.

b) La diversité linguistique :

Elle est encore plus importante. Près de 800 langues ont été recensées. Elles sont réparties en quatre grandes familles : -Le Niger-Kordofan : wolof, Foulbé, Yorouba, Bamiléké... -Le Sémite-chamitique : Amhara, Haoussa, Touareg -Le Nilo-Saharien : Nubien, Masai, Songhai, Toubou -Le Koi-San : Hottentots, Boshimans. Certaines de ces langues sont parlées par des groupes restreints d'individus (Balante-Bassari) ou des communautés numériquement importantes (Yorouba-Peulh) ; d'autres sont des véhicules de communication servant de liaison entre plusieurs groupes (Swahili, Wolof, Malinké).

3. le cadre historique

a) Préhistoire et Antiquité.

Dans l'état actuel des connaissances paléontologiques, il est admis que l'Afrique est le berceau de l'humanité : les premiers hommes sont apparus en Afrique Orientale et Australe. L'occupation du continent s'est, par la suite, faite par vagues successives de migrations à partir de deux foyers principaux : le sud et le nord-est. Ces noirs ont joué un rôle majeur dans l'élaboration de la civilisation égyptienne. Plusieurs éléments l'attestent : le témoignage des historiens de l'antiquité comme HERODOTE, la parenté linguistique entre l'égyptien et les langues négro-africaines, la similitude des organisations politiques, des mythes cosmogoniques, des idéologies et l'iconographie.

b) Les formations politiques précoloniales.

L'Afrique noire connaît un essor sans précédent au Moyen-Âge. Les grands empires du Ghana, du Mali et du Songhaï se déploient dans une région riche en or située au carrefour des grandes routes caravanières. S'appuyant sur une bonne organisation administrative et militaire,

ils connaissent une longue période de stabilité et édifient de brillantes civilisations. Sur le plan religieux, l'islam progresse, apportant en même temps les éléments de la civilisation musulmane. Les états de l'Afrique centrale, orientale et méridionale sont de moindre envergure. Le Congo entretient des contacts suivis avec le Portugal ; le Monomotapa et les royaumes interlacustres sont minés par des conflits perpétuels et la traite des esclaves.

c) La traite négrière.

C'est au XVe siècle que les européens découvrent les côtes de l'Afrique noire. Ils y installent des comptoirs et organisent la traite des esclaves. Portugais, Hollandais, Français, Anglais vont saigner l'Afrique pendant ces quatre siècles de traite. Des dizaines de millions de noirs sont déportés en Amérique. Ce trafic enlève à l'Afrique une partie de sa force de travail et entraîne des migrations forcées, l'abandon de régions entières, la ruine de l'artisanat et un regain des guerres tribales. La révolution industrielle du XIXe siècle rend le système caduc ; les européens ont désormais besoin de colonies et se préparent à la conquête de l'Afrique.

d) L'impérialisme et la colonisation.

Le besoin de matières premières, de débouchés, de bases stratégiques et de nouvelles terres de peuplement poussent les pays industrialisés d'Europe à l'assaut du continent africain. Le Congrès de Berlin (novembre 1884-fevrier 1885) définit les modalités d'occupation et donne le coup d'envoi de la grande ruée. L'Afrique, épuisée par les années de traite est envahie, malgré la résistance héroïque des chefs musulmans (Ahmadou Tall, Samory-le Mahdi...) et des royaumes traditionnels (Kajoor, Abomey, Ashanti). Seuls l'Ethiopie de Ménélik II et le Liberia, création américaine, échappent à la domination européenne. Les puissances impérialistes mettent en place des méthodes d'administration pour contrôler les nouveaux territoires et exploiter leurs richesses. Le travail forcé, l'impôt de capitation sont le lot des africains. Une économie de traite basée sur l'exploitation de matières premières agricoles ou minérales et l'importation de produits manufacturés s'impose peu à peu et le besoin monétaire pousse les africains à s'installer dans les villes coloniales.

LECON 12 : L'ORGANISATION SOCIALE, ECONOMIQUE ET POLITIQUE

1. l'économie traditionnelle africaine

Les activités économiques dépendent des conditions géographiques et des possibilités offertes par le milieu. L'économie est généralement de subsistance et la plupart des collectivités négro-africaines vivaient en économie fermée, réduisant les échanges au minimum. Il existait néanmoins plusieurs formes d'activités économiques.

a) La chasse, la cueillette et la pêche.

Plusieurs peuples étaient spécialisés dans cette économie destructive. -Les Pygmées habitent dans la forêt équatoriale et s'occupent de chasse avec un outillage rudimentaire

constitué de sagaies, d'arcs et de flèches empoisonnées. La cueillette réservée aux femmes fournit des tubercules, des escargots, du mil.... -Les Boshimans vivent en nomades dans le désert du Kalahari. Leurs techniques de chasse vont de pair avec la magie. La rareté du gibier fait que les produits de cueillette et de ramassage tiennent une grande place dans leur alimentation. -La pêche est pratiquée partout où les conditions le permettent mais certaines communautés en ont fait leur spécialité : Somono et Bozo du fleuve Niger. Thiouballo des rives du Sénégal. Toutes ces collectivités entretiennent des relations étroites avec leurs voisins avec qui ils pratiquent le troc.

b) L'élevage

L'élevage du petit bétail est largement pratiqué en Afrique noire mais celui des bovins est surtout le fait de peuples spécialisés.

Les Peulh sont disséminés dans toute la bande sahélienne de l'Afrique occidentale. Ils pratiquent en général le semi-nomadisme et se fixent pendant l'hivernage. Certains groupes comme les Bororos ont conservé une tradition pastorale inaltérée mais dans certaines régions comme le Fouta Djallon ou l'Adamawa, les Peulhs se sont sédentarisés et associaient l'élevage à l'agriculture.

Les Hottentots sont peu nombreux. Ils vivent dans la partie méridionale du Sud-ouest africain. L'aridité du milieu les incite à se déplacer continuellement à la recherche de points d'eau et de pâturage. Plusieurs peuples vivant dans les hauts plateaux de l'Afrique Orientale et Australe ont aussi créé des civilisations marquées par le culte du bovin : MASSAI, HERRERO, OROMOS.

c) L'agriculture.

Les paysans forment l'élément africain le plus nombreux. Les sociétés rurales traditionnelles sont fondées sur une appropriation collective des terres ; le cultivateur ne se considère que comme un usufruitier. Il cultive quelques lopins autour de sa concession mais la plupart des travaux agricoles se pratiquent en commun. L'outillage, assez simple (houe, daba, cayendo) est adapté aux sols et aux opérations culturales. Les techniques sont diverses mais deux formes dominent.

-Une forme intensive avec utilisation minutieuse du sol, pratique de l'assolement en association avec l'élevage (sérères), culture inondée (diolas) et aménagement de terrasse (Malgaches).

-Une forme extensive qui prédomine presque toujours en Afrique. Les paysans font une agriculture itinérante sur brûlis et une jachère à longue révolution. Le rythme des travaux est uniforme : débroussaie en respectant les espèces utiles, incendie des débris, enfouissement des cendres, semailles et récoltes. L'agriculture permet d'avoir des produits variés : tubercules (igname, manioc), bananes dans les régions forestières, céréales (mil, riz, maïs) haricots dans la savane tropicale. Les opérations culturales sont généralement accompagnées de rites religieux dont le but est d'invoquer les divinités pour s'assurer de bonnes récoltes.

d) Le commerce.

Le marché est un phénomène que l'on rencontrait dans plusieurs régions du continent et l'Afrique était quadrillée des routes caravanières jalonnées de cités marchandes. Deux grandes

zones de contact se sont particulièrement : le sahel soudanais et les côtes de l'océan indien. -La bordure sud du Sahara La succession de plusieurs zones complémentaires a favorisé l'existence de routes empruntées par des caravanes chargées de produits du Maghreb ou d'Égypte (Sel, dattes, tissus, anneaux de cuivre...) et d'Afrique noire (or, ivoire, esclaves...).Ce commerce a fait émerger d'importantes cités comme Walata, Gao, Tombouctou et a enrichi les grands empires médiévaux du Soudan (Ghana, Mali, Songhai..). -La côte orientale de l'Afrique Cette région a entretenu depuis l'antiquité des relations commerciales avec le Moyen Orient et l'Extrême Orient. D'importants comptoirs commerciaux spécialisés dans la traite des esclaves, de l'or, de l'ivoire y furent édifiés entre le 8e et le 10e siècle par les arabes et perses : Mombassa, Kiloa, Zanzibar...

2. La société traditionnelle africaine.

Les sociétés africaines traditionnelles sont essentiellement communautaires et le sentiment de solidarité est maintenu par des institutions collectives qui assurent la cohésion au sein du groupe.

a) Le groupe social.

La famille africaine, très attendue est la cellule de base de la société. Elle regroupe autour d'un patriarche, tous les descendants. Le lignage, collectivité plus large rassemble plusieurs familles ayant le même ancêtre, généralement connu. Plusieurs lignages apparentés ou alliés liés pour un ancêtre mythique forment le clan. Le nom du clan porté par tous les individus est lié au mythe originel. Ils ont une table commune et obéissent aux mêmes interdits religieux. L'autorité à l'intérieur de chacun de ces groupes est stricte et les anciens jouent un rôle essentiel. Le chef est généralement le plus ancien. Son autorité vient du fait qu'il est considéré comme le mandataire des anciens. Il gère tous les biens au nom de la communauté.

b) Les sociétés initiatiques

La société traditionnelle africaine se répartit par classe d'âges : enfants adultes vieillards, avec une diversification à l'intérieur de chaque classe. Le passage le plus important est celui de l'enfance à l'âge adulte. Dès la puberté, des cérémonies d'initiation font pénétrer progressivement les jeunes gens dans la connaissance des mythes et leur donnent une formation morale et civique. Cette initiation qui comporte des épreuves physiques (circoncision, excision, scarification) impose à l'individu une discipline et l'intègre dans la communauté. La solidarité entre les compagnons d'initiation dure toute la vie.

c) Les castes et les esclaves.

Dans bien des cas, la société tout en restant communautaire, est fortement hiérarchisée. Les artisans (potiers, tisserand forgerons..) et les esclaves sont dominés par une aristocratie qui dédaigne tout travail manuel autre que celui de la terre. Les castes sont des divisions sociales à caractère fonctionnel. Elles sont plus ou moins séparées du reste de la société par l'endogamie et sont contraintes à une spécialisation professionnelle. Les esclaves sont au bas de l'échelle sociale mais ils sont souvent intégrés dans la famille et exercent parfois des fonctions importantes (exemple : au kajor, la fonction militaire).

d) La place de la femme noire dans la société.

La femme jouait un important rôle économique. Elle s'occupe de cueillettes, des travaux domestiques, de l'entretien des champs de mil chez les peulh, d'activités commerciales comme chez les Haoussa du Niger. Au plan social, elle est souvent défavorisée. Dans certaines régions elle n'a aucune personnalité juridique et peut même être comprise dans le patrimoine du mari. Devenue mère, elle est mieux considérée et on la consulte souvent lors des grandes occasions. Certaines femmes ont exercé d'importantes fonctions politiques notamment les Reines-mères dans les royaumes wolofs tels que le kajoor ou le Waalo.

3. l'organisation politique et traditionnelle.

Les systèmes politiques africains sont d'une grande diversité mais on peut distinguer trois types : les sociétés sans état, les chefferies et les états centralisés.

a) Les sociétés sans états.

Elles constituent probablement l'organisation la plus ancienne. Les familles étendues et les lignages s'organisent pour sauvegarder la justice et l'intégrité culturelle et territoriale. Ils se servent des liens de parentés pour établir des normes de comportement et définir leur système de sanctions. La loi se maintient par l'autorité des chefs au moyen d'une série de conseil d'aines. Les facteurs stabilisateurs des ces sociétés dites segmentaires sont constitués par l'absence de différence sociale, la puissance des croyances religieuses et l'obéissance aux coutumes ancestrales. Ce système se rencontre chez les dogons du Mali, les Lobi de Burkina, les kabre du Togo...

b) Les chefferies

Les chefferies sont des formes d'organisation plus vastes et mieux élaborées. Elles regroupent plusieurs familles et lignages sous l'autorité d'un chef d'origine familiale ou religieuse. Son pouvoir tend à se développer au détriment de la liberté et de l'indépendance des familles mais peut être équilibré par des conseils de famille et les associations (sociétés religieuses). Ce système est apparu chez les Malinkés, les Bamiléké, les Yorouba, les Mendé.

c) Les états.

L'état est une organisation politique où le chef a pris le dessus sur les groupements familiaux, instauré une hiérarchie administrative et imposé son autorité sur une vaste étendue. Il régit les institutions et dirige l'effort d'organisation économique. Il a souvent des pouvoirs religieux : Sa personne est sacrée, c'est le symbole physique du pays. Le chef concentre habituellement tous les pouvoirs qu'il peut déléguer à des hommes de confiance. Les conseils de chefs constituent la principale arme de dissuasion à la tyrannie royale. L'Afrique a connu des états glorieux et efficaces : Ghana, Mali, Kajoor....

LECON 13 : LA VIE CULTURELLE ET RELIGIEUSE

L'organisation des sociétés négro-africaines et leurs activités économiques sont intimement liées à leur vie intellectuelle, artistique et religieuse.

1-la vie culturelle

a) La littérature : Les civilisations africaines sont celles de l'oralité. Les langues négro-africaines ne sont pas écrites à part quelques exceptions comme le vaï (Liberia), le nsibidi (Nigeria) ou le Bamoun (Cameroun), mais une importante littérature écrite à partir des caractères arabes s'est développée chez les peuples islamiques du Soudan occidental et central. La littérature orale s'exprime à travers plusieurs genres : les récits épiques ou légendes ; les contes mélanges d'observations, de psychologie et d'humour ; les proverbes qui exposent toute la sagesse humaine ; le théâtre et la poésie.

b) les sciences et les techniques : Bien que n'ayant pas développé de créations abstraites basées sur les mathématiques, l'Afrique noire s'est spécialisée dans l'astronomie utilisée dans le domaine religieux et les pratiques agraires et dans la pharmacopée utilisée par les guérisseurs pour soigner mais aussi pour fabriquer des poisons et des antidotes. Les Africains ont par ailleurs maîtrisé toutes les techniques artisanales métallurgie, orfèvrerie, céramique, maroquinerie, tissage....

c) L'art : * **L'humanisme négro-africain** trouve son expression la plus complète dans un art sobre, fonctionnel, non naturaliste et anonyme qui réalise la synthèse des aspirations sociales et religieuses. Les principales formes artistiques sont :

* **L'architecture :** Le fait urbain, les nécessités de cultes et de défense expliquent les réalisations architecturales du continent. Celles-ci s'expriment à travers l'habitat et les édifices religieux comme les mosquées de Gao, Tombouctou et Djenné, le mur d'enceinte de Kano, les ruines de Zimbabwe. Les influences Egyptiennes et arabes se sont mêlées au vieux fond africain pour réussir des synthèses architecturales d'une grande originalité.

* **La sculpture :** C'est la forme artistique la plus connue. Elle se répartie en trois catégories : la figurine, le masque et la décoration d'objets utiles (portes cuillères...) .la sculpture consiste généralement à retrancher plutôt qu'à rajouter de la matière .Les bronzes sont moulés par la méthode dite de la cire perdue. Les sculpteurs utilisent un matériel varié : terre, bois, os, ivoire, métal. La fabrication des masques et des statuettes de divinités revêt un caractère sacré. Le travail est secret et accompagné de rites et d'invocations. Les principaux centres de sculpteurs sont la zone soudanaise, le golfe de Guinée et la zone Bantoue.

* **La musique et la danse :** Elles sont intimement liées. Les attributs particuliers des musiques africaines se situent dans sa structure polyrythmique. Les instruments de musique sont variés : beaucoup d'instruments à corde et à vent mais aussi une grande variété de tam-tams. La danse africaine repose sur l'harmonie entre les différents mouvements du corps et l'un des rythmes de l'orchestre. Elle n'est pas un simple spectacle mais une technique de participation. Il existe des danses religieuses d'envoûtement, des danses de cultivateurs, de chasseurs, des lutteurs des circoncis. L'art africain a connu une large diffusion à travers le monde. Il a fortement influencé les écoles européennes d'art moderne et la musique américaine mais les œuvres plastiques ont souffert de l'action des rongeurs, des termites, du climat et du pillage organisé par les occidentaux.

2. La vie religieuse

« Aucune institution n'existe (en Afrique noire) que ce soit dans le domaine social ou dans le domaine politique voire même en matière économique, qui ne repose sur un concept religieux ou qui n'ait la religion comme pierre angulaire ». Cette pensée de Maurice Delafosse montre bien la place centrale de la religion dans les civilisations traditionnelles négro africaines.

a) Le Panthéon Chez tous les peuples négro africains on trouve la notion du dieu suprême créateur de l'univers et de l'humanité, source d'ordre et de cohésion en toutes choses .Mais beaucoup de religions sont en même temps polythéistes car elle repose sur le sentiment que le monde entier (êtres vivants et inanimés) est parcouru de forces invisibles qui dirigent ou orientent les événements. Une foule de dieux s'interposent donc entre l'homme et le dieu

suprême. Ils symbolisent les grands phénomènes de la nature où sont des esprits qui habitent la forêt, le fleuve, qui protègent le village, le clan ou la famille.

b) La place de l'Homme dans ce système : L'homme joue un grand rôle dans cet univers. C'est grâce à lui que les forces vitales sont transférées et que les équilibres sont réalisés. Il est composé de 3 éléments : le corps, la force vitale et l'élément spirituel personnalisé ou double, à la mort, persiste dans une existence qui lui est propre. Les vivants sont reliés aux morts par de multiples obligations. Les offrandes et les sacrifices assurent aux vivants la protection des ancêtres.

c) Le culte : Il comprend des prières, des interdits, des offrandes, des sacrifices pour se concilier les puissances invisibles. Le culte est le plus souvent sans clergé et à base familiale et religieuse mais chez certains peuples du Golfe de Guinée, les dieux ont leur autel et leur clergé. Le sacrifice est l'un des rites les plus importants. Il a pour but de transmettre et distribuer la force vitale et d'établir la communication entre les hommes et les divinités. Des rites doivent être accomplis pour toute action à entreprendre. Outre les cérémonies saisonnières et annuelles, des rites religieux accompagnent les baptêmes, les initiations, les mariages et les funérailles. La divinisation est vitale dans les religions africaines. Elle indique aux malades, aux communautés et aux prêtres, le rituel qu'ils doivent accomplir.

d) les traits d'ensemble des religions négro- africaines Les religions africaines sont l'expression de sociétés intimement liées à la nature. Une constante participation lie les hommes aux forces naturelles invisibles. L'individu est lié à son groupe social et cette liaison dépasse la naissance et la mort. Cette religion de groupe va de pair avec un conformisme moral absolu. Les rites et les initiations transmettent ce patrimoine moral.

CONCLUSION

L'étude des sociétés négro- africaines met en relief l'émiettement des groupes humains et l'extrême diversité des genres de vie et des systèmes politiques ; mais la permanence de certains traits caractéristiques (régimes fonciers, rites d'initiation, gérontocratie, croyances religieuses) nous autorise à parler de l'unité des civilisations négro-africaines.

LECON 14 : L'EVOLUTION DU MONDE NEGRO-AFRICAIN

Au contact des influences extérieures, les civilisations négro-africaines ont connu de profondes mutations. L'Islam, le christianisme et surtout la colonisation sont les principaux facteurs de cette évolution.

1. les transformations économiques et sociales

a) Les progrès de l'économie monétaire.

Au XIXe et au XXe siècle la colonisation européenne a introduit l'économie monétaire qui est venue se superposer à l'économie de subsistance. Les paysans, pour acheter des produits manufacturés et payer les impôts s'adonnent de plus en plus en plus aux cultures commerciales au détriment de cultures vivrières. Chaque région se spécialise en fonction de ses aptitudes :

café, cacao, huile de palme dans la zone forestière ; arachide, coton dans le milieu soudano-sahélien. Cette économie de traite entraîne un recul des cultures vivrières, installe le déficit alimentaire dans des zones autrefois autosuffisantes et favorise le déclin de l'artisanat.

b) La désintégration des cadres sociaux.

Cette économie d'échange entraîne un reclassement des valeurs sociales et une nouvelle classification à partir de la propriété privée. Le travail collectif dans les champs tend à disparaître, les revenus s'individualisent et se transmettent par voie patrilinéaire. L'individu se dégage de l'emprise du groupe qui perd sa cohésion, son caractère d'obligation moral et de coopération vitale. Les exploitations européennes attirent la main d'œuvre et provoquent des migrations qui contribuent à l'éclatement des vieilles structures traditionnelles. Les villes grossissent et deviennent le laboratoire d'expérimentation de la nouvelle société en gestation.

2. les transformations politiques et culturelles

a) L'évolution des mentalités.

L'éducation est un facteur clé dans les mutations socio-culturelles. Le système intellectuel des petits groupes traditionnels avec ses tabous, ses danses, ses mythes, sa cosmogonie et son conformisme est sapé dans son fondement pour l'école occidentale. La nouvelle éducation inculque les valeurs européennes et apporte aux jeunes une éducation scientifique aux phénomènes qui étaient autrefois du ressort de la religion.

b) L'évolution des cadres politiques traditionnels.

Les cadres politiques survivent en devenant, en sous ordre, des rouages administratifs. Les européens assurent eux-mêmes la sécurité de la colonie et utilisent les structures politiques traditionnelles pour le maintien de l'ordre, la perception des impôts, le recrutement militaire, les recommandations sociales et économiques. Le chef traditionnel perd son prestige de guerrier et son auréole religieuse. Il doit même faire appel à l'autorité administrative pour appuyer son commandement.

c) L'évolution religieuse

- Le déclin des religions traditionnelles

Les bouleversements politiques sociaux et économiques entraînent une mutation dans les croyances et les pratiques religieuses. Les symboles et les mythes sont de moins en moins connus, les interdits sont de moins en moins observés et les initiations sont écourtées. Les hommes travaillant loin de leur foyer perdent le contact avec les dieux et les ancêtres et ceux qui reviennent ne participent plus aux rites avec la même conviction et la même soumission. On assiste ainsi à une rapide dégradation religieuse. L'individu dégagé de l'emprise du groupe se sent moins sécurisé et a besoin de ces croyances nouvelles que la religion traditionnelle ne peut plus lui donner. Il trouve dans les religions révélées une réponse à sa quête de spiritualité.

- Les progrès des religions révélées.

L'islam et le christianisme sont les bénéficiaires de la désagrégation progressive de l'animisme.

***L'Islam :** L'Islam s'est répandu en Afrique noire à partir du 8^e siècle .Cette expansion fut favorisée par les commerçants, des états théocratiques et les confréries. Son dogme simple et la désintégration des structures traditionnelles ont accentué son progrès. Cette religion fortement présente en Afrique occidentale, centrale, et sur la côte orientale va connaître un nouvel essor au XIX^e et XX^e siècle.

***Le christianisme :** Jusqu'au X^{Ve} le christianisme est inconnu en Afrique noire à l'exception de l'Ethiopie et des royaumes coptes de Méroé. La présence portugaise sur les côtes au X^{Ve} siècle suscite les premières conversions et l'installation des premières missions, mais le véritable rush intervient dans la seconde moitié du XIX^e siècle avec la conquête coloniale. Outre la prédication, les missionnaires utilisent l'enseignement, les œuvres sanitaires et sociales pour étendre leur influence. L'Islam comme le christianisme revêtent en Afrique des aspects particuliers. On observe un certain syncrétisme dans leur pratique. La croyance au fétichisme, aux amulettes, aux esprits reste encore très répandue dans les sociétés négro- africaines.

Conclusion

L'Afrique noire d'aujourd'hui est profondément marquée par le modèle occidental mais la civilisation traditionnelle se maintient encore par certains de ses aspects. L'africain même détribalisée, individualisée, reste fortement imprégnée de mentalités collectives et solidement attachées à la solidarité familiale.

LECON 15 : LA NAISSANCE DE L'ISLAM

L'Islam naît au début du 7^e siècle en Arabie, dans une société secouée par une crise multiforme. Son fondateur est le prophète Mohammed.

1° L'Arabie Préislamique :

Désertique et chaude, l'Arabie est une péninsule à faible potentiel agricole, sauf dans quelques contrées du Sud et de l'Ouest ainsi que dans les oasis. L'économie nomade des bédouins est surtout dominée par l'élevage, la chasse et le commerce : la Mecque, ville carrefour, est un grand centre de commerce. La société, de type tribal, est dominée par quelques puissantes familles, notamment celle du futur Prophète, les QORAICHITES, présente à la Mecque. Dans cette société de guerriers règne la loi du plus fort et des actes actuellement répréhensibles y sont légion : incestes, élimination des naissances féminines, polyandrie, razzias, guerres intertribales... C'est aussi une société polythéiste qui adore des idoles sculptées (HUBAL...), des pierres sacrées (bétyles) comme la Pierre Noire de la Kaaba. On y consulte beaucoup de devins et les sacrifices d'animaux et de personnes sont fréquents.

2° Le Prophète Mohammed :

Il naît en 570 AD, dans la famille de Hashim de la tribu des Qoraîchites. Très tôt orphelin, il est éduqué par son oncle Abu Talib. Il voyage beaucoup (Syrie) et en 591, il se met au service d'une riche veuve (Khadija) qu'il épouse 5 ans après.

Homme discret et surtout intègre, il va souvent méditer sur la colline HIRA et c'est là que du 26^e au 27^e jour du mois de Ramadan en l'an 610, il lui est annoncé sa mission de Prophète par l'ange Jibril : c'est la Nuit de la Destinée. Quelques années après, il effectue un voyage mystique de la Mecque à Jérusalem, puis une ascension mystique vers le Paradis. A la Mecque, on ne le croit pas et même la persécution s'organise. Ayant perdu ses protecteurs, il s'installe à Taïf. Mal accueilli, il va à YATHRIB, future MEDINA, accompagné par ses fidèles (les MOUHÂDJIRINES). Bien accueilli dans cet exil (HEGIRE) qui est le début du calendrier musulman, il organise la vie économique, sociale et politique selon les principes de l'islam. La UMMA prend forme et en 624, elle remporte à Badr une première victoire contre les infidèles. La même année, Dieu recommande de prier en direction de la Mecque. Après avoir échoué à Médine en 627, les Mecquois s'opposent un an après au pèlerinage du Prophète à la Mecque, mais en 630, Mohammed et ses fidèles prennent d'assaut cette cité, au 21^e jour du Ramadan. Les idoles sont brisées, beaucoup de Mecquois se convertissent et en 632, le Prophète effectue son dernier pèlerinage avant de s'éteindre à Médine. Ainsi naît cette religion qui, en quelques décennies, va bouleverser le monde en s'étendant bien au-delà de son berceau initial et en donnant naissance à un nouveau type de pensée et de comportement social, économique, politique et culturel...

LECON 16 : LE CORAN ET LES FONDEMENTS DE L'ISLAM

« Islam » signifie « Soumission » : Soumission à ALLAH, l'Absolu, le Tout-Puissant. Le Coran est la base de cette foi mais aussi de la morale et du droit.

1° - Le Coran :

« QO'RAN » veut dire « Récitation » ; celle des paroles sacrées transmises au Prophète par l'ange. Les messages récités ont été transcrits par son entourage, mais ce n'est que 21 ans après sa mort (Califat de Osman) que ces paroles seront consignées dans un Livre Saint (le Coran), conservé jusqu'à nos jours. Il comprend 114 chapitres (les SOURATES) et dit au croyant ce qui est bon ou mauvais, recommandé ou déconseillé, obligatoire ou facultatif.

2° - Les fondements de l'Islam :**Le Dogme**

Il s'agit de 5 principes de base ou piliers de l'islam, que tout croyant doit accepter en bloc : la croyance en un Dieu unique, ALLAH, la croyance aux anges, à tous les prophètes de Dieu, aux livres révélés, au jour de la résurrection.

Le Culte

C'est la manière de pratiquer sa religion conformément au Coran. Il repose sur 5 piliers qui permettent d'adorer Dieu et de respecter ce qu'il prescrit.

La Shahada : profession de sa foi selon laquelle il n'y a pas d'autre dieu que Dieu (ALLAH) et que Mohammed est son prophète.

-La Prière : Dieu les a ramenées de 50 à 5 par jour, en direction de la Mecque

-La Zakat : aumône légale qui permet de purifier ses biens (animaux, récoltes, économies). C'est une forme de solidarité agissante au profit des nécessiteux.

-le jeûne du Ramadan : une obligation pour tout adulte non empêché, qui permet de recevoir des bénédictions tout en rendant les croyants sensibles aux besoins des nécessiteux.

-Le pèlerinage à la Mecque : pour tout fidèle qui en a les moyens licites. C'est un moment de prière et de recueillement qui restitue à l'homme sa pureté originelle.

-Le Jihad ou guerre sainte est aussi une prescription importante mais seulement en cas d'échec de la persuasion ou de légitime défense, la vraie guerre sainte étant celle que tout musulman doit mener contre ses propres passions pour rester dans la voie de Dieu. C'est sur cette base solide que repose la UMMA. Celle-ci s'est constituée de diverses manières, sous la conduite du Prophète et de ses successeurs.

LECON 17 : LA CONSTITUTION DU MONDE MUSULMAN

De proche en proche, la nouvelle religion s'étend au reste de l'Asie, à l'Afrique et à l'Europe. Les moyens de diffusion sont un exemple d'adaptation aux périodes et aux réalités du moment.

1° La diffusion pacifique :

C'est le moyen dominant de nos jours.

Les contacts commerciaux

Les marchands, au cours de leurs voyages, font connaître leur foi. C'est la cas par exemple, de la côte de l'Océan indien où vont fleurir des cités fortement islamisées (Mombassa, Zanzibar, Sofala), de même que dans les cités commerçantes de l'ère nigéro-sénégalaise : Koumbi Saleh (Ghana), Tombouctou (Mali)...C'est ainsi qu'ont été islamisées des contrées lointaines comme la Malaisie ou **l'Indonésie**.

La méthode persuasive

Elle permet d'approcher les populations et de gagner leur confiance, sans aucune contrainte physique :

- les sermons des imams ou des maîtres coraniques, résidents ou itinérants,
- le dynamisme des associations, les conférences nationales ou internationales,
- le rayonnement des érudits,
- l'effort personnel d'investigation de certains intellectuels occidentaux.

2 ° - La diffusion par les armes :

Outre sa fonction sa fonction d'élargissement du cercle des croyants, la guerre sainte permet aussi de saisir un butin, de contrôler les routes de commerce et de diversifier les activités économiques.

Les premiers khalifes

De 632 à 666 (Khalifes Abou Bakr, Omar, Othman, Ali), c'est la conquête de la Syrie, de la Perse, de l'Egypte et de quelques rives africaines de la Méditerranée. Les sujets des Sassanides et des Byzantins, écrasés par les impôts, accueillent les musulmans en libérateurs.

Les Omeyyades opposés à Ali, le gouverneur de Syrie MO'AWIYYA conquiert le Turkestan, la péninsule ibérique, Carthage (679), mais l'avancée de l'islam en Europe sera stoppée à Poitiers en 732 (Charles Martel).

Les Abbassides : Cette dynastie s'installe au pouvoir en 750, la capitale est transférée de Damas à Bagdad. L'expansion se poursuit, mais l'empire se divise au 10 siècle en 3 parties : les Abbassides, les Omeyyades en Espagne et les Fatimides en Egypte. Ceci favorise les offensives chrétiennes en Espagne (la Reconquista) et au Proche-Orient (les Croisades). C'est à cette époque aussi qu'en Afrique du Nord et au Soudan occidental (1146), les Almoravides sont supplantés par les Almohades (Maroc).

e) Turcs et Mongols

Depuis le 13^e siècle, l'empire est sous le contrôle des Mongols de Gengis Khan (1258) puis des Turcs Seljukides (Tamerlan) et ottomans qui prennent Constantinople en 1453 (Empire romain d'orient et islamisent les Balkans. Comme on le voit, la Umma est devenue au fil du temps vaste et diversifiée. C'est de cela que naissent aussi les divisions qui la caractérisent, sans que le fond religieux commun ne soit modifié.

LECON 19 : DIVERSITE ET UNITE DU MONDE MUSULMAN : LES TENDANCES HISTORIQUES ET ACTUELLES

Alors que les difficultés liées à la succession du Prophète expliquent les dissensions de base ayant engendré les premières formes de division, les conquêtes ultérieures et les conversions, tout en renforçant la Umma unique, feront du monde islamique un monde très coloré, avec des statuts relativement différenciés.

I - Rites orthodoxes et schismes

Les aspects profanes de la vie et la religion étant très étroitement liés, disons que les dissensions qui apparaissent sont de nature politique et non pas dogmatique, si bien que les différences dans la pratique religieuse demeurent superficielles.

1° - l'orthodoxie :

Sa définition se réfère à la Tradition du prophète, des 4 premiers califes, puis de leurs successeurs légitimes (la SUNNA). Elle repose sur le Coran, le hadîth (recueil des faits et paroles du prophète), les décisions des premiers califes et l'interprétation des spécialistes de la loi. Il y a 4 rites orthodoxes, qui se distinguent par l'ordre d'importance (préséance) accordé aux sources du droit Islamique :

Le rite malékite : CORAN – SUNNA-IJMA (unanimité, consensus) – RA'Y (bon sens) ; surtout répandu en Afrique et à Médine,

Le rite hanafite : CORAN – SUNNA – KHIYAS (analogie) – RA'Y (Irak, Jordanie, Basse Egypte...),

Le rite Shafiite : CORAN – SUNNA – KHIYAS - IJMA : Egypte, Sud-Est asiatique, Moyen-Orient, Afrique de l'Est,

Le rite hanbalite : aucune autre source que le CORAN et la SUNNA (Arabie Saoudite et Syrie).

Ici et là, on peut ajouter quelques spécificités locales comme par exemple la prise en charge de la diffusion de l'islam par les confréries en Afrique noire (Khadres, Mourides, Tidjanes...).

2° - les groupes schismatiques :

Ces divisions sont intervenues très tôt au sein du monde musulman.

Les kharijites : Sous 'ALI, certains pensent que n'importe qui peut être Calife et posent le principe de la déposition de tout mauvais Calife. Dès le 10^e siècle, plus personne ne porte le titre d'IMÂM, chef de la communauté religieuse. Leur interprétation du Coran est étroite et quelque peu littérale.

Les Chi'ites : ils ne vénèrent qu'ALI, et seuls ses descendants peuvent être imams.

Ennemis des Sunnites et surtout des Kharijites, considérés comme les assassins d'ALI, martyr de la foi pour eux. Surtout répandus en Iran, ils se divisent en plusieurs sectes, parmi lesquels les intransigeants ISMAELIENS, qui reconnaissent 7 descendants à 'ALI, au lieu de 11 pour le DUO-DECIMANS.

II – La diversité géographique et ethnique

Les conquêtes et les diverses formes de conversion à l'islam ont fait surgir un monde islamique très diversifié :

Le groupe arabe : du Maroc à l'Irak, avec une unité fondée sur la langue et la ferveur religieuse. Il tend à se donner une importance particulière dans l'expansion de la religion, surtout les Arabes d'Arabie et du Croissant fertile. Dans l'Afrique musulmane, notons que l'arabisation diminue de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud. Le groupe turc : moins homogène, il va des Balkans aux environs de l'Ouest Chinois (les ouïgours), le groupe iranien ou persan : Iran et Afghanistan. Sa grande cohésion ethnique et historique est antérieure à l'islam. Ce sont surtout des Shiites **duodécimains**.

Le groupe indien : Inde, Pakistan, Bangladesh. C'est le plus nombreux et il comprend des hindous islamisés, surtout au nord de la péninsule indienne. L'islam, dans un premier temps, a surtout trouvé des adeptes auprès des esclaves et des castes inférieures.

Le groupe malais : le plus dynamique malgré sa position excentrique. C'est le bloc le plus islamisé après le groupe arabe.

Le groupe noir : en Afrique de l'Ouest et de l'Est surtout. Peu d'unité linguistique et ethnique, mais une foi très vive qui s'est souvent renouvelée grâce au phénomène des confréries.

III – D'incontestables signes d'unité

Une **foi très vive : le monothéisme** est facteur d'unité dans la mesure même où il exclut l'adoration de plusieurs dieux qui serait source de divergences fondamentales.

La fraternité : les membres ont la conscience d'appartenir à une même grande famille : la UMMA. C'est l'une des conséquences des idées égalitaires véhiculées par le Coran. Cela explique aussi le rêve caressé par certains chefs musulmans au cours de l'histoire, de former un immense Etat multinational, l'islamisation, rêve contrecarré par l'évolution particulière de chaque Etat.

Le pèlerinage : ciment de l'unité par excellence, d'autant plus que la Mecque, qui est le lieu de convergence des musulmans en prière, traduit cette unité dans la vie quotidienne du croyant.

La langue arabe : c'est un facteur de rapprochement et d'unification. Sa pratique permet de mieux connaître la religion et respecter ses prescriptions.

IV – Les tendances actuelles

1° - Echec des grandes idéologies :

Après la décolonisation, les pays musulmans sont, comme les autres pays du monde, confrontés aux divisions nées de la guerre froide. Les pays de la Umma se scinderont ainsi en « progressistes » généralement prosoviétiques et socialisants (Irak, Egypte, Libye...), en « modérés » proaméricains (Arabie, Jordanie, Maroc, Tunisie, Indonésie, Pakistan...). Ces lignes de référence n'ont pas permis de résoudre les problèmes auxquels le monde musulman est confronté (développement social et économique, problème de la Palestine...), d'où un retour de plus en plus poussé à la référence islamique dans la vie quotidienne, considérée comme LA solution par excellence à ces problèmes.

2° - Les mouvements fondamentalistes :

Dans la pratique religieuse comme dans la morale publique et privée, on assiste depuis quelques décennies à un fort mouvement de retour à la loi coranique, LA CHARIA. Ce fondamentalisme, qualifié en Occident d'intégrisme, pratique un prosélytisme actif, veut gagner de nouveaux territoires à l'islam et ne tolère pas l'incroyance affichée : F.I.S en Algérie, Frères Musulmans en Egypte, révolution islamique en Iran. Cependant, il ne fait pas partout l'unanimité : résistance des kémalistes en Turquie (partisans de la laïcité introduite par Mustafa Kemal en 1921) du pouvoir en Egypte ou au Maroc et au Nigeria.

3. La diversité dans l'appréciation de la modernité :

Là où les fondamentalistes parlent d'islamiser la modernité, d'autres parlent de moderniser l'islam pour favoriser l'essor économique et assurer la cohabitation planétaire, dans un monde unifié par les médias et les transports, mais très culturellement diversifié.

*Ainsi, l'esprit laïc voudrait qu'on en vienne à une pratique religieuse plus personnelle et que dans l'interprétation des textes, l'esprit l'emporte sur la lettre. Ainsi, au Maroc, l'idée a été émise d'immoler symboliquement un seul mouton en faveur de tout le pays pour la Tabaski. Il a été ordonné en Indonésie de ne jeûner que 2 jours durant le Ramadan, le reste des jours étant assuré par le grand Mufti, par souci de productivité. En Turquie et en Tunisie (kémalisme et bourguibisme), l'ordre social, religieux, culturel a été bouleversé pour s'adapter à la modernité et vaincre le sous-développement. Le prêt à intérêt est condamné par l'islam, mais il est largement pratiqué par les banques dans la plupart des pays islamisés.

4-Tentatives d'unification :

Les grandes tendances historiques (orthodoxes, schismes, écoles) ont toujours beaucoup de retentissement aujourd'hui. En même temps, les facteurs d'unité continuent à opérer et la construction de la Umma est toujours un idéal recherché ; organisations panislamiques comme l'O.C.I : (Organisation de la Conférence Islamique), organisations panarabistes (la Ligne Arabe). Du reste, les moyens financiers colossaux de quelques pays arabes (Arabie, Emirats...) permettent de pratiquer davantage la solidarité musulmane à l'échelle mondiale, mais l'islam manque réellement d'un centre d'impulsion des décisions qui soit totalement incontesté et qui pourrait donner une tournure réaliste et raisonnable aux relations que le monde musulman doit entretenir avec le reste du monde. L'islam est certainement la religion la plus dynamique de cette fin de ce siècle, en termes d'expansion, que ce soit en Asie, en Afrique, en Europe, en Amérique ou dans les ex-pays communistes où la vie religieuse était interdite ou réduite. En même temps, cela s'accompagne de défis nouveaux : influences extérieures et interrogations sur la place de la femme dans la société ou la politique et l'économie, cohabitation avec les autres religions, rôle de la violence comme moyen de conversion ou de renforcement de la pratique religieuse (Algérie, Afghanistan, Nigeria...), intégration des rythmes de travail de l'économie moderne...

.

PARTIE :

GEOGRAPHIE

LEÇON 1 – LE SYSTEME-MONDE : DES ESPACES INTERDEPENDANTS**INTRODUCTION**

Le Système-Monde est une création récente. En effet,, les différentes aires culturelles du monde ont longtemps évolué de manière autonome. Le premier système a été dominé par l'Europe. Le deuxième s'est fondé sur la bipolarisation autour de l'URSS et des USA. L'actuel Système-Monde s'est constitué au début des années 90. Il est caractérisé par une multipolarisation du monde. En effet, le monde est gouverné par le système des relations entre trois pôles majeurs : L'Amérique du Nord, l'Europe Occidentale et le Japon.

I – LE SYSTEME-MONDE

Un système est « un ensemble d'éléments interdépendants, c'est-à-dire liés entre eux par des relations telles que si l'une est modifiée, les autres le sont aussi, et par conséquent tout l'ensemble est modifié ».

Les éléments du système-monde sont les Etats, les entreprises multinationales et les différentes aires culturelles. Ils sont liés par des flux qui les rendent interdépendants. Le système-monde est né de l'eupéanisation du monde (par la colonisation, notamment), des progrès de transport et du développement du système capitaliste international. Il s'est renforcé par le développement technique et la mondialisation de l'économie, résultat des progrès de transport, de la circulation des biens, des capitaux et des informations.

Cependant, tous les espaces ne sont pas également liés par de grands réseaux. Les inégalités dans le monde se développent au lieu de s'atténuer. Le système-monde produit ainsi à la fois l'uniformité et la différence.

II- LES FORMES D'INTERDEPENDANCE**1- L'interdépendance des économies**

Elle résulte du développement des échanges. Les produits industriels occupent la première place avec un pourcentage de 75%.

A l'importation comme à l'exportation, les pays du Nord dominent, alors que ceux du Sud contrôlent moins de la moitié du total mondial. Les échanges s'effectuent d'abord entre pays de la Triade (Europe – Amérique du Nord – Japon). Cela est favorisé par une interdépendance économique de ces trois pôles. Cependant, les échanges sont limités entre les centres d'impulsion et les périphéries. Ces dernières ne fournissent que des matières premières, et en retour importent des produits manufacturés et des céréales comme le blé.

Divers facteurs favorisent la montée des échanges : l'information sur les potentiels, le fonctionnement des moyens matériels d'échange et l'ouverture des frontières à la circulation des hommes, des capitaux, des informations, des biens.

Cette interdépendance des économies est souvent facilitée par des ensembles régionaux comme l'ALENA, MERCOSUR (Marché commun sud américain), UE, ANSEA (Association des Nations du Sud Est Asiatique), UEMOA).

Par ailleurs, la forme la plus réussie d'organisation régionale est constituée par les firmes multinationales (avec la main d'œuvre bon marché, les avantages fiscaux, les marchés étendus). Ainsi,

on a les délocalisations de firmes. Aujourd'hui, les firmes multinationales contrôlent une grande part du commerce mondial.

2- Le rôle des transports dans la mondialisation des échanges

La mondialisation des échanges est favorisée par un développement sans précédent des transports maritimes et des transports aériens. En effet, les $\frac{3}{4}$ des marchandises sont transportées par la voie maritime. Les avions gros porteurs assurent une large part des transports de personnes et de marchandises.

La géographie des transports révèle la place privilégiée de la Triade, dont les pays sont reliés par les grands flux internationaux. Ces pays ont aussi un dense réseau de transports terrestres.

3- Les flux d'information et de capitaux

a) La circulation des capitaux

Les flux financiers sont très mobiles dans le monde. Avec l'interconnexion des réseaux, le système financier international est devenu un marché unique. New York, Tokyo et Londres sont les grandes places de la finance internationale. Libérée des contraintes du temps et de la distance grâce à l'informatique, l'activité financière a créé de nouveaux réseaux.

b) Le développement des communications

La mondialisation doit beaucoup aux progrès des télécommunications qui permettent la circulation de l'information économique, politique, culturelle et sociale. Cela autorise l'émergence du système-monde. Aujourd'hui, la communication (le web) apparaît comme un indicateur de développement et de puissance.

III - LE MODELE CENTRE PERIPHERIE

Le fonctionnement de l'économie mondiale est marqué par une double inégalité : celle des richesses et celle des pouvoirs. Ces inégalités opposent les pays riches qui dirigent la mondialisation à leur profit aux pays en développement. C'est ainsi que le modèle centre-périphérie a été adopté par les géographes pour expliquer ces disparités. Le centre est lié à la périphérie par différents types de flux : humains qui généralement vont de la périphérie vers le centre, flux financiers, flux d'informations partant du centre vers la périphérie, flux de marchandises, base d'un échange inégal.

CONCLUSION

Aujourd'hui, la lutte entre les forces centripètes et centrifuges est âpre. Les USA disposent de nombreux atouts pour imposer au reste du monde leur système économique et culturel (libéralisme, coca cola, mac do, séries TV). Cependant, la persistance de situation de crise (Palestine, Moyen Orient, Afrique, Asie) constitue des freins à cette domination. D'autre part, des voix se font entendre (les organisations antimondialistes et les écologistes) pour dénoncer le système qui rend les pauvres plus pauvres et met en péril l'écosystème de la planète (pollution, gaz à effet de serre).

LECON 2- L'ESPACE NORD-AMÉRICAIN : ATOUTS ET HANDICAPS DE LA NATURE

Introduction

Constitué par le Canada, les États-Unis, et le Mexique l'Espace Nord-américain est à la fois anglo-saxon et latino-américain. C'est un vaste ensemble de 21 557 900 km² qui s'étire des terres froides du Canada au nord à la partie mexicaine de l'Isthme de l'Amérique Centrale, au sud. L'Espace Nord-américain présente un cadre physique qui reflète à la fois la générosité et les excès de la nature.

I- LA NATURE: UN APPORT DE TAILLE A L'ÉCONOMIE

La nature, à travers l'immensité du territoire et son ouverture maritime, le relief, l'hydrographie, constitue un atout très important dans l'économie de l'Espace Nord-américain.

1-L'immensité du territoire et l'ouverture maritime

L'Espace Nord-américain s'étend d'est en ouest sur 5 fuseaux horaires, dans le sens méridien (nord-sud ou vice versa), il s'étend du Canada au Mexique sur 7 125 km. Cette immensité favorise la diversité des sols, des climats, des ressources naturelles, qui est synonyme de richesse.

L'ouverture sur l'Océan Atlantique et l'Océan Pacifique fait de l'Espace Nord-américain une zone ouverte au reste du monde d'où le développement des activités portuaires comme le commerce, la pêche, les transports maritimes.

2-Le relief et l'hydrographie

L'Espace Nord-américain présente une architecture orographique simple avec des éléments qui impriment leurs marques sur les espaces qui les abritent.

- Au nord, nous avons le bouclier canadien prolongé dans sa partie sud par les Appalaches. Cet ensemble est un vieux massif montagneux riche en ressources minières et animales.
- Au centre et au sud-est nous rencontrons les Grandes Plaines qui constituent le grenier céréalier des États-Unis et regorge d'importantes ressources énergétiques et minières.
- À l'ouest le système des Rocheuses couvre la façade pacifique. C'est un véritable château d'eau pour l'Espace Nord-américain. Cette partie est aussi riche en minerais et en espèces végétales.

En ce qui concerne l'hydrographie, les cours d'eau sont souvent d'alimentation nivale ou pluviale, ils sont d'une orientation ouest-est. Le réseau hydrographique est essentiellement constitué par le **système Mississipi - Missouri** très important dans le transport fluvial. À ces fleuves s'ajoute un important complexe lacustre formé par les lacs **Michigan, Érié, Ontario, Huron, le Lac Supérieur**. Ces lacs assurent une bonne production hydro-électrique, favorisent l'irrigation, le transport des hommes et des marchandises.

3- Les milieux bioclimatiques

L'Espace Nord-américain est marqué par une grande diversité climatique qui est le résultat de la configuration du relief, sa situation en latitude et son ouverture sur les océans. Du nord au sud nous rencontrons :

- le **domaine polaire** caractérisé par un grand froid et qui couvre le Grand Nord Canadien avec une végétation de **toundra**.
- Le **domaine tempéré**: il couvre le sud-est du Canada et le nord-est des États-Unis. Les hivers sont doux et pluvieux et les étés froids.
- Le **domaine montagnard**: il varie en fonction de l'altitude et de la localisation, rigueur, aridité ou humidité.

- **Le domaine tropical:** il se localise au sud-est des États-Unis et dans la quasi totalité du territoire mexicain et se caractérise par des hivers frais et des étés chauds et humides.
- **Le domaine désertique:** il est marqué par une grande aridité et des amplitudes thermiques journalières extrêmes. Ce climat couvre le Désert du Nevada (USA) et le Désert du Mexique.

Pour ce qui est des précipitations, **le méridien 100° ouest** sépare l'Espace Nord-américain en deux ensembles naturels distincts:

. À l'ouest de ce méridien, les précipitations moyennes sont inférieures à 500 mm, on y a souvent recours à l'irrigation pour stimuler la production agricole.

. A l'est, vers l'Atlantique nous avons les régions suffisamment arrosées avec une quantité de précipitations pouvant atteindre 2000 mm/an.

Ces contrastes climatiques expliquent la diversité de la flore et de la faune.

II- UNE NATURE CONTRAIGNANTE

Les handicaps de la nature peuvent se lire à travers les séismes, les manifestations volcaniques, les contrastes et la brutalité du climat.

1-Les séismes et les manifestations volcaniques

La façade ouest de l'Espace Nord-américain est occupé du nord au sud par **les Rocheuses, la Sierra Nevada, la Chaîne Côtière (USA) et les Sierras Madrés (Mexique)** dont la jeunesse combinée à la présence de faille (celles de San Andreas et des Chaîne des Cascades) favorisent les activités sismiques et volcaniques. Par exemple presque chaque jour en Californie on note un tremblement de terre. En plus ces séismes et ces éruptions volcaniques peuvent, quand il ont lieu dans l'océan, engendrer des raz-de-marée ou tsunamis qui emporter tout sur leur passage. Ces situations peuvent ralentir, voire limiter les activités économiques dans cette zone.

2- Les contrastes et la brutalité climatique

Les conditions naturelles sont parfois des entravent aux activités de l'homme.

. Dans le Grand Nord Canadien, le froid intense crée en hiver des gelées ou killing frost, et qui limitent les activités comme l'agriculture.

. Au sud-ouest, l'aridité laisse des traces sur l'environnement avec des paysages désolants et très secs (les cactus areas).

. Le sud-est de l'Espace Nord-américain connaît à la fin de l'été et au début de l'automne des cyclones tropicaux qui causes beaucoup de destructions, exemples: les cyclones **Vilma, Catherine, Rita**, qui ont occasionné des dégâts matériels et l'évacuation de plusieurs milliers de personnes. Les tempêtes de neige qui arrivent jusqu'au sud des États-Unis détruisent des récoltes.

. La massivité des formations montagneuses jeunes pose des problèmes à l'implantation des hommes et de leurs activités. Ceci explique pourquoi certains territoires de l'ouest des États-Unis sont peu peuplés.

. Pendant l'hiver, le couloir constitué par les Grandes Plaines facilite l'arrivée du froid polaire jusqu'aux États-Unis et au Mexique. Durant l'été ce sont des vagues de chaleur qui envahissant le Canada.

Ces handicaps atténuent les activités humaines et économiques mais ne constituent pas une barrière fatale face au génie technique surtout des américains.

CONCLUSION

Le cadre naturel de l'Espace Nord-américain présente une grande variété dans sa configuration orographique, climatique, et végétale. Il associe à la générosité d'énormes contraintes. C'est sur cette espace que s'installent et évoluent trois pays avec des fortunes diverses

**LEÇON N° 3- L'ESPACE NORD-AMÉRICAIN :
POPULATION, VILLES ET SOCIÉTÉS**
Introduction

L'Espace Nord-Américain a une population de 415 819 590 habitants soit une densité moyenne de 19,28 / km². Cette population est une véritable mosaïque ethnique qui s'est réalisée par vagues successives de migrations. La diversité ethno-raciale se complète par une grande variété religieuse confortant la vocation pluraliste et laïque de ces diverses communautés nationales.

L'Espace Nord-Américain est l'une des entités les plus urbanisées du monde. Le phénomène urbain y est devenu une donnée sociale majeure.

I- LES CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES DE L'ENA
1°)- Une diversité raciale

La population de l'ENA est constituée de Blancs (W A S P : White Anglo-saxon Protestant), de Latinos, de Noirs d'Asiatiques, d'Amérindiens.

-**Les Blancs** : 60,04 % de la population représentent le groupe numériquement et économiquement dominant. Ils sont en majorité protestants.

-**Les Latinos** : 20,81% de la population constituent la minorité la plus forte. Ils ont conduit à une « hispanisation » du Sud-Est des USA.

- **Les Noirs** : 8,81% reste essentiellement confiné aux Etats-Unis. Leurs conditions d'existence sont difficiles et ils ne sont pas intégrés à la société nord-américaine.

- **Les Asiatiques** : 7,81 % de la population constituent une minorité dynamique sur le plan économique mais conservatrice.

- **Les amérindiens** : 2,48 % sont les autochtones dont la patrie a été usurpée par des immigrants venus d'Europe. Au Canada et aux USA, ils refusent la civilisation occidentale et sont parqués dans des réserves. Au Mexique ils sont métissés avec les européens venus de l'Espagne et de confession catholique.

2°)- Les indicateurs démographiques de L'ENA

Indicateurs Pays	Densité en hts / km ²	Taux d'accroissement Naturel (en %)	Mortalité Infantile en %	Espérance de vie en années	Age médian en années	Population Urbaine en %
USA	31,16	0,91	6,43	77,85	36,5	77,22
Canada	3,27	0,88	4,69	80,2	38,9	78
Mexique	54,47	1,16	20,26	75,41	25,3	75,01

Source: CIA, the World Factbook 2007

Les densités 31,16 hts / km² aux USA ; 3,27 hts/ km² pour le Canada ; 54,47/ km² au Mexique, témoignent dans l'ensemble d'un état de peuplement faible de l'ENA. Le Mexique représente l'espace le plus densément occupé. Cependant, ces données sont loin de traduire la réalité, car dans l'ENA coexistent des régions densément peuplées et des régions faiblement peuplées :

- Les régions densément peuplées sont constituées par les bordures de l'Océan Atlantique où les banlieues des villes se suivent de Baltimore au sud à Boston au nord, formant ainsi des **conurbations** ; la région des Grands Lacs, le sud-est mexicain,

- Les régions faiblement peuplées sont le Grand Nord Canadien, le désert du Nevada aux Etats-Unis, et le désert du Mexique. Quant aux taux d'accroissement, ils sont à l'exception du Mexique relativement

faibles dans l'ensemble, ce qui indique le recul constant de la natalité dans ces pays. Ainsi deux situations se présentent dans l'ÉNA :

- Les taux d'accroissement très faibles au Canada (**0,88 %**) et aux États-Unis (**0,91 %**) ont pour conséquence le vieillissement très prononcé de la population avec tous les risques que cela comporte sur le renouvellement des générations et sur le dynamisme économique,
- Le taux d'accroissement moyen du Mexique (**1,16 %**) qui a pour conséquence une forte proportion de jeunes dans la population et les problèmes que cela engendre en matière d'éducation d'emploi, de prise en charge de toute sorte.

Avec un indice de fécondité de **2,8 enfants / femme**, le Mexique est le seul pays de l'ÉNA où le renouvellement des générations est assuré.

La mortalité infantile, l'espérance de vie permettent de constater les disparités existantes entre les différents pays au niveau de la couverture médicale. Si les USA, et le Canada présentent en rapport avec leur niveau de développement une situation plus favorable, en revanche le Mexique laisse apparaître des insuffisances.

II- UN ESPACE FORTEMENT URBANISÉ

Du point de vue du nombre d'habitants, l'ÉNA est composée :

- De grandes villes de plus de **15 millions d'habitants : ce sont New York, Los Angeles (USA), Mexico (au Mexique),**
- De villes moyennes dont la **population est supérieure à 6 millions : Philadelphie Washington, Chicago, Dallas, Houston, San Francisco Seattle (USA), Monterrey, Guadalajara (Mexique),**
- De petites villes qui **ont plus de 3 millions d'habitants** comme **Montréal, Toronto (Canada), Boston, Miami, Détroit, Denver, Salt Lake City Portland (USA).**

Dans tous les pays de cet espace le pourcentage de la population urbaine est supérieur à 70 % de la population totale, attestant ainsi que nous sommes en face de sociétés développées où le phénomène urbain semble être la projection sur le sol des inégalités de toute sorte. Ces inégalités dans l'ÉNA se mesurent à travers l'insécurité, la pauvreté, l'exclusion sociale, l'organisation spatiale des villes, le développement du phénomène de « bidonvilisation » notamment au Mexique, et « ghettoïsation ». Aux USA et au Canada, l'organisation de l'aire métropolitaine traduit celle de la société et de la distribution des richesses. Au cœur de la métropole le **Central Business District (CBD)** et ses gratte-ciel constituent le reflet de la puissance économique. Il est consacré aux affaires (bourse, sièges sociaux des services et entreprises, banques ...), et aux services supérieurs (marketing, cabinets juridiques, traitement de l'information. Autour du CBD se développent des quartiers résidentiels et industriels parfois dégradés.

L'abandon du centre ville par les classes riches et moyennes, a facilité la formation de ghettos aux États-Unis exemple : Harlem à Manhattan (New York) Watts à Los Angeles (Californie). Dans la périphérie des villes s'étalent de gigantesques banlieues créées par le phénomène de rurbanisation. Ces banlieues rassemblent souvent les 2/3 de la population urbaine. Au Mexique, domine la capitale Mexico une ville d'environ 30 millions d'habitants avec des bidonvilles construites par des matériaux de récupération.

CONCLUSION

L'ÉNA regroupe aujourd'hui plus de 6 % de la population mondiale. Cette population très composite constitue un atout considérable pour l'**Accord Libre Echange Nord-Américain (ALENA)** qui regroupe les USA le Canada et le Mexique.

LEÇON 4 – LA CONSTRUCTION DE L'ESPACE NORD AMERICAIN : L'ALENA (Association de Libre Echange Nord Américain)

INTRODUCTION

Les pays d'Amérique du Nord (Canada, USA, Mexique), conscients des enjeux de la globalisation et de la libéralisation du commerce international, ont institutionnalisé leurs échanges économiques par la conclusion de l'Accord de Libre Echange Nord Américain (ALENA ou NAFTA en anglais : North American Free Trade Accords). L'accord vise l'établissement d'un marché unique entre des pays aux structures économiques différentes. Ce genre d'intégration régionale profitable à tous les partenaires semble attirer la plupart des pays d'Amérique du Sud, notamment ceux du MERCOSUR.

I- DES PARTENAIRES D'INEGALE PUISSANCE

L'ALENA regroupe, dans un ensemble économique qui se veut homogène, trois puissances d'inégal niveau de développement.

1. Les Etats-Unis, puissance locomotrice :

Les USA occupent la première économie du monde. Celle-ci repose sur d'immenses richesses naturelles et une capacité de production considérable. La production agricole, la première du monde, peut nourrir une grande partie de la planète. S'agissant de l'industrie, elle est la plus puissante au monde par sa diversité, sa capacité de production et d'innovation technologique. Les USA réalisent 17% des ventes mondiales de produits finis, et sont les premiers exportateurs de services dans le monde.

Le monde constitue donc pour eux un vaste marché qui se ferme de plus en plus par la montée du *protectionnisme*, la prolifération des barrières non tarifaires et le cloisonnement du marché entre blocs régionaux, malgré le principe du libre-échange énoncé par l'OMC. Ainsi de nombreux risques pèsent sur les exportations américaines menaçant toute leur économie. Vers les pays asiatiques, qui absorbent 13% de leurs exportations, les USA sont en butte à la crise depuis 1997 et à la concurrence de plus en plus forte du Japon et des « *Quatre Dragons* ».

Ainsi, la compétition entre les grandes puissances mondiales est en train de mettre en cause le libre-échange. Et cette remise en cause favorise les regroupements régionaux pour être moins dépendants du marché mondial : ainsi les USA ont constitué avec le Mexique et le Canada l'ALENA (*entrée en vigueur le 1^{er} Janvier 1994, mais signature le 17 décembre 1992*), dont ils sont la véritable locomotive avec 86% du PIB.

2. Le Canada, un prolongement des USA :

Le Canada est le 1^{er} pays par sa superficie, mais il est sous peuplé, avec une densité de 3 habitants au km². Cette puissance est un géant agricole mais aussi un pays industrialisé. Le Canada accueille 15 % des investissements directs américains. Les USA sont leur principal partenaire (*le Canada dirige les 3/4 de ses exportations vers les USA, desquels il reçoit les 2/3 de ses importations*). Ces échanges largement excédentaires au profit du Canada lui permettent de vendre surtout de l'énergie et des matières premières nécessaires à l'industrie américaine. L'économie canadienne connaît une croissance régulière depuis l'avènement de l'ALNA, dont il fournit 8.3% du PIB. Par ailleurs, il est désigné comme le pays du G8 où les investissements sont le plus avantageux.

3. Le Mexique, un remorquage bénéfique :

L'économie mexicaine a longtemps privilégiée l'agriculture vivrière pour nourrir sa population (le maïs, les haricots, le sorgho occupent 45% des terres cultivées). Aujourd'hui les cultures d'exportation connaissent un progrès très net, à savoir le café, le coton et la canne à sucre.

L'économie minière et industrielle bénéficie d'atouts considérables. La principale richesse est le pétrole (6^{ème} producteur mondial), facteur essentiel à son essor économique.

La collaboration étroite avec les USA se traduit par une grande expansion des « Maquiladoras » (ateliers de montage en sous-traitance), qui profitent à toutes les deux parties. 70% des investissements étrangers au Mexique sont d'origine américaine. En dehors de la sous-traitance dans les Maquiladoras, ces capitaux s'orientent particulièrement vers l'exploitation minière et énergétique.

L'importance de ces relations, l'essor des échanges et le problème de l'immigration ont poussé les pays vers la création d'une zone de libre-échange.

II- UN MODELE D'INTEGRATION ORIGINALE

L'intégration nord-américaine dans le cadre de l'ALENA institutionnalise des relations privilégiées qui ont existé entre les USA, le Canada et le Mexique. Les échanges étaient organisés dans le cadre d'accords bilatéraux. Entre les USA et le Canada existait un accord de libre-échange (Free Trade) depuis 1987 ; il prévoyait l'élimination de tous les obstacles à la circulation des produits et des capitaux entre les 2 pays entre 1989 et 1998 (10 ans).

En Août 1992, l'accord s'étend au Mexique mettant ainsi en place l'ALENA. Ce dernier prévoit dans un délai de 10 à 15 ans le démantèlement de près de 20.000 tarifs douaniers pour la réalisation d'un marché commun en matière de marchandises, de services et d'investissements entre les 3 pays membres. A noter que l'accord ne vise que les échanges économiques.

A son entrée en vigueur le 1^{er} Janvier 1994, le traité accorde des avantages particuliers aux produits des 3 pays ; une forme sournoise de lutte contre les entreprises européennes et asiatiques, sauf si ces entreprises délocalisent leur production, leurs emplois.

III- UN BILAN TENTANT POUR TOUTE L'AMERIQUE

La mise en œuvre de l'ALENA a connu des débuts relativement lents. Il fallait surmonter de nombreuses appréhensions notamment du Canada et du Mexique, qui craignaient l'hégémonie américaine. Pourtant dès la première année de l'ALENA, l'ouverture des frontières avait fortement redynamisé les échanges commerciaux entre les pays membres. Ainsi, le Mexique est de plus en plus dépendant des USA, mais en retour accélère la modernisation de son appareil de production.

En outre, le dynamisme des échanges favorables aux 3 pays est un important facteur de croissance à l'intérieur de l'espace. En effet, cette croissance atteint partout 4% et tend à se maintenir.

Toutefois, l'application de l'accord a produit certains effets négatifs. Au Mexique, le chômage s'est accru avec la faillite de nombreuses petites entreprises mal adaptées à la concurrence surtout dans le textile, le cuir et le bois. Cependant, ces effets négatifs sont négligeables et laissent le bilan de l'ALENA largement positif.

Ce bilan est aujourd'hui le principal atout pour faire de l'ALENA la charpente de la future Zone de Libre Echange Américaine (ZLEA) de l'Alaska à la Terre de feu. Cependant ce projet se heurte aux réticences des pays d'Amérique du Sud, frappés par la crainte (inféodation à la puissance américaine) et l'envie (ne pas rater le train du libre-échange). En effet, l'Amérique du Sud est prête à s'engager dans les négociations, mais dans le cadre multilatéral entre le MERCOSUR et l'ALENA.

CONCLUSION

L'espace Nord Américain, depuis 1994, est entré dans une vaste entreprise d'intégration économique avec l'ALENA. Cet espace en formation autour des USA présente une structure encore déséquilibrée par la différence du niveau de développement des pays signataires : *les USA*, puissance économique et financière, *le Canada*, riche en ressources naturelles, en produits de haute technologie et disposant d'immenses réserves d'espace, enfin *le Mexique*, réservoir de main d'œuvre. Malgré les difficultés d'application de l'accord, le bilan, plus que satisfaisant pour tous les partenaires, ouvre d'immenses perspectives. Aussi les réticences des pays du Sud du continent commencent à se dissiper et la ZLEA pourrait alors connaître un début de création.

LEÇON 5 – LE MODELE ECONOMIQUE AMERICAIN : CARACTERISTIQUES ET PROBLEMES

INTRODUCTION

L'économie américaine est considérée comme la plus puissante du monde. Cette puissance se manifeste dans tous les domaines (agricole, industrielle, commerciale et scientifique). Les américains attribuent cette puissance exceptionnelle à leur système économique et politique, qui repose sur la Démocratie, le Fédéralisme, le Capitalisme et le Libéralisme. Aujourd'hui, si la chute du monde communiste semble marquer le triomphe du système libéral, il n'en demeure pas moins que ce modèle traverse des difficultés.

I- LA PUISSANCE ECONOMIQUE AMERICAINE

1. Une puissance agricole

Les USA ont la première agriculture de la planète grâce à l'importance des cultures, la variété et la masse des productions. Ces performances sont dues à plusieurs facteurs : l'organisation de l'agriculture, l'implication du gouvernement fédéral dans la politique agricole et les négociations avec l'OMC, le niveau technique de l'agriculture.

La production agricole est très diversifiée. Les USA ont la 1^{ère} production de maïs et de soja, occupent la 2^{ème} place pour les agrumes et le coton. Ils assurent 20% des exportations agricoles dans le monde. Cette agriculture est extensive, elle ne mobilise que 2% de la population active.

2. La puissance industrielle

Tout comme pour l'agriculture, les USA disposent de la première industrie du monde. Ils fournissent 30% de la production industrielle mondiale. 15 des 20 premières entreprises industrielles sont américaines. Le Nord-Est est la 1^{ère} région industrielle des USA, mais beaucoup d'industries se sont déplacées vers le Centre et le Croissant Périphérique (Sun Belt).

L'industrie américaine s'appuie sur la puissance technologique et financière. Ainsi, les USA disposent de la moitié des brevets de haute technologie (robotique, informatique, biotechnologie, etc.). Le 1^{er} technopôle du monde s'y trouve : il s'agit de la Silicon Valley.

3. La puissance commerciale :

Les USA sont au premier rang pour l'importance du commerce extérieur. Ils assurent 14% des échanges mondiaux.

II- LE SYSTEME ECONOMIQUE AMERICAIN

1. Les fondements du rêve américain :

Le rêve américain a pour fondement deux principes :

- **La démocratie** : elle organise la séparation des pouvoirs et s'exerce dans un système fédéral ;

- **Le capitalisme** : c'est la base du système économique. Il encourage la liberté d'entreprise, la richesse matérielle et le respect de la propriété privée.

2. Les moyens de la puissance américaine :

a) De puissantes entreprises :

De grandes firmes dominent l'économie américaine. Elles résultent de plusieurs mouvements de concentrations. Beaucoup de ces firmes sont des multinationales figurant parmi les plus importantes du monde. Les firmes multinationales américaines sont partout présentes dans le monde. Elles se délocalisent de plus en plus en Asie (ex. Asie), s'allient avec des firmes japonaises (ex. General Motors et Toyota), s'installent en Europe

Les USA sont le siège de 7 des 10 premiers groupes mondiaux. Leur prépondérance est réelle dans le domaine de l'aéronautique (Boeing), les logiciels (Microsoft, IBM), l'agroalimentaire (Philip Morris), l'hôtellerie (Mac Donald), l'automobile (General Motors), du pétrole (Exxon, Mobil), de l'électricité (General Electric).

b) Le rôle de l'Etat :

L'Etat crée un environnement favorable à la vie économique. En effet, il détermine la politique monétaire par l'intermédiaire de la FED (Banque fédérale de réserve), contrôle le secteur privé par une législation discrète, finance la recherche à 50%. Par ailleurs, l'Etat fédéral mène une activité commerciale au sein de l'OMC, passe des commandes à certaines industries (en particulier, le complexe militaro-industriel), participe à la production à travers des agences spécialisées telles que la NASA. L'Etat soutient par des subventions les agriculteurs, les exportateurs. Il défend les intérêts du capitalisme américain dans le monde.

L'Etat américain est également un employeur (15% des actifs).

c) Une grande capacité d'innovation :

La recherche est très active. Elle se fait dans plusieurs structures : les universités, les laboratoires d'entreprises. De nombreux technopôles sont créés à travers le pays : Silicon Valley en Californie, Salt Lake City, Denver, Phoenix, Atlanta, etc. L'Etat est un partenaire important de la recherche, notamment dans le domaine militaire, aéronautique, aérospatial ou les technologies de pointe.

d) Des services efficaces :

Le secteur tertiaire occupe une place importante. Les banques et sociétés d'assurance figurent parmi les premières du monde. Les bourses de New York et de Chicago comptent parmi les plus grosses places financières du monde. Les transports variés et efficaces favorisent le dynamisme économique.

e) La puissance financière :

Le dollar (\$) assure la suprématie économique. Il permet aux USA d'orienter le rythme de son économie. Par ailleurs, grâce à leur importante participation au capital du FMI et de la Banque Mondiale, ils influencent l'économie mondiale.

III- LES LIMITES DU MODELE ECONOMIQUE AMERICAIN

Malgré ses réussites, le modèle américain connaît des limites :

1. La dépendance extérieure :

Le taux de dépendance énergétique est de 20%. Ce déficit est surtout lié à une production pétrolière insuffisante, ne couvrant que la moitié des besoins.

La surproduction qui caractérise l'agriculture crée aussi une dépendance par rapport au marché mondial pour les exportations. L'Etat américain intervient pour soutenir les agriculteurs qui doivent s'endetter pour se mobiliser.

2. La concurrence étrangère :

Elle est une menace permanente. En effet, les USA doivent faire face à une vive concurrence européenne et asiatique. Les partenaires dénoncent la politique commerciale des USA. Les investissements américains à l'extérieur sont en baisse. Aussi le dollar est concurrencé par l'euro.

3. Des signes de fragilité internes :

La balance commerciale des USA est déficitaire. Les déséquilibres sociaux demeurent importants : pauvreté, confrontations ethniques, criminalité.

4. Le développement de l'anti-américanisation :

La suprématie américaine est contestée dans le monde. Les interventions militaires et la diffusion du modèle culturel américain provoquent des réactions de rejet.

CONCLUSION

Malgré une puissante organisation économique faite d'une capacité d'adaptation et de restructuration des entreprises, mais aussi d'une intervention réfléchie de l'Etat Fédéral, le modèle économique américain semble aujourd'hui confronté à des problèmes d'efficacité. Par ailleurs, une récession économique accentue les inégalités sociales avec un accroissement au chômage (80.000 personnes ont perdu leur emploi en Novembre 2011). Cette récession économique risque d'avoir de terribles conséquences. Dès lors le leadership américain sera de plus en plus contesté par les autres centres d'impulsion économique du système-monde tels que l'union Européenne et le Japon.

LEÇON 8a - L'ALLEMAGNE : MILIEUX NATURELS ET POPULATION

INTRODUCTION :

Située au cœur de l'Europe centrale, l'Allemagne, en 1945, fut occupée et partagée en zones d'influences par les vainqueurs de la 2nde guerre mondiale. Soumise à la guerre froide, l'Allemagne disparaît en tant telle pour voir naître à la place deux états idéologiquement antagonistes : la RFA capitaliste, et la RDA socialiste. En 1990, les deux Allemagnes fusionnent pour donner naissance à l'état actuel de la République d'Allemagne. Avec une superficie de 357.030 km² l'Allemagne présente des milieux naturels diversifiés et une population caractérisée par une natalité en baisse et un vieillissement très marqué.

I /- DES MILEUX NATURELS DIVERSIFIES

Au cœur de l'Europe central, l'Allemagne est une contrée plus continentale que maritime. Trois grands ensembles se partagent le paysage naturel :

- l'Allemagne du nord : elle est marquée par la platitude du relief composé de vastes plaines. Celles-ci sont drainées par plusieurs cours d'eau comme l'EMS, la WEBER, et l'ELBE. Le climat est de type océanique caractérisé par des Etés frais (T° 18°C en moyenne) et les hivers doux et pluvieux.

- l'Allemagne du centre ou moyenne : elle est marquée par une succession de vieux plateaux de hauteur moyenne, souvent occupés par une forêt boisée : ex. le massif schisteux rhénan coupé par de profondes vallées drainées par le fleuve RHIN, et le massif Harz. Ces deux plateaux sont séparés par la plaine de Thuringe qui abrite une grande forêt qui porte son nom (forêt de Thuringe)

- l'Allemagne méridionale ou du sud : c'est le domaine des hauts plateaux et des hautes montagnes, notamment les monts de Bohême et les Alpes bavaoises qui abritent le plus hauts sommet d'Allemagne : le mont Zugspitze (2968m).

L'Allemagne du centre et celle du sud appartiennent au climat continental marqué par des contrastes de températures notables, avec des Etés relativement chauds et des Hivers plus ou moins froid.

La dépression de Hesse ménage des passages entre le Nord et le Sud.

II / - LA POPULATION

L'Allemagne compte aujourd'hui 82,420 millions d'habitants. Depuis sa réunification en 1990, elle apparaît comme le pays le plus peuplé de l'UE. Cette population se caractérise sa croissance très faible, presque en baisse, son inégale répartition spatiale et une société relativement riche à pouvoir d'achat très important.

1)- la croissance de la natalité : l'effondrement de la natalité et le vieillissement de la population

Selon les statistiques l'accroissement moyen de la population en Allemagne est de -0,06 %. La natalité demeure très faible avec un taux de l'ordre de 9,6 pour mille, alors que la mortalité se situe à 10,7 pour mille. On peut donc dire qu'il y a effondrement de la natalité en Allemagne. L'indice de fécondité est de 1,36 se situant largement en dessous de la moyenne de 2,1 susceptible du renouvellement des générations. Par conséquent, le renouvellement des générations en Allemagne est le plus médiocre, sinon impossible. L'espérance de vie est par contre élevée avec une moyenne de 78,93

ans. Cela a comme conséquence une population en vieillissement très avancé. Ex. : la structure par âge de la population présente l'image suivante

0 – 14 ans = 14,30 %

15 - 64 ans = 66,92 %

65 ans et + = 18,77 %.

Cette structure montre que les adultes et les vieillards constituent l'écrasante majorité de la population. Les raisons fondamentales sont à rechercher dans le caractère post-industriel de l'Allemagne, propre aux pays développés comme par exemple la pratique généralisée de la limitation des naissances, l'avortement, des divorces, du concubinage., l'enfant étant considéré comme une charge.

2) – l'inégale répartition spatiale et la forte urbanisation :

La densité moyenne en Allemagne est de 236 hbts / km². Elle fait de l'Allemagne l'un des pays de forte densité d'Europe. Cela s'explique par des raisons diverses, principalement historiques : en fait selon les études, ces densités seraient liées à des mouvements migratoires de populations qui ont peuplé les régions de l'ouest avant de se diriger vers l'est. Les concentrations des fortes densités se tissent autour de deux grands axes : l'axe du RHIN-MUNICH (en direction du sud), l'axe RHIN – fleuve ELBE (cendre nord).

A l'Est les densités sont relativement faibles. Les raisons sont les flux migratoires des populations vers l'Ouest et le Sud au lendemain de la 2^{ème} guerre mondiale.

La population allemande est aussi fortement urbanisée. Le taux d'urbanisation est de 75,20 %

L'Allemagne abrite nombre de villes qui sont plus ou moins peuplées. Selon les statistiques 118 villes comptent plus de 100.000 hbts., 454 villes ont entre 20.000 et 50.000 hbts., et 3 villes dépassent le million d'habitants : Berlin avec 3,5 millions hbts., Hambourg avec 2,7 millions hbts., Munich avec 2,4 millions hbts.

L'urbanisation explique l'aménagement du territoire allemand. En fait l'espace allemand est très bien aménagé. La carte urbaine reflète celle des densités de population. Les villes se concentrent en effet sur deux axes :

- l'axe du nord : il part du centre ouest en direction de Berlin avec des villes importantes comme Brême, Hambourg et Berlin

- l'axe du sud : il part du nord ouest en direction de Munich avec comme villes importantes Munich, Stuttgart et Francfort.

Le système de communication est très performant. Il reflète la carte de l'urbanisation : l'ouest a un système beaucoup plus complexe et moderne que le centre et l'est qui sont en profonde mutation. Ce système se compose d'un réseau autoroutier et ferroviaire très dense et très moderne, d'un réseau de voie de navigation intérieur de + de 700 km dont l'axe fondamental est le fleuve Rhin. Ce réseau comprend également plusieurs ports en mer du nord dont les principaux sont Brême, Hambourg, et Rostock. Le réseau aérien est l'un des plus performant d'Europe avec des aéroports de renommée internationale : Francfort (+ de 30 millions de passagers / an), Munich (+ 15 millions /an), Hambourg (10 millions), Brême (1,5 million)

3) – une société riche à fort pouvoir d'achat/

La société allemande se particularise par sa relative prospérité. Le PNB global en 2006 est 3018,04 milliards de dollars et le PNB/hbt est de 36620 dollars plaçant l'Allemagne au 3^{ème} rang mondial, alors que son IDH est de 0,924 et son Parité du pouvoir d'achat est à 31280 dollars (90% du PIB). L'Allemagne offre donc un niveau de vie relativement élevé que témoigne le pouvoir d'achat des

populations à travers le taux d'équipement des ménages et les vacances lointaines que les allemands entreprennent sous forme de tourisme.

Cependant il faut noter que cette apparente prospérité présente des disparités notables depuis la réunification de la RFA et de la RDA en 1990. En fait les populations de l'Allemagne de l'Est sont marquées par la pauvreté et un pouvoir d'achat faible pour la plupart d'entre eux. Cela s'explique par le retard économique que la RDA a accusé pendant la période de la guerre froide vis-à-vis de la RFA.

CONCLUSION :

L'Allemagne est le pays des contrastes historiques, naturels et économiques. Tirillée entre les puissances occidentales et orientales au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'Allemagne présente des milieux naturels diversifiés et une population à accroissement naturel en baisse. Pourtant l'Allemagne demeure aujourd'hui le miroir économique de l'Europe à travers son modèle économique.

LEÇON 8b - L'ALLEMAGNE : LE MODELE ECONOMIQUE, CARACTERISTIQUES ET PROBLEMES

INTRODUCTION

L'Allemagne apparaît de nos jours comme la 1^{ère} puissance économique de l'Europe et la 3^{ème} du monde. Ce succès fulgurant s'expliquerait par un certain nombre de spécificité propre au peuple allemand qui, malgré les conséquences désastreuses de la 2nd guerre mondiale, est resté moralement fort pour reconstruire la vie politique et économique. Mais ce succès ne doit cacher les problèmes auxquels cette économie reste confrontée.

I/- LES CARACTERISTIQUES DE L'ECONOMIE ALLEMANDE

Le modèle économique allemand est de type capitaliste, libéral. Depuis sa réunification, l'Allemagne a connu des succès économiques spectaculaires au point que les observateurs ont jugé l'économie de « miracle ». Cette réussite s'explique par ce que l'on considère comme les spécificités du modèle allemand. Parmi celles-ci on peut noter :

- **la structure de l'économie** : l'économie allemande repose sur les GRANDES ENTREPRISES concentrées et les PME. Les entreprises allemandes sont traditionnellement concentrées, soit horizontalement (les cartels) soit verticalement (les konzerns). Ce sont des entreprises géantes dont les activités multiformes dépassent le cadre national allemand pour évoluer à l'échelle planétaire sous l'appellation de FIRMES. Ex : 8 entreprises allemandes font partie des 50 plus grosses entreprises mondiales. Ces entreprises sont la locomotive de l'expansion économique de l'Allemagne. Les PME sont également très dynamiques et elles jouissent d'une productivité élevée due à une bonne maîtrise technologique et à une bonne politique de formation des cadres. Ajoutons à cela, la recherche de la productivité et le respect des normes de production qui font le prestige des produits allemands de la marque populaire « Made in Germany » ou « Deustland ».
- **un marché du travail paisible** : le modèle économique allemand est aussi caractérisé par les rapports pacifiques entre les syndicats et les entrepreneurs. Les syndicats sont traditionnellement puissants, regroupant près de 32% de la population active. La cogestion est la règle de base. En cas de conflit les syndicats ont recours à la négociation, mais très rarement à la grève. Cependant la main-d'œuvre est très coûteuse, l'une des plus chères au monde. Ex. : d'après certaines statistiques, le salaire horaire dans le secteur manufacturier a augmenté de 5,5 % depuis 1995.

- **une économie très ouverte** : le degré d'ouverture de l'économie allemande est considérable. Par exemple, les exportations représentent 24 % du PIB et les importations 22,7 % de ce PIB soit au total près de la moitié du PIB dépendant de l'extérieur. Notons à cet effet que l'Allemagne est le 3^{ème} exportateur mondial avec une balance généralement excédentaire.
 - **des secteurs d'activité très dynamiques** : l'économie allemande se particularise aussi par le dynamisme et l'efficacité des secteurs d'activité. Si le secteur primaire reste encore faible dans la part de la population active avec 1,14 % et un apport de 0,88 % dans le PIB, le secteur secondaire n'a pas subi la même érosion avec une industrie qui participe pour 29,68% du PIB. Ces chiffres font qu'on qualifie l'économie de « manufacturière », autrement dit que l'industrie y demeure encore non négligeable.
- Ex . :

* **L'agriculture** : le secteur primaire, malgré son handicap climatique et physique (des hivers rudes et sols médiocres), connaît des réussites agricoles remarquables dans les bassins abrités du sud qui offrent quelques bonnes terres cultivables. Ces réussites s'expliquent également par un environnement scientifique et technique, et un soutien financier qui assure à l'ensemble des exploitants de bons revenus (l'apport de la Politique Agricole Commune). Depuis la réunification les productions n'ont cessé d'augmenter. Elles sont dominées par les céréales (blé =22,42 Millions de tonnes ; orge =11,96 Millions de tonnes ; maïs =3,22 Millions de tonnes), la pomme de terre (10,03 Millions de tonnes), les fruits et légumes, la betterave à sucre. Les autres productions concernent l'élevage de bovins, d'ovins et de porcins (26,52 Millions de têtes ; 5^{ème} rang mondial), mais aussi de bois et de la pêche.

Deux types d'exploitation agricole se partagent l'espace : la petite et moyenne exploitation de type familiale dans les régions de l'ouest (ex-RFA) où 90 % des exploitations agricoles font moins de 50 ha. Elles sont bien entretenues grâce à des moyens techniques et financiers importants permettant une grande productivité. L'autre type d'exploitation est celle appelée la grande exploitation qui domine surtout dans les régions de l'est (ex.RDA). Ici des coopératives ou sociétés commerciales occupent près des 2/3 de la surface agricole utile

(SAU). Ces grandes exploitations sont le plus souvent mal entretenues faute de moyens techniques et économiques.

* **L'industrie** : l'Allemagne est qualifiée de « géant industriel » car l'économie reste encore fortement soutenue par les productions industrielles (29,68 % du PIB). Cette industrie repose cependant sur des bases plus ou moins discutables. Ex. :

- **les mines** : le secteur minier se limite à la houille et à la lignite qui sont de moins en moins exploités à cause d'une main-d'œuvre très chère, mais également des exigences des écologistes. Selon les études le prix de revient de la tonne de houille en Allemagne est 3 fois plus cher que la tonne de houille australienne vendue à Rotterdam. Les principaux bassins houillers sont de la Ruhr (le plus riche de l'Europe occidentale) et ceux de la Sarre et de la Saxe (région de la Lorraine). On peut ajouter que l'Allemagne possède quelques gisements de minerais de fer, d'uranium et de potasse.

- **les énergies** : l'Allemagne possède très peu d'hydrocarbures. Les réserves de pétrole sont maigres et estimées en 1997 à 49,742 Millions de tonnes. Le bilan énergétique est largement déficitaire avec une production de totale, en 2005, de 136,670 Millions de tep contre une consommation totale de 344,060 Millions de tep. Cela justifie sa très forte dépendance extérieure en matière d'énergie. L'Allemagne importe du pétrole brut de la Russie et de la mer du Nord pour le traiter dans plusieurs raffineries implantées dans la Ruhr et en Saxe. Pour réduire cette dépendance les autorités allemandes développent une politique de production du nucléaire et d'hydroélectricité par la construction de nombreuses centrales atomiques et de barrages sur les grands fleuves de Chine.

L'usine est partout présente dans les grandes métropoles comme dans les campagnes et les vallées des massifs anciens. Elle se concentre également dans quelques grandes régions industrielles : la Ruhr en pleine rénovation industrielle, les carrefours rhénans, les ports du nord, les vallées de Bavière (voir carte). L'industrie allemande est aussi présente en Europe centrale, aux Etats-Unis, en Amérique Latine en Chine et en Afrique du Sud. Les grandes spécialités de l'industrie allemande sont :

- **les industries de biens d'équipement** : c'est le fer de lance de l'industrie ; elles regroupent les constructions mécaniques, électriques, l'électronique, l'automobile, et la chimie. Elles placent l'Allemagne parmi les premiers producteurs mondiaux. Ex. : 1^{er} pour les machines-outils, 3^{ème} pour la chimie, les médicaments, l'électricité, l'électronique et l'automobile dont quelques grands Konzerns (firmes) dominent le marché : Audi, Volkswagen, BMW, Porsche, Daimler-Benz.

- **les industries traditionnelles en crise** : il s'agit de la houille, de la sidérurgie et du textile. Piliers au 19^{ème} siècle, elles se restructurent par des conversions ou des concentrations diverses.

Pour s'adapter à la concurrence étrangère l'industrie allemande diversifie la production et les secteurs moins compétitifs sont abandonnés au profit d'autres à forte valeur ajoutée et à haute technologie.

* **un géant commercial** : l'Allemagne est la 1^{ère} puissance commerciale de l'Europe et la 2^{ème} du monde avec 1,4 % de la production mondiale et 9,2 % du commerce international des marchandises (statist. 2005). Le dynamisme du commerce extérieur et des investissements a fortement contribué à la croissance de l'économie allemande qui a enregistré en 2006 un taux de 2,7 % contre 1,1 % en moyenne depuis 2000. L'investissement s'est accéléré à tel point qu'il a compté pour plus de 40 % de la croissance économique du pays en 2006. Les investissements se font surtout dans le secteur du bâtiment, qui, pour la 1^{ère} fois depuis douze ans, a contribué à la hausse du PNB. Cette reprise devrait se poursuivre puisqu'il est prévu une augmentation de 2,7% des investissements dans ce secteur en 2007 et 2008. Les exportations qui font travailler quelques 9 millions de salariés, ont progressé de 13,7 %. L'Allemagne a contribué en 2006 pour 9,3 % des exportations mondiales, restant ainsi pour la 4^{ème} année consécutive la championne du monde des exportations, devant les Etats-Unis et la Chine. En 2006, son excédent commercial dépasse les 170 millions d'euros. Cette performance s'explique par la très bonne image de marque des produits « made in Germany », mais aussi par la très forte concentration des exportations allemande sur certains secteurs très dynamiques comme l'automobile, la chimie, la pharmacie et les machines-outils.

Les importations sont aussi très dynamiques et elles concernent essentiellement des produits finis (72 %), agricoles (9,5 %), matière 1^{ère} énergétiques (10,9 %), produits semi-finis (17,1 %)

L'Allemagne réalise près de 75 % de ses échanges avec les pays européens limitrophes d'abord (la France est le 1^{er} partenaire), les autres pays de l'UE et les Etats-Unis.

Il faut noter que ce dynamisme actuel de l'économie allemande est essentiellement dû aux réformes lancées par Gerhard Schroder (ex-chancelier). Avec son Agenda 2010 ce dernier avait engagé une série de réformes visant à la restructuration de l'économie et à la libéralisation du marché du travail : allongement de la durée avec le retour aux 40 heures hebdomadaires, la retraite à 65 puis 67 ans et la baisse des coûts salariaux.

II/- LES PROBLEMES DE L'ECONOMIE ALLEMANDE

Malgré ses performances actuelles l'économie allemande souffre de multitudes problèmes parmi lesquels nous pouvons noter :

* **la baisse de la natalité** qui pourrait menacer l'économie : avec un taux de fécondité de 1,4, la population décroît inexorablement (le pays qui compte actuellement 82,2 millions d'habitants, devrait en compter 81,9 millions en 2010).

* **la très forte dépendance énergétique** : l'Allemagne reste dépendante de l'extérieur, en particulier de la Russie qui est son principal fournisseur en approvisionnement énergétique. L'abandon du programme nucléaire décidé en 2001 d'ici à l'horizon 2021, a engendré une augmentation des importations de pétrole et de gaz naturel. Près des deux tiers de l'énergie consommée proviennent aujourd'hui de l'étranger. Le pays importe 97 % de son pétrole consommé, 82 % du gaz et 59 % de la houille

* **le niveau très élevé des coûts salariaux** est vu comme un handicap ayant entraîné la perte des marchés à l'exportation, l'écrasement des marges bénéficiaires des entreprises exportatrices, la chute de l'investissement, et surtout les pertes d'emplois considérables (1,2 millions d'emplois depuis 1991)

* **le caractère « manufacturier » de l'économie allemande** peut paraître mal adapté à la nouvelle concurrence internationale, d'autant plus qu'il s'appuie sur une recherche de la qualité au détriment du prix. De plus l'Allemagne semble accuser un certain retard dans les nouvelles technologies. Ex. Les services dans le domaine de l'informatique sont très développés alors que la fabrication de logiciels modernes est défailante.

CONCLUSION

L'Allemagne est incontestablement une puissance planétaire, bien intégrée dans le système économique mondiale instable. Ecrasée par la défaite de 1945, elle s'impose aujourd'hui par ses percées économiques et financières sur le plan international. Cependant, malgré tout, l'Allemagne continue de demeurer un « nain » politique, n'étant pas encore intégrée comme membre du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

CHAPITRE III : L'ASIE**Leçon 9 : L'ASIE PACIFIQUE :
LES FACTEURS D'ÉMERGENCE ET LEURS LIMITES****INTRODUCTION**

L'Asie Pacifique est un espace géographique qui regroupe des pays de l'Asie de l'Est et du Sud-est ayant une ouverture sur l'Océan Pacifique. Les pays de l'Asie Pacifique constituent un nouveau foyer de richesse inséré dans l'économie mondiale, avec une population agricole qui décroît et un développement économique significatif. C'est le troisième pôle de la Triade, derrière l'Amérique du Nord et l'Union Européenne. Avec un poids démographique de plus de 2 milliards d'habitants, l'Asie Pacifique est devenu un espace structurellement incitatif pour les investisseurs, où les taux de croissance économiques moyens sont de l'ordre de 6 %. L'émergence économique de l'Asie Pacifique est le résultat de la combinaison de plusieurs facteurs. Cependant, le modèle Asie Pacifique est fragilisé par des facteurs endogènes ou exogènes.

I- LES FACTEURS DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE**1- Un milieu naturel favorable**

L'ouverture maritime (Océan Pacifique et Mer Intérieure), permet à l'Asie Pacifique d'être en contact permanent avec le reste du monde et de développer des activités portuaires comme le commerce la pêche et les transports. Le Pacifique de par sa présence a créé un espace harmonieux favorable à l'implantation de l'homme et au développement de ses activités. Le relief montagneux entraîne l'abondance des précipitations et favorise l'implantation de barrages hydro-électriques et hydro-agricoles grâce à un réseau hydrographique très dense : **le Yang Jijiang le Huang Hé et le Mékong**. Les plaines (20 %) de la superficie), arrosées par les pluies de mousson qui peuvent atteindre 3000 mm/an sont favorable au développement des activités agropastorales.

A ces atouts on peut ajouter l'abondance des ressources minières et énergétiques, base de l'industrie de l'Asie Pacifique.

2- Les facteurs historiques

Dans la seconde moitié du XIX^e, l'empereur Mutsuhito lance la révolution **Meiji**, qui a permis au Japon de se mettre à l'école occidentale et de s'industrialiser à travers un transfert de technologies et de capitaux. Ainsi le Japon devient un modèle pour les pays de l'Asie Pacifique.

Après la Seconde Guerre Mondiale, l'opposition entre l'Est et l'Ouest dans le cadre de la Guerre Froide, a favorisé l'afflux massif de capitaux américains vers certains pays de L'Asie Pacifique pour deux raisons :

- endiguer le communisme par des moyens financiers,
- montrer à la population et aux élites que le capitalisme libérale est la voie la plus rapide et la moins contraignante pour accéder au développement.

Ainsi des transferts de technologies et de capitaux furent organisés vers le Japon, et vers certains pays qui deviendront les Nouveaux Pays Industrialisés : **Taiwan, Corée du Sud, Hong Kong, Singapour**.

3- Le potentiel humain

Avec plus de 2 milliards d'habitants, l'Asie Pacifique est le marché de consommateurs le plus important du monde, ce qui attire les investisseurs étrangers. En effet les besoins en produits de consommation courante et en biens d'équipement de la population sont énormes. Les entreprises

américaines et européennes délocalisent certaines de leurs activités en Asie, pour profiter de la main d'œuvre bon marché, et de la capacité d'entreprendre des asiatiques.

En plus, les valeurs culturelles asiatiques fondées sur la discipline, le travail, et le respect de l'autorité, constituent des facteurs de stabilité sociale indispensables au développement économique.

4- L'impact de la croissance japonaise

La croissance japonaise est déterminante dans le développement des autres pays de l'Asie Pacifique. En effet les coûts de production très élevés, l'absence de ressources énergétiques et minières la saturation des marchés d'investissement, ont poussé les japonais à délocaliser leurs activités industrielles dans l'espace Asie Pacifique.

La Corée du Sud, Taiwan, Singapour, et Hong Kong constituent la première génération de pays ayant bénéficié de la croissance Japonaise. Leur niveau de développement est tel qu'on les appelle les Nouveaux Pays Industrialisés (NPI) de première génération ou ***Dragons*** d'Asie. ***La Malaisie, l'Indonésie, la Thaïlande et la zone côtière de la Chine***, constituent la deuxième génération ayant bénéficié des capitaux japonais mais aussi de la croissance des Dragons, on les appelle les Nouveaux Pays Industrialisés (NPI) de 2^e génération ou ***Tigres***. Ils ont un niveau de développement inférieur à celui des Dragons.

5- L'importance des investissements étrangers

Depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale l'Asie Pacifique a connu un afflux massif d'investissements étrangers. Les premiers investissements ont été réalisés par les américains dans la perspective d'endiguer le communisme en Asie. Les performances économiques des Nouveaux Pays Industrialisés combinées aux salaires bas et à la qualité des ressources humaines, ont contribué à l'afflux des capitaux privés internationaux dans cette partie de l'Asie. Ainsi les entreprises se modernisent et s'internationalisent grâce à des capitaux venus d'Europe, d'Amérique et du Japon. Exemple : en 2006, le volume des investissements étrangers en Chine est estimé à plus de 80 milliards de dollars.

La recherche du profit et l'incapacité de certaines entreprises à respecter les normes environnementales dans les pays développés comme les USA, le Canada, le Japon, l'Allemagne, ont conduit à des délocalisations vers les Nouveaux Pays Industrialisés d'Asie Pacifique.

Ainsi, l'Asie Pacifique est arrivée à maîtriser les technologies de pointe : électronique de masse, technologie de robots de première génération, technologie du textile synthétique. L'Asie Pacifique devient ainsi une zone de production de nombreuses composantes électroniques qui sont assemblées dans d'autres régions.

II- LES LIMITES DES FACTEURS D'ÉMERGENCE

1- Le poids du passé

Le lourd héritage du passé fortement chargé de conflits ayant opposé plusieurs fois les pays de l'Asie Pacifique (Chine - Japon, Chine - Vietnam, Chine - Corée du Sud, Chine- Taiwan, Japon et les deux Corée, la Corée du Nord - Corée du Sud) a dressé des clivages entre les populations très repliées sur elles-mêmes.

Les frontières sont peu poreuses et tout brassage devient presque impossible. Ceci est un grand handicap à la constitution d'un vaste marché transfrontalier à l'image de l'ALENA et de l'Union Européenne. D'ailleurs l'ASEAN qui existe n'est encore qu'une réalité virtuelle, chaque état se soucie plutôt de coopération et d'échange.

Les pays de l'Asie Pacifique arrivent difficilement à développer une diplomatie économique indispensable à la conquête de nouveaux marchés.

2- Les excès de la nature

Les montagnes et les plateaux qui occupent 65 % de la superficie constituent des limites au développement de l'Asie Pacifique. Ils entraînent des déséquilibres dans la mise en valeur et l'occupation humaine de l'espace. Les densités des hauts plateaux varient de 1 à 5 habitants/km², alors que les plaines sont soumises à une forte pression démographique et économique.

L'Asie Pacifique est soumise à une forte instabilité géologique, qui se manifeste par des séismes, des éruptions volcaniques pouvant occasionner lorsqu'elles ont lieu dans l'Océan, des tsunamis comme celui qui a ravagé l'Indonésie le 26 décembre 2004. Le climat présente aussi des difficultés assez fréquentes avec les typhons, les ouragans et les inondations. Ces cataclysmes portent très souvent préjudices au aménagement hydro-agricoles, et aux investissements économiques.

A ces difficultés viennent s'ajouté l'insularité de cet espace (avec plus de 13 600 îles et îlots), qui constitue un frein à la maîtrise de l'espace, et le SRAS (Syndrome Respiratoire Aigu Sévère) qui a décimé les élevages de volaille.

3- Le poids démographique et les problèmes sociaux

La forte croissance démographique pose le problème de la prise en charge de la population des pays de l'Asie Pacifique. Des problèmes d'éducation, de santé, de sécurité, se posent avec acuité. L'importance de la population se traduit par des PNB/habitant relativement faible. Le cas le plus spectaculaire est celui de la Chine qui a le 4^e PNB mondial (2641,59 milliards de dollars en 2006) mais se place au 151^e rang mondial sur 226 avec un PNB/habitant de 2010 dollars. Les budgets des états sont sous la forte pression des charges sociales très élevées à cause d'une population jeune et nombreuse, ce qui diminue les capacités d'investissement intérieur.

Les salaires bas ne permettent pas à la grande majorité de la population, dans certains pays de l'Asie Pacifique, d'accéder au confort matériel et social. L'échec des politiques agricoles et le développement rapide des façades maritimes entraînent une forte migration des ruraux vers les villes côtières. En Chine en 1994, 40 millions de ruraux ont migrés vers les Zones Économiques Spéciales (ZES) aménagées dans les villes de la façade Est.

4- Les limites de la dépendance financière

La forte dépendance financière est aussi un facteur de fragilité économique, comme en atteste la crise économique de 1997- 1998 qui est la manifestation la plus visible des limites structurelles du modèle asiatique. Cette crise s'est traduite par l'effondrement économique et social de certains pays comme l'Indonésie, la Thaïlande, les Philippines et le Malaisie ; suite à une fuite des capitaux étrangers vers des destinations plus sûres. Les causes de cette crise étaient :

- la saturation des lignes de spécialisation industrielle qui s'est manifestée par la surproduction, entraînant à son tour la baisse des valeurs ajoutées.
- la surévaluation de monnaies nationales qui a entraîné une perte de compétitivité de l'économie avec la baisse des exportations,
- la défaillance du système bancaire.

A cause de la forte dépendance financière, les autorités disposent de faibles marges de manœuvre, pour définir des politiques de développement économique et social.

CONCLUSION

La forte croissance économique enregistrée dans les pays de l'Asie Pacifique depuis la fin des années 60 a fait de cette espace l'un des pôles majeurs de l'économie mondiale. Cependant ces performances économiques doivent être relativisées parce qu'elles ne sont pas partout source de développement.

Leçon 10: LE MODÈLE ÉCONOMIQUE JAPONAIS: CARACTÉRISTIQUES ET PROBLÈMES

INTRODUCTION

Archipel réduit de 377 000 km² et zone d'instabilité géologique, le Japon est devenu la deuxième puissance économique mondiale derrière les USA avec un PNB de 4497,4 milliards de dollars. Ses conditions naturelles défavorables et les destructions massives enregistrées pendant la Seconde Guerre Mondiale, font dire à certains, que la réussite économique du Japon est un miracle. Mais il faut noter que c'est grâce à une bonne organisation économique que le Japon est parvenu à occuper une place primordiale dans l'économie mondiale. Cependant son modèle de développement économique (capitaliste et libéral) est secoué par un certain nombre de problèmes entraînant sa remise en cause.

I- LES CARACTÉRISTIQUES DU MODÈLE ÉCONOMIQUE JAPONAIS

1- Les valeurs culturelles et la qualité des ressources humaines

Les japonais font preuve d'un grand souci de l'intérêt commun, qui est celui de la famille de l'entreprise de l'État, incarnation de la communauté nationale. Le modèle économique japonais s'appuie sur des philosophies sociales qui prônent le respect de la hiérarchie, le travail, et la discipline. C'est pourquoi dans ce pays, l'entreprise a tendance à remplacer la famille, ce qui réduit considérablement les revendications sociales.

Ces valeurs culturelles sont renforcées par la qualité des ressources humaines. En effet le Japon a l'un des systèmes éducatifs les plus modernes au monde et qui produit une main d'œuvre dont le haut niveau de technicité est mondialement reconnu.

2- La structure des entreprises

Les grandes entreprises constituent les véritables fers de lances de l'économie japonaise. Ces **keiretsu**, héritières des zaibatsu d'avant guerre sont des multinationales qui combinent des activités industrielles, de transport et de commerce, exemples : Mitsubishi, Toyota, Nippon Steel. Elles sont de véritables conglomérats liés aux banques d'affaires, elles contrôlent l'essentiel des activités de production, assurent la compétitivité de l'économie japonaise dans le monde et fournissent 85 % du chiffre d'affaire industriel. Les grandes entreprises nippones s'associent aux PME pour plus d'efficacité. Les conditions de travail, la faiblesse de la protection sociale et les salaires bas dans les PME facilitent l'accumulation de profit pour les grandes entreprises.

3- La recherche permanente de la compétitivité

L'une des clés de la réussite japonaise est la recherche permanente de la compétitivité. Elle amène les industriels japonais à délocaliser certaines de leurs activités dans d'autres pays de l'espace Asie Pacifique, en Amérique du Nord, en Europe occidentale. Ces délocalisations permettent aux entreprises japonaises de faire face au problème de la saturation de leur marché intérieur et de conquérir des espaces économiques développés. Dans la recherche de la compétitivité, l'innovation occupe une place essentielle. En effet le Japon est l'un des pays qui dépensent plus dans la recherche pour le développement (2,5 % du PIB). C'est également le pays où les grandes entreprises mènent une politique très offensive d'acquisition de licences et de brevets étrangers.

4- Le rôle de l'État

L'État joue un rôle important dans la modernisation et la promotion de l'économie. Il a pendant longtemps mené des politiques efficaces de protectionnisme pour favoriser le développement de l'industrie nationale. Le Ministère de l'Industrie et du Commerce International (MITI) élabore des plans indicatifs, intervient dans la restructuration des entreprises en difficulté et mène une très grande activité d'information économique auprès des partenaires du Japon. Il participe aussi à la modernisation des industries pour mieux les adapter aux exigences du marché international. Le MITI gère une agence pour le développement industriel et entretient un réseau mondial de promotion de produits japonais à travers l'Organisation Japonaise Pour le Commerce Extérieur (JETRO).

II- LES RÉSULTATS DU MODÈLE JAPONAIS

1- Une puissance commerciale et financière

Deuxième puissance économique derrière les États-Unis, le Japon apparaît comme une grande puissance mondiale. Depuis 1995 il a une balance commerciale excédentaire de plus de 100 milliards de dollars, surtout avec les États-Unis et l'Union Européenne et les pays de l'Asie Pacifique. Il est la deuxième puissance industrielle grâce à ses multinationales qui investissent chaque année plus de 50 milliards de dollars dans le marché Mondial. Grâce à ses excédents commerciaux, le Japon est devenu la première puissance financière et a l'une des premières places boursières du monde. Cette place est symbolisée par le dynamisme de la bourse de Tokyo et le poids des banques japonaises (Mizuto Bank, Sumimoto Mitsui Banking Corporation, UFJ Bank Ltd, Bank of Tokyo-Mitsubishi, Norinchukin Bank). Le Japon est le premier créancier des États-Unis et de l'Union Européenne et le premier donateur des pays en voie de développement.

2- Une économie planétaire

Les surplus financiers générés par le commerce et l'épargne intérieure ont permis au Japon d'investir plusieurs milliards de dollars dans l'économie mondiale. Les domaines ciblés par les investisseurs japonais sont l'industrie et les transports. Dans les années 80 les investisseurs japonais intervenant dans les domaines de l'électronique et des techniques avaient gagné les États-Unis et les pays de l'Asie Pacifique. Aujourd'hui les multinationales japonaises développent des stratégies pour renforcer leur présence dans l'économie mondiale, en procédant au rachat d'entreprises en difficulté, en participant à l'exploitation des mines, des plantations des pays sous-développés et développant une politique d'achat de licences et de brevets. Grâce à ces investissements, les autorités politiques japonaises entrevoient l'avenir avec sérénité.

III- LES PROBLÈMES DU MODÈLE ÉCONOMIQUE JAPONAIS

1- Les problèmes liés à l'extraversion de l'économie

Le développement excessif de l'industrie au détriment de l'agriculture accroît la dépendance alimentaire du Japon. En effet sa balance alimentaire est l'une des plus déficitaires au monde. L'absence de ressources énergétiques entraîne une forte dépendance en matières premières. En plus, les entreprises japonaises dépendent de l'extérieur pour écouler leurs produits et le Japon doit beaucoup exporter pour prendre en charge ses besoins en matières premières et en produits alimentaires (dépendance commerciale). Le Japon est donc, parmi les développés, celui qui subit le plus les fluctuations de l'économie mondiale. Cela s'est vérifié avec la crise économique et financière asiatique de 1998. Le

protectionnisme mené par les États-Unis et les pays de l'Union Européenne constitue une limite à l'expansion de l'économie japonaise.

2- Les problèmes sociaux et économiques

Le dualisme économique engendre des inégalités sociales. L'internationalisation de l'économie japonaise et la recherche de la compétitivité amènent l'État à accorder la plus grande partie des subventions aux grandes entreprises au détriment des Petites et Moyennes Entreprises (PME) qui assurent plus de 75 % des emplois. Ainsi ces PME résistent difficilement à la conjoncture économique et plusieurs d'entre-elles tombent en faillite, ce qui augmente considérablement le chômage. Avec la récession économique qui sévit dans le pays, les licenciements et les emplois à temps partiels se développent et bouleversent complètement la société japonaise. Le dualisme économique se traduit par un statut désavantageux pour les travailleurs des PME dont le niveau de vie est largement inférieur à celui des employés des grandes entreprises.

Le niveau de vie très élevé au Japon entraîne une réduction de la taille de la famille et un vieillissement fortement soutenu par une espérance de vie très élevée. Avec une tranche de vieillards représentant 20 % de la population, un accroissement naturel de 0,02 %, le Japon a la population la plus vieille au monde et dans un court ou moyen terme cela peut peser négativement sur son dynamisme économique.

CONCLUSION

C'est grâce à une bonne organisation économique que le Japon est parvenu au 2^e rang de l'économie mondiale derrière les États-Unis. Cependant son économie fortement tournée vers l'extérieur entraîne sa dépendance énergétique, alimentaire, et commerciale vis à vis du marché mondial.

Leçon 11 : LES PROBLÈMES DÉMOGRAPHIQUES DE LA CHINE

INTRODUCTION

Avec 1,319 milliard d'habitants (21 % de la population mondiale) et une superficie de 9 593 960 km² (7 %) des terres émergées, la Chine est la première puissance démographique mondiale. Maîtriser la croissance de cette énorme masse humaine a toujours été un défi difficile à relever pour les autorités chinoises, qui ont dû recourir à une vigoureuse politique de limitation des naissances. Aujourd'hui la Chine a presque achevé sa transition démographique. Cette situation entraîne des transformations dans les structures démographiques, socio-professionnelles et urbaines qui se conjuguent avec de nombreux problèmes.

I - LES CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION CHINOISE

1- Une masse démographique dominée par les Hans

A première vue, on pourrait penser que les Chinois constituent un groupe totalement homogène, mais en réalité, la Chine est peuplée par une mosaïque d'ethnies dominées par les Hans (91,9% de la population). Des Hans, est issu la majorité des 20 millions de Chinois de l'extérieur, qui sont économiquement très dynamiques. Ils investissent dans l'économie mondiale et exportent le modèle culturel chinois. Aujourd'hui, les Hans continuent d'être les moteurs de l'éclosion de la Chine moderne. Les principales minorités ethno-raciales chinoises sont : la population turque (1,5%), les Tibétains (2%), les Mongols (2%), les Zhuïs (0,5%), les Mandchous (0,5%), et les Coréens (0,5%). La Chine est donc un carrefour d'aires ethno-culturelles où l'Etat cherche à ériger une société unique avec une langue commune, le mandarin.

2 - L'évolution de la population et les politiques démographiques

a) - Croissance et politique démographique

La population chinoise est passée de 600 millions en 1950 à 1,313 milliard en 2006. En 1950 les taux de natalité et de mortalité étaient respectivement de 43‰ et 21‰. Soit un taux d'accroissement naturel de 22‰. Cette forte croissance démographique a toujours été soutenue par les autorités communistes qui la considéraient comme un stimulant économique. Cependant à partir des années 70, la Chine s'est résolument engagée dans la voie de la limitation des naissances pour une maîtrise effective de ses problèmes de population. En 1978, les réformateurs ont adopté la politique de l'enfant unique ; dont l'objectif était d'arriver à une croissance zéro en 2000. Seul un enfant par couple toléré. A l'égard des contrevenants sont prévues des mesures si coercitives que cette politique pourtant impopulaire finit par entraîner le « génocide des bébés filles » ; particulièrement dans les campagnes où les paysans tenaient à avoir des garçons. Cependant avec cette politique ; la baisse de la croissance démographique n'est pas immédiatement ressentie en raison du principe de l'inertie démographique (9 millions de personnes s'ajoutent chaque année à la population chinoise) Le TNC est passé de 1,9‰ dans les années 70 à 0,1‰ en 2004.

b) - Les conséquences des politiques de limitations des naissances

Le ralentissement de la croissance démographique entraîne une modification des structures démographiques. Elle est marquée par une prépondérance des adultes (68, 11%) et un allongement de l'espérance de vie (70,46 ans) ; donc une forte tendance au vieillissement (7,08% de la population). La

répartition par sexe fait de la Chine ; un des rares pays au monde où le sexe ratio est favorable aux hommes (100 / 105) ; ce qui s'expliquerait par les "génocides des bébés filles".

La structure socio-professionnelle est difficile à établir ; en raison de la masse des actifs et des mutations économiques récentes. Elle serait ; aujourd'hui de 30,7% pour le primaire ; 37 % pour le secondaire et 32 % pour le tertiaire.

II - Les problèmes démographiques de la Chine

1 - Une population inégalement répartie

La population chinoise est inégalement répartie. La densité moyenne de 137 hts/km² cache d'importantes disparités régionales. Les densités les plus importantes sont localisées à l'est (90% de population) où les conditions naturelles et économiques sont favorables. En effet, la partie orientale de la Chine est constituée de plaines fertiles ; arrosées par les pluies de mousson et drainées par de nombreux cours d'eau. Elle bénéficie aussi de la concentration de l'essentiel des activités industrielles sur le littoral du Pacifique. Les densités moyennes de la Chine orientale sont de l'ordre de 400 hts/km² ; mais des pointes de 3000 à 4000 hts/km² existent dans les secteurs de Guangzhou et de Hong-Kong.

La Chine occidentale est sous-peuplée ; les densités sont partout inférieures à 10 hts/km², sauf dans les oasis. Ces faibles densités s'expliquent par les conditions naturelles répulsives (montagnes et déserts). Cette inégalité de répartition de la population renforce les déséquilibres territoriaux et pose de véritables problèmes d'aménagement de l'espace. Pour rééquilibrer les autorités chinoises ont lancé une politique d'ouverture de front pionnier vers l'ouest. Ces fronts alimentés par les Hans ; renforcent les clivages ethniques.

2- Une urbanisation récente et déséquilibrée

La population chinoise est encore majoritairement rurale. En effet depuis 1949 ; les autorités communistes mènent une politique de modulation de l'exode rural en fonction des emplois disponibles en villes et interdisaient la bidonvilisation des périphéries urbaines. Mais avec la forte pression démographique sur les campagnes ; l'Etat est aujourd'hui obligé d'assouplir sa position sur l'urbanisation. Ainsi le taux d'urbanisation est passé de 19,2 % en 1980 à 36,70 % en 2004. Cette population urbaine ne cesse de progresser et constitue la plus importante du monde avec environ 477 millions de citadins. La Chine compte plus de 30 agglomérations millionnaires. A l'image de la population, l'essentiel des villes se localise sur la façade orientale. Parmi les plus importants centres urbains, on peut mentionner **Beijing** (10M), **Shanghai** (15 millions), **Guangzhou** (15 millions)... La croissance urbaine surtout le fait de l'exode rural ; c'est pourquoi la Chine offre l'exemple d'une urbanisation de pays sous-développé. Dans toutes les villes se développent des problèmes d'insécurité ; de surcharges démographiques et de pollution.

3- Les problèmes socio-économiques

Le poids démographique de la Chine pose plusieurs problèmes socio-économiques. Ils se sont accentués depuis les réformes économiques libérales de 1980. La concentration de l'essentiel des activités économiques et infrastructures à l'est renforce les inégalités sociales entre les populations bien intégrées de l'Est et celles très pauvres des périphéries rurales de l'Ouest.

Malgré les progrès réalisés dans le domaine économique ; 130 millions de Chinois vivent en dessous du seuil de pauvreté (moins de 300 yuans par an) et 2,7% des ruraux survivent avec moins de 100 yuans/an. Ces inégalités sociales témoignent d'importantes disparités ; tant au niveau des revenus qu'au niveau des conditions de vie. Elles laissent aussi apparaître une société à deux vitesses ; marquée par les clivages entre riches et pauvres. Environ 40 millions de ruraux quittent les campagnes pour les

ville ou la réorganisation des entreprises publiques se traduit par l'augmentation du taux de chômage.

Le déséquilibre entre la croissance de la population et celle des ressources alimentaires constitue un défi à relever. Pour combler le gap ; la Chine a recours annuellement à des importations massives de 10 à 20 millions de tonnes de vivres. Pour tout dire, nourrir 1,3 milliard de Chinois est un défi important et un défi difficile à relever.

La formation et l'emploi constituent aussi une grande préoccupation pour les autorités chinoises. Chaque année la Chine compte une population scolarisable de 100 millions et accueille sur son marché du travail plus de 20 millions de demandeurs d'emploi.

CONCLUSION

Avec 1,313 milliard d'habitants, la Chine est la première puissance démographique mondiale. Elle doit multiplier les stratégies pour maîtriser cette énorme masse humaine qui pose des problèmes de prise en charge et d'aménagement du territoire avec une Chine fortement peuplée, bien équipée et riche à l'est, et une Chine faiblement peuplée qui manque presque de tout, et pauvre à l'ouest.

Leçon 12 : LA VOIE CHINOISE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

INTRODUCTION

Depuis la révolution communiste de 1949, la Chine a exploré deux voies de développement économique et social. De 1949 à 1978, l'option socialiste marquée par la collectivisation et l'étatisation, était mise en œuvre par les conservateurs. Avec l'arrivée des réformateurs au pouvoir en 1978, la Chine s'est engagée dans la voie du socialisme de marché ou des réformes libérales. Cette nouvelle option économique a complètement transformé les structures économiques et sociales du pays. Aujourd'hui, la Chine est considérée comme une puissance économique émergente.

I- LA VOIE MAOISTE DE DEVELOPPEMENT (1949-1978)

1- Un modèle de développement endogène

Sous le règne des conservateurs, la voie chinoise de développement économique et social reposait d'abord sur le modèle soviétique. La plupart des moyens de production et d'échange étaient socialisés. L'État a procédé à la nationalisation de toutes les industries et des commerces. La réforme agraire de 1950 entraîne une redistribution des terres aux paysans (47 millions d'hectares sont distribués entre 300 millions de paysans). Cependant, ils sont invités à se regrouper en coopératives agricoles. Cette économie socialisée est fortement soutenue par l'État qui entreprend la planification à grande échelle. La Chine adopte alors une voie de développement autocentré. Ce développement endogène se heurte à plusieurs obstacles. D'abord, le pays était confronté à un déficit de techniciens et de cadres qualifiés, ensuite les capitaux, éléments indispensables pour impulser le développement économique, faisaient défauts.

A ces obstacles s'ajoutent un déficit énergétique et une insuffisance du réseau de communication centré à l'Est.

2- Un développement basé sur deux secteurs

Le slogan « marcher sur ses deux jambes » traduit la volonté des dirigeants chinois de faire de l'agriculture et de l'industrie les deux piliers du développement. La politique agricole reposait sur les aménagements pour réduire l'érosion des sols, l'utilisation de nouvelles techniques, culturelles accompagnées d'une maîtrise de l'eau avec l'intensification des barrages et l'usage d'engrais chimiques et des semences sélectionnées.

Dans l'industrie, coexistent de petites et de grandes entreprises. Dans les centres urbains sont implantées les industries lourdes, tandis que les petites entreprises sont installées en campagne. Cette voie maoïste avait pour objectif de faire décoller la Chine. Mais l'impact négatif du Grand Bond en Avant et la Révolution Culturelle a complètement désorganisé l'économie en favorisant l'arrivée au pouvoir des réformateurs qui vont suivre une nouvelle voie.

II- LE SOCIALISME DE MARCHÉ OU LES RÉFORMES LIBÉRALES

1- L'ouverture économique

L'avènement des réformateurs sous la direction de Deng Xiaoping, marque un tournant dans la mise en place d'un socialisme de marché. Ils prônent « l'ouverture » de la Chine pour faire décoller

économiquement le pays. Avec les « quatre modernisations », la Chine est engagée dans une politique pragmatique où prime l'efficacité. La politique d'ouverture se manifeste à deux niveaux :

- **ouverture extérieure vers le reste de l'Asie et l'Occident** susceptible de fournir capitaux, technologies et marchés. Elle se fait au départ par les ZES (Zones Économiques Spécialisées) situées sur la côte sud (quatre sont créées en 1980 : Shenzhen, Zhuhai, Shantou, Xiamen ; et une en 1981 : Hainan) puis l'ouverture progressive de toute la côte (14 villes ouvertes en 1984, et 3 deltas en 1985). Cette expérience sert à tester le passage vers une économie de marché

- **ouverture intérieure** qui prend la forme d'une libéralisation partielle et progressive de l'économie. Dans l'agriculture, le « système de responsabilité » est généralisé depuis 1982, réintroduisant l'économie de marché dans le monde rural. La priorité donnée à l'agriculture doit permettre le développement de la révolution verte. La Chine se dote progressivement d'une économie mixte (entreprises privées et entreprises d'État), qui est régulée par le marché plus que par le plan, et elle s'insère peu à peu dans l'économie mondiale. Aujourd'hui « l'économie socialiste » est de fait une économie de marché dans un pays qui garde un régime de parti unique.

2- L'impact des réformes libérales

La mise en œuvre des réformes libérales entraîne de profonds bouleversements dans l'économie. L'ouverture vers l'extérieur s'est traduite par l'intégration de l'économie chinoise dans la division internationale du travail. D'ailleurs pour attirer les investissements directs étrangers (IDE), les Zones Économiques Spécialisées sont aménagées. Parmi les ZES, celle située dans le delta de la Rivière de Perles, dans la province du Guangdong reste l'un des plus dynamiques. En effet, la région est le premier centre manufacturier de la planète. Elle produit 70% des photocopieuses, 79% des chaussures, 65% des puces radio-vidéo, 45% des fours micro-ondes, 30% des lecteurs CD ET 90% du matériel Hi-fi. La ville de Shenzhen future concurrente de la Silicon Valley, regroupe l'essentiel des industries de nouvelles technologies comme la microinformatique, les télécommunications et les biotechnologies.

Quant à Shanghai, elle est la vitrine de la réussite du modèle chinois de développement. Elle dispose d'une bourse prospère, abrite les sièges de grandes multinationales et de nombreuses banques. Le bilan de l'agriculture est impressionnant : en 2004, la Chine avait occupé le 1^{er} rang mondial pour la production du riz (176,553 millions de tonnes), de blé (91,190 millions de tonnes), de coton (4,92 millions de tonnes), d'ovins (136,972 millions de tonnes) de porcins (464,695 millions de tonnes) ; le 2^e rang pour la production de maïs (123,175 millions de tonnes) et de thé (0,760 millions de tonnes) ; et le 3^e rang pour le soja, le sucre, et les agrumes.

L'industrie chinoise a quelques secteurs forts comme le textile : 1^{er} fabricant de filés de coton et 3^e producteur de fibres synthétiques, le caoutchouc synthétique, la fabrication d'aluminium (5^e rang), et la construction navale (6^e rang). Ce palmarès montre que la Chine joue un rôle important dans les industries lourdes, mais il faut compter avec elle pour les industries légères (1^{er} fabricant mondial de machine à laver, 2^e pour les téléviseurs). Les exportations sont passées de 5% du PIB en 1978 à 33,6% en 2006. En 2002, la Chine a attiré 52 milliards de dollars d'investissements directs étrangers.

II-LES LIMITES DU MODÈLE CHINOIS DE DÉVELOPPEMENT

1- Les disparités régionales et sociales

La Chine est un pays où il existe de forts contrastes entre le littoral et l'intérieur. L'ouverture au capitalisme a entraîné des déséquilibres dans l'espace et de profondes inégalités sociales. La croissance économique a surtout profité aux villes côtières, alors que l'Ouest est toujours resté en marge du développement.

Au plan social, l'écart des revenus est énorme entre citadins et ruraux et entre habitants des grandes villes du Sud et ceux des villes du Nord. Une grande masse de chinois sont considérés comme des laissés pour compte de la croissance.

Malgré les progrès réalisés dans le domaine économique, 130 millions de chinois vivent en dessous du seuil de pauvreté (moins de 300 yuans par an) et 2,7 millions de ruraux survivent (moins de 100 yuans par an). Cette pauvreté alimente l'exode rural qui se traduit dans les villes par l'augmentation du taux de chômage.

2- Les défis démographiques et environnementaux

En dépit du ralentissement de la croissance démographique, la Chine est confrontée à des problèmes de prise en charge de sa population jeune qui représente plus de 25% de l'effectif total. Elle nécessite chaque année la scolarisation de 10 millions d'enfants et la création de 20 millions d'emplois pour satisfaire la demande sociale.

En matière environnementale, la Chine est le deuxième grand pollueur de la planète derrière les États-Unis avec une émission de 833 millions de tonnes de dioxyde de carbone par an. Les complexes industriels rejettent dans les cours d'eau, des quantités énormes de déchets toxiques solides ou liquides. Ce qui traduit la dégradation de la qualité du cadre de vie.

L'économie chinoise est aussi dépendante en matières premières énergétiques et minières. Le pays est devenu le premier importateur et le deuxième consommateur mondial de pétrole. Cette dépendance a des répercussions géopolitiques majeures sur les cours mondiaux.

CONCLUSION

Depuis plus d'une décennie, La Chine est le pays qui réalise les taux de croissance les plus élevés de la planète. Ses produits inondent le marché mondial et ses chantiers tournent à plein régime notamment avec la préparation des jeux olympiques de l'été 2008.

Le pays est devenu une puissance économique mondiale grâce aux pragmatismes de ses dirigeants qui ont mis en place le socialisme de marché. Cependant, ces résultats masquent le revers de la médaille, marqué par des inégalités régionales, sociales, une dépendance en matières premières et une absence de démocratie

CHAPITRE IV : L'AMERIQUE LATINE

Leçon 13 : MILIEUX NATURELS ET POPULATIONS

INTRODUCTION

L'Amérique Latine est un vaste ensemble géographique qui regroupe vingt-quatre (24) pays. Elle est constituée du Mexique, de l'isthme de l'Amérique centrale, de l'Archipel des Antilles et de l'Amérique du Sud. Cet ensemble couvre une superficie d'environ 22 millions Km² et s'étire sur près de 12 000 km du Nord au Sud. Elle renferme des milieux naturels variés, une population aux origines diverses et inégalement répartie.

I- LES MILIEUX NATURELS

1- Les grandes unités du relief

Le relief de l'Amérique Latine comprend des montagnes jeunes à l'ouest, de vastes plaines au centre, des montagnes anciennes et des hauts plateaux à l'Est.

La cordillère des Andes située à l'ouest de l'Amérique du Sud constitue « l'épine dorsale » de tout le continent. Elle se présente au sud comme une étroite et haute barrière qui atteint 7010 m dans le massif de l'Aconcagua point culminant de toute l'Amérique. Partout dans les Andes, l'instabilité de l'écorce terrestre entraîne des séismes et des glissements de terrain.

L'isthme d'Amérique centrale est formé d'une seule chaîne de montagnes mais au Mexique, on retrouve de hauts plateaux ou Sierras encadrés par des massifs élevés.

Au centre du continent, s'étendent de vastes plaines alluviales. Ainsi, la seule plaine de l'Amérique couvre 3 500 000 km². D'autres plaines comme celle de Grand Chaco, la pampa argentine de la Patagonie au Chili occupent une partie du cône sud.

A l'Est, notamment dans la région de l'Amérique du Sud le bouclier guyanais et brésilien occupe de larges espaces. Le paysage correspond à celui de hauts plateaux à l'image du Mato Grosso au Brésil.

2- Des milieux naturels variés

L'Amérique Latine est en grande partie entre les deux tropiques. Cette situation en latitude offre une large gamme de climats et de végétations. La forêt dense humide ou Selva recouvre presque toute l'Amazonie. Elle est adaptée au climat tropical humide sans véritable saison sèche. Lorsque les pluies se raréfient, la forêt devient plus claire. La savane herbeuse n'apparaît que dans les plaines au pied des Andes. Près du tropique du Cancer, au Mexique et du tropique du Capricorne en Argentine, s'étendent des espaces arides. Les régions bordières du Pacifique au Pérou et au nord du Chili représentent de véritables déserts ; d'ailleurs c'est la zone où se trouve le désert qui reste l'un des plus arides du monde (l'Atacama). Seule l'Amérique du sud connaît des climats tempérés. La variante méditerranéenne s'étend au Chili tandis que sur l'autre versant des Andes, la saison sèche reste très courte au niveau de la Pampa. A l'extrême sud, la Patagonie offre un climat froid.

Ces différents domaines sont drainés par un important réseau hydrographique dont les principaux éléments sont : *l'Amazone, le Parana, et le Sao Francisco.*

II- LES POPULATIONS DE L'AMERIQUE LATINE

La population de l'Amérique latine était estimée à 559 millions d'habitants en 2005. Elle est d'origine diverse avec comme langues dominantes l'espagnol et le portugais. Cette population en

croissance rapide reste inégalement répartie dans l'espace avec des contrastes de densité entre le littoral et l'intérieur.

1- Une population fortement métissée

Avant l'arrivée des Européens, existaient sur le continent plusieurs grandes civilisations précolombiennes dont celles des Incas au Pérou, des Aztèques et des Mayas au Mexique. La conquête coloniale a eu des conséquences négatives pour ces peuples amérindiens qui furent massacrés et décimés par les maladies. A l'heure actuelle des ils vivent en Amérique Centrale et dans les Etats andins. La communauté blanche reste dominée par les ibériques constitués d'espagnols et de Portugais, qui seront rejoints à partir du XXe siècle par d'autres nationalités. La population Noire vit surtout dans les Antilles et dans des Etats de l'Amérique tropicale comme le Brésil.

L'Amérique latine est l'une des rares régions du monde ou on enregistre un taux assez élevé de métis. Issus du brassage entre immigrants européens et population locale, les métis représentent environ 95% de la population du Paraguay, 73% de celle de la République Dominicaine, 67% au Venezuela, 51% à Cuba et 40% au Brésil.

2- Une région sous-peuplée malgré la forte croissance démographique

a) - Le contraste du peuplement :

L'Amérique Latine présente une densité moyenne d'environ 30hts/km². La répartition de la population laisse apparaître des régions faiblement peuplées à l'intérieur du continent alors qu'il existe des régions de très fortes densités sur le littoral. Cette situation s'explique par la colonisation européenne qui a favorisé l'essor des plantations dans les îles et dans les plaines côtières. D'ailleurs, des métropoles comme **Caracas, Rio, Montevideo** traduisent la concentration d'activités urbaines génératrices d'emplois ; La richesse des Andes explique également la fixation de certaines agglomérations le long de barrière montagneuse. Parmi celles-ci nous pouvons citer Bogota, Lima, Santiago...

Les régions intérieures sont dépeuplées car elles sont dépourvues d'infrastructures. Malgré le développement de fronts pionniers notamment au Brésil, les densités restent faibles. La croissance urbaine explosive et désordonnée est à l'origine des déséquilibres dans la répartition des villes et dans leur organisation interne.

b) - Une région à forte croissance démographique

Dans plus de la moitié des Etats de l'Amérique Latine, le taux de croissance de la population varie entre 1,8% et 2,3%/an. On observe cependant un rapport étroit entre le taux d'accroissement naturel et le niveau de développement économique. Aussi les pays de l'isthme d'Amérique centrale comme le Guatemala et le Honduras avec des respectifs de 2,59 % et 2,50 %, sont-ils parmi les plus élevés de la région. L'explosion démographique est le résultat de la baisse de la mortalité et le maintien d'une forte natalité. En revanche, les pays du cône sud (Brésil, Chili, Argentine) ont une croissance plus lente avec des taux respectifs de 1,4%, 1,1% et 1,0%. La population reste jeune car dans de nombreux pays les moins de 20 ans représentent plus de la moitié de l'effectif total notamment dans les états de l'Amérique centrale.

3- Les disparités socio-économiques.

Une des particularités de l'Amérique Latine est la persistance des disparités de niveau de vie. Il subsiste un énorme écart entre une minorité à très haut niveau de vie et une masse de déshérités. Plus qu'ailleurs dans le monde, les paysages urbains traduisent les divisions de la société. Au luxe des quartiers résidentiels s'oppose la misère des quartiers pauvres de la périphérie (bidonvilles : favelas du Brésil, ranchos du Venezuela).

Les disparités s'observent aussi à l'échelle régionale avec des PNB/ht très contrastés. Des états comme le Honduras (2590 dollars), Haïti (1730 dollars) ont parmi les PNB/ht les plus bas de la région. A l'intérieur des états on note également d'importants écarts de revenus comme c'est le cas au Brésil entre le Nordeste et le littoral sud-est. Les états du cône sud (Chili, Argentine) présentent des disparités moins marquées.

CONCLUSION

L'Amérique Latine reste un continent qui présente une certaine originalité tant au plan physique et humaine. Région sous-développée avec une population estimée à 559 millions, elle se particularise par d'énormes contrastes socio-économiques. Cependant, la mise en place de zone de libre-échange comme le Mercosur laisse augurer des perspectives prometteuses.

Leçon 14 - LE BRÉSIL : UNE PUISSANCE DU TIERS-MONDE**INTRODUCTION**

Avec un PNB global de 1313,59 milliards de dollars en 2007, soit environ 2,49 % du revenu mondial, le Brésil est la première puissance économique de l'Amérique Latine et de l'hémisphère Sud et la 10^e du monde. Cependant il occupe par son PNB / hts (6847 \$ en 2007) et son I.D.H (0,8 en 2007), respectivement les 111^e place et 69^e place dans le monde. Il est alors considéré comme une puissance du tiers-monde. Malgré ses réussites économiques, il est marqué par une forte dépendance extérieure et de profondes inégalités sociales et régionales.

I- LES FACTEURS DE LA REUSSITE ECONOMIQUE DU BRÉSIL**1- Des ressources naturelles considérables**

5^e pays par sa superficie, le Brésil dispose d'un immense territoire de 8,547 400 millions de km² essentiellement situé dans la zone équatoriale ou tropicale humide, même si le plateau brésilien connaît des problèmes d'aridité. Le Brésil est constitué surtout de plaines sédimentaires arrosées par l'Amazone, le plus puissant fleuve du monde. L'Amazone fertilise les terres et permet le développement de l'irrigation et la production d'hydroélectricité qui représente en 2002, 82,68% de la production électrique du pays.

Le Brésil est aussi doté d'importantes ressources minières et énergétiques. Il est en 2003 le 3^e producteur mondial de fer, le 2^e pour les phosphates, le 4^e pour la bauxite, le 5^e pour l'étain et le 9^e pour le nickel. Les réserves et la production d'hydrocarbures sont croissantes et le pays occupe en 2003 le 17^e rang mondial pour les réserves de pétrole.

Au total, le Brésil dispose de conditions naturelles favorables au développement économique particulièrement agricole et industriel.

2- Les stratégies de développement

Dans un premier temps la politique de développement reposait exclusivement sur l'exportation de produits agricoles (sucre, café, cacao...). Dans l'entre-deux-guerres, l'Etat a encouragé les industries de substitution aux importations. Les riches propriétaires terriens ont alors choisi de développer les industries légères pour alimenter le marché intérieur. L'Etat a ensuite créé des industries de base et d'armement avec l'aide publique au développement. A partir des années 60 et 70, le Brésil profite de son important marché de consommateurs (188 920 000 en 2006, 5^e rang mondial), de ses coûts de production relativement faibles, d'un système financier solide et des taux d'intérêts élevés pour attirer les technologies et les capitaux étrangers dans le cadre de la délocalisation des multinationales. A l'époque le Brésil connaissait une forte croissance économique avec des taux compris entre 5 et 10 % par an. On parlait alors du miracle brésilien.

II- LES REUSSITES ECONOMIQUES**1- Une agriculture performante**

L'agriculture brésilienne représente 8,11% du PIB. Le Brésil a surtout misé sur une agriculture d'exportation gérée par des multinationales et pratiquée sur de grandes exploitations situées sur le littoral alors que l'intérieur est surtout réservé à l'élevage. La modernisation de l'agriculture et l'exploitation des nouvelles terres permettent l'augmentation de la production. L'indice de production agricole est passé de 149,4 en 2001 à 164,6 en 2004 après un léger fléchissement en 2003.

Aujourd'hui, l'agriculture du Brésil est intégrée dans un puissant complexe agroalimentaire dont les produits à haute valeur ajoutée sont destinés à l'exportation. Il est le second exportateur agroalimentaire derrière les Etats-Unis. En 2006, le Brésil occupe le premier rang mondial pour la production de café, de la canne à sucre, des agrumes, le 3^e pour le maïs et les porcins, le 5^e pour le cacao, le coton, etc.

2- Un nouveau pays industrialisé

Le Brésil est la 10^e puissance industrielle mondiale. L'industrie fournit 19,11% du PIB. Les premières industries surtout textiles sont l'œuvre des riches propriétaires terriens dans les années 30. L'Etat a ensuite créé des industries de base (sidérurgie) et d'armement avant que les multinationales ne diversifient véritablement dans le sud-est la production industrielle. La production industrielle a été multipliée par quatre depuis la fin des années 60. Le Brésil se situe dans les 10 premiers rangs au monde pour de nombreuses productions industrielles à haute valeur ajoutée (automobiles, armements, électronique, ordinateurs, satellites de communication, avions militaires...). Les multinationales contrôlent 90% de la production automobile (firmes américaines et allemandes prédominent) et de l'industrie pharmaceutique, 70% de la production électrique et électronique et une grande partie de la production pétrolière et agroalimentaire.

3- Un secteur tertiaire dynamique :

Le commerce extérieur et les services représentent 75,12% du PIB. Le commerce extérieur ne cesse de se développer et la balance commerciale est excédentaire. Cependant la part du Brésil dans le commerce international demeure faible. Le commerce extérieur est dominé par les produits industriels suivis des produits agricoles qui constituent le tiers des exportations. Première puissance économique régionale, le Brésil est le principal artisan de la zone de libre-échange (MERCOSUR), le regroupant avec, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay et la Bolivie et récemment le Pérou et le Venezuela sont membres associés. De plus en plus, le Brésil exporte des capitaux vers d'autres régions en Amérique Latine et en Afrique.

III- LE MAL DEVELOPPEMENT AU BRESIL

1- Une forte dépendance extérieure

Pour son développement économique, le Brésil a surtout profité des marchés et des capitaux des pays riches comme les Etats Unis et l'Union Européenne, le Japon etc. Cette extraversion de l'économie pose certains problèmes. Les cultures commerciales sont privilégiées au détriment des cultures vivrières.

Le Brésil est aujourd'hui le pays le plus endetté du monde avec une dette extérieure brute qui représente 41,66% du PIB. Les excédents commerciaux servent surtout au remboursement de la dette. Pour faire face au service de la dette, le Brésil a privatisé des entreprises nationales et bénéficie d'un rééchelonnement. La dépendance extérieure et la dette constituent une contrainte pour le développement du pays.

2- Des inégalités sociales importantes

La société brésilienne demeure l'une des plus inégalitaires au monde. L'inégalité dans la distribution des richesses est une des plus importantes du monde. 10% des foyers les plus riches détiennent 45,3% du revenu national, alors que les 40% des plus pauvres n'en reçoivent que 10,6%. Entre 1980 et 2000, l'exclusion sociale s'est accrue de 11%, touchant 47,3% de la population. Elle touche surtout les « peuples de couleur ». Environ 30 à 40 millions de brésiliens seulement ont profité de la croissance. La pauvreté ne cesse d'augmenter d'autant plus que l'objectif prioritaire du gouvernement

LULA est d'obtenir la confiance des marchés internationaux par un assainissement des finances publiques.

Pour les autorités, c'est la voie d'une croissance forte susceptible de répondre aux objectifs d'une plus grande justice sociale. Les programmes de réforme agraire et de construction de logements urbains sont alors en attente. La main-d'œuvre abondante est exploitée, le pouvoir d'achat est très faible et ne permet pas d'accéder à la nourriture. 30 millions de brésiliens sont victimes de malnutrition.

Dans les campagnes, les inégalités s'expriment par l'opposition entre les Latifundia et Minifundia. Les fazendas représentent 1% des exploitants mais occupent 40% des superficies cultivables alors que les paysans sans terre (les cablocos) sont très nombreux. Dans les villes, s'opposent les quartiers aisés (des centres villes, banlieues résidentielles) et des bidonvilles ou Favelas. Les inégalités et la pauvreté sont renforcées par l'explosion démographique et urbaine. La fécondité malgré une baisse est de 2,14 et les moins de 15 ans représentent 27,52%. Ainsi, 7 à 9 millions d'enfants abandonnés vivent dans les rues. Le taux d'urbanisation est de 82,80% mais l'accroissement urbain de 1,89 demeure élevé. Les inégalités sont de plus en plus d'origine raciale. Elles génèrent violence et insécurité.

3- Des inégalités régionales considérables

Entre les régions industrielles développées et les régions agricoles les plus archaïques, les écarts sont donc tels que certains auteurs ont parlé à propos du Brésil d'une « suisse au milieu du Pakistan. Le sud-est est le cœur du pays à tous les points de vue : il concentre 43 % de la population, mais surtout 80 % de la production. Il est délimité par le triangle Sao Paulo-Rio de Janeiro-Belo-Horizonte qui constitue le centre industriel, bancaire et culturel du pays. On peut également y rattacher la capitale politique Brasília et le sud tempéré qui est le cœur agricole du pays.

Le Nordeste, au contraire, est une zone répulsive (seulement 11% du revenu pour 30 % de la population) : l'agriculture y est difficile à l'intérieur à cause de la sécheresse, trop archaïque le long du littoral. C'est donc devenu une terre d'émigration vers les villes du sud-est ou les zones pionnières. Le Mato Grosso, l'Est et le Nord-Est de l'Amazonie constituent un vaste front pionnier à la fois agricole et minier, où immigration rime avec violence, défrichements et atteinte à l'environnement. Le reste de l'Amazonie est encore pratiquement vide d'hommes, quelques pôles de développement se détachent au sein d'une économie de cueillette qui domine encore

CONCLUSION

Par ses ressources naturelles considérables et ses stratégies de développement efficaces, le Brésil a réalisé d'importants progrès économiques. Cependant sa forte dépendance extérieure et ses problèmes sociaux considérables en font un pays fragile, et surtout une véritable bombe sociale comme beaucoup de pays latino-américains. Le Brésil est une puissance du Tiers-Monde.

CHAPITRE V : L'AFRIQUE**Leçon 15 : LES PROBLÈMES DE DÉVELOPPEMENT DU CONTINENT AFRICAIN****INTRODUCTION**

A l'aube du XXI^{ème} siècle, l'Afrique apparaît comme le continent le moins développé, celui qui bat tous les records de calamités. Avec 21% de la surface des terres émergées et 13,3% de la population mondiale, elle ne représente que 1,7% du commerce international. Le sous-développement de l'Afrique a, dès le début des années 60, suscité de nombreuses analyses ayant mené à des plans de développement dont le plus connu est celui de Lagos adopté en 1980, un an avant le rapport Berg. Devant l'échec des politiques de développement mises en œuvre, des indépendances à nos jours, une nouvelle génération de chefs d'Etats africains, animée par la volonté de rompre d'avec l'expectative et la passivité, a lancé un nouveau plan de développement : le NEPAD ou Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique.

I- LES POTENTIALITES NATURELLES ET HUMAINES

Le continent africain, malgré son état d'extrême pauvreté, regorge d'importantes potentialités naturelles et humaines.

1- D'immenses ressources naturelles

L'Afrique offre une gamme très large de minerais, de ressources énergétiques et végétales.

- Avec 30% des réserves prouvées de matières minérales, l'Afrique occupe, pour de nombreux produits, une place de choix dans la production mondiale: coltan : 80%, platine : 80%, diamant : 40%, or : 25%, phosphates : 25%, palladium : 20%, nickel : 15% et cuivre : 3%.
 - Les réserves d'hydrocarbures sont importantes, mais l'Afrique ne représente que 11% de la production mondiale. Malgré tout, les hydrocarbures représentent 50% de la valeur des exportations du continent. Elles sont localisées dans le golfe de Guinée et en Afrique du Nord.
- Aux hydrocarbures s'ajoutent le charbon (Afrique du Sud) et les énergies renouvelables (solaire, hydro-électrique et éolienne) insuffisamment mises en valeur, faute d'équipements adéquats.
- Les ressources végétales sont très abondantes, surtout dans les régions à forte pluviométrie. Ainsi, la forêt équatoriale offre d'importantes quantités de bois d'œuvre et les nuances climatiques tropicales autorisent une grande quantité de cultures vivrières et commerciales comme le café, le cacao, l'arachide, le coton et l'hévéa. Ainsi, l'Afrique assure 60% de la production mondiale de cacao, 15% pour le thé et les bois tropicaux, 14% et 10% respectivement pour le café et les oléagineux.

2- Des ressources humaines insuffisamment valorisées

L'Afrique abrite une population de 800 millions d'habitants, soit 13,3% de la population mondiale; elle est composée à plus de 50% de jeunes. Cette masse critique constitue une énergie potentielle, un réservoir de talents comme le dirait l'autre, qui ne demande qu'à être valorisée par l'éducation, la formation et l'emploi. Par ailleurs, les sociétés africaines disposent d'un patrimoine culturel extrêmement riche, mais sous valorisé, voire méprisé.

II LES PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT DU CONTINENT AFRICAIN

Ils se posent avec acuité, dans tous les domaines.

1- Les problèmes économiques et financiers

a) - Une agriculture en crise

La crise de l'agriculture africaine s'observe à deux niveaux, à savoir l'indépendance alimentaire et le recul des cultures commerciales.

- En 1998, les importations de céréales (maïs, riz et blé) sont évaluées à 6,47 milliards de dollars contre 1,06 milliards de en 1973. La famine et la sous alimentation menacent plusieurs pays africains. Les prévisions de la FAO estiment à 300 millions le nombre de sous alimentés, en Afrique à l'horizon 2010.
- Les cultures commerciales, sauf pour le thé, ont considérablement reculé. Entre 1970-1979 et 1990-1997, la part de l'Afrique dans la production mondiale est passée de : 59% à 40% pour le cacao et 40% à 5% pour l'arachide.

b) - Une industrie embryonnaire

Constituée essentiellement d'unités d'extraction de matières premières et de l'alimentaire, l'industrie ne représente que 1% du PNB en 1990, contre 3% en 1960. Cette situation, à la limite scandaleuse, est une conséquence de la Division International de Travail héritée de la colonisation et consolidée par la mondialisation libérale (dépendance technologique et financière).

c) - Une situation financière plus qu'alarmante

- La dette extérieure de l'Afrique est estimée à 350 milliards de dollars en 2000, contre 110 milliards de dollars en 1980. Elle hypothèque les investissements économiques et sociaux productifs.
- L'Aide Publique au Développement (APD) est en baisse de 25% entre 1990 et 1998, pour l'Afrique subsaharienne. Les investissements sont extrêmement faibles. Entre 1990-1996, l'Afrique subsaharienne n'a reçu que 3% des investissements du Nord dans les pays du Sud, contre 43% pour les pays de l'Asie Pacifique et 33% pour l'Amérique Latine Caraïbes.
- Le commerce traduit aussi la faiblesse des économies africaines. La part de l'Afrique dans le commerce mondial est non seulement faible, mais également en baisse : elle est évaluée à 1,7% en 2006, contre 3% en 1990.

2- Les problèmes démographiques et sociaux

a) - Une croissance démographique explosive

Avec un taux d'accroissement de 2,3% en 2000, contre une moyenne mondiale de 1,2%, l'Afrique est certainement le continent où la croissance démographique est la plus forte. Le croît démographique pose des problèmes de prise en charge en matière d'éducation, de soins médicaux, d'alimentation, de logement, d'emploi, etc. En plus, la pression démographique s'exerce négativement sur l'environnement (surexploitation des ressources forestières et halieutiques).

b) - Une crise sociale très aiguë

- La pauvreté touche 65% de la population en 1995-2006, contre 55,8% en 1965-1969.
- La faim frappe 38 millions de personnes, en raison essentiellement de la sécheresse, de l'insécurité et de l'instabilité politique.
- Les maladies les plus répandues sont le Paludisme, la Tuberculose et le Sida, lequel affecte 29,4% millions d'habitants. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est de 140 pour mille.

L'espérance de vie à la naissance est seulement de 54 ans contre une moyenne mondiale de 66 ans. 58% seulement de la population à accès à l'eau potable.

- L'analphabétisme se place à 39%, contre 0,1% pour le groupe Amérique du Nord/Europe occidentale/Océanie. Comparé à ceux des pays émergents d'Asie, le taux de scolarisation est insuffisant. Dans le primaire, il est de 80% en 1995, contre 115% en Asie/Pacifique; dans le secondaire, le taux est de 31% en 1991, contre 48% pour l'Asie/Pacifique.

- Une dégradation de l'environnement résulte de la pauvreté et de la surexploitation du patrimoine forestier pour le compte des Multinationales. L'expression la plus inquiétante des agressions portées contre la nature, c'est incontestablement la désertification et la sécheresse qui hypothèquent l'avenir du continent africain.

c) - L'instabilité politique

Le continent africain souffre de deux maux politiques, à savoir le néo-colonialisme et la dictature. Ce couple vicieux est à l'origine du pillage des ressources économiques du continent par les grandes puissances et leurs valets locaux. Depuis des décennies, le continent africain est paralysé par l'instabilité et la cascade de putschs militaires, seule forme d'alternance politique au pouvoir. Face à cette situation déplorable, plusieurs stratégies se sont succédées dans le temps et dans l'espace. Mais, au lieu de refluer, les problèmes s'accroissent jour après jour. C'est dans ce contexte de crise généralisée que s'inscrit le NEPAD.

III- LE NEPAD

Le NEPAD est un plan de développement résultant de la fusion de MAP (élaboré par l'algérien Bouteflika, le nigérian Olesgun Obasanjo et le sud-africain Thabo Mbeki) et le plan Omega du président Abdoulaye Wade. Adopté le 21 juillet 2001 à Lusaka, il s'appuie sur des objectifs clairement définis dont la réalisation est prise théoriquement en charge par une stratégie africaine pour un développement durable.

1- Objectifs et stratégies du NEPAD

L'objectif ultime du NEPAD consiste dans la réduction du fossé existant entre l'Afrique et les pays industrialisés, l'insertion plus poussée de l'Afrique dans la mondialisation, la réalisation d'un taux de croissance du PIB de 7% /an pendant 15 ans, la diversification des activités économiques, l'augmentation des exportations, l'augmentation des emplois, la réduction de la pauvreté et des inégalités. Ces objectifs doivent être réalisés par la prise en charge de 10 priorités non pas à l'échelle nationale, mais à l'échelle régionale. Pour ce faire, l'Afrique est divisée en cinq régions, à savoir l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique du Nord, l'Afrique Centrale, l'Afrique Centrale Australe et l'Afrique Orientale/Madagascar.

2- Les stratégies africaines pour un développement durable

Elles se déclinent en trois séquences: les conditions requises pour réaliser un développement durable, les priorités sectorielles et la mobilisation des ressources.

a) - Les conditions requises pour un développement durable

Elles consistent en un ensemble de préalables destinés à attirer les investisseurs. Il s'agit pour l'essentiel, de l'initiative pour la paix, la sécurité, la démocratie, les droits de l'homme, et la transparence (la lutte contre la corruption). La bonne gouvernance politique et économique est un

facteur de légitimité de pouvoir et, partant, un vecteur de paix civile sans laquelle aucun investissement ne saurait être en sécurité.

b) -Les priorités sectorielles

- **Comblent le retard dans le domaine des infrastructures** : les routes, autoroutes, aéroports, ports maritimes, chemins de fers, voies navigables et installations de télécommunications permettent l'interconnexion des économies et des sociétés africaines, d'une part, et une plus grande connexion du continent au flux mondiaux de biens et de services, d'autres part.
- **Comblent le gap numérique** en investissant dans les technologies de l'information et de la communication. Les NTIC sont des facteurs d'accélération de la croissance et du développement économique.
- **Développer toutes les sources d'énergies** y compris les énergies renouvelables, et faciliter les flux transfrontaliers d'énergie.
- **Augmenter la disponibilité et la quantité de l'eau** pour un approvisionnement satisfaisant des cultures, du bétail et des populations.
- **Mettre en valeur les ressources humaines** en luttant contre la pauvreté, l'ignorance et la maladie. La réduction de la pauvreté doit s'appuyer sur des initiatives multilatérales comme le Cadre Global pour le Développement, de la Banque Mondiale, et le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté liée à l'initiative d'allègement de la dette pour les Pays Pauvres Très Endettés. La lutte contre l'ignorance passe par la promotion de l'éducation. Il s'agit de parvenir à une éducation universelle en 2015. La lutte contre la maladie s'accomplit par la participation de l'Afrique aux processus visant à l'obtention de médicament à des prix préférentiels et par l'intensification de la campagne en faveur d'un appui financier international accru pour lutter contre le VIH/Sida et les autres maladies transmissibles.
- **Moderniser l'agriculture** : la modernisation de l'agriculture est plus que nécessaire pour plusieurs raisons, à savoir la réalisation de l'autosuffisance alimentaire, l'augmentation des revenus, le décollage industriel.
- **Protéger l'environnement**: composante majeure du développement durable, la protection de l'environnement consiste dans la lutte contre la désertification, la protection des zones humides, la lutte contre les espèces exotiques envahissantes, la gestion des côtes et la lutte contre le réchauffement de la planète.
- **Accéder aux marchés des pays développés** : il s'agit, par l'amélioration de la qualité des produits, la lutte contre les subventions et la négociation pour la levée des obstacles douaniers, de favoriser les exportations africaines en direction des pays développés. L'AGOA constitue à cet égard une initiative américaine qui mérite d'être encouragée et étendue à d'autres aires géo-économiques.

c)- La mobilisation des ressources

Les concepteurs du NEPAD privilégient l'investissement privé, la coopération entre l'Etat, les entreprises et les partenaires extérieures. L'initiative en faveur des flux de capitaux comporte deux volets : un volet interne et un volet externe. A l'intérieur, l'augmentation des ressources s'opère par le biais du renforcement de l'épargne, de l'élargissement de l'assiette fiscale et surtout de la lutte contre la fuite des capitaux. A l'extérieur, trois axes sont privilégiés : l'allègement de la dette, l'accroissement et la transformation de l'APD, et l'ouverture aux capitaux privés. Le partenariat : il met en synergie l'Etat, les entreprises privées et les partenaires extérieurs. Chacune de ces trois composantes a un rôle précis à jouer. Le rôle de l'Etat doit consister dans l'aménagement d'un cadre propice aux affaires, en l'occurrence la stabilité, la sécurité, la prévisibilité, la transparence et la responsabilité. Les entreprises privées doivent être compétitives, productives et respectueuses des règles de bonne gestion. Les

partenaires extérieurs peuvent soutenir le développement de l'Afrique par l'augmentation de l'APD, l'intensification des IDE et l'ouverture des marchés aux produits africains.

CONCLUSION

Le sous-développement de l'Afrique, conséquence de plusieurs siècles de domination, d'oppression, d'exploitation et de pillage, est incontestablement la face hideuse du monde contemporain. Face à cette situation scabreuse, l'éveil politique des peuples africains, le processus de démocratisation en cours et les perspectives d'Union Africaine doivent être de puissants leviers pour un décollage économique qui ferait du XXI^{ème} siècle, le siècle de l'Afrique. C'est à cette tâche exaltante que s'attelle le NEPAD. Cependant, si le recours systématique à l'investissement privé est un gage de productivité, de compétitivité et de croissance économique indispensable à l'insertion de l'Afrique dans la mondialisation libérale, il n'en demeure pas moins que, productrice d'inégalités, d'exclusions et de déséquilibres écologiques, celle-ci doit être pondérée et humanisée par les valeurs négro-africaines qui réconcilient l'homme avec lui-même et avec la nature.

Leçon 16 - LE SÉNÉGAL : MILIEUX NATURELS ET POPULATIONS

INTRODUCTION

Situé à l'extrême Ouest du continent africain, le Sénégal est un pays côtier couvrant une superficie de 196.722 km². Il est limité au Nord par la Mauritanie, au Sud par les deux Guinées, à l'Est par le Mali et à l'Ouest par l'Océan Atlantique et l'enclave de la Gambie. Le Sénégal appartient au domaine tropical (12°-16° latitudes Nord et 11°-15° longitudes Ouest). C'est un pays essentiellement plat. Sa population est mal répartie, très composite et connaît un taux de croissance de 2,7% /an.

I- LES MILIEUX NATURELS

1- Le relief et les sols du Sénégal

Le Sénégal est un pays plat composé de plaines et de plateaux. Les altitudes dépassent rarement 100m. Les seules parties élevées sont : l'extrême ouest (Cap-Vert) et l'extrême Sud-Est (Kédougou). Les sols évoluent en fonction des précipitations.

a) - Le Sud- Est

Son relief est le plus élevé du pays. Il est constitué par les plateaux du contrefort du Fouta Djallon pouvant atteindre 350 à 500m d'altitude avec comme point culminant le mont Samba Ngallou (581m). Ces plateaux ne portent que des sols caillouteux inaptes à l'agriculture. Ailleurs, on rencontre un modelé de collines et de glacis qui portent des sols caillouteux ou des sols ferrugineux généralement lessivés. Au niveau des vallées (Gambie, Falémé et leurs affluents) on rencontre des sols hydro-morphes.

b) - Le centre Ouest et le Ferlo

C'est une zone constituée d'un ensemble de vastes plateaux de grés argileux du continental terminal et s'étend de la Casamance à la vallée du fleuve. A l'Est c'est environs 100m de hauteur et leurs surfaces diminuent progressivement vers l'Ouest. Au Ferlo occidental, au Saloum et en basse Casamance, ces plateaux n'ont plus que 20m de hauteur. Le plateau de Thiès, du Ferlo oriental et de la Casamance est recouvert de cuirasses ferrugineuses dont la fragmentation a donné des sols caillouteux. Les plateaux de Mbour, Joal et de Matam portent des sols calcaires.

c) - La vallée alluviale du fleuve Sénégal

Elle s'étend de Bakel à St Louis en formant un immense arc de cercle d'une longueur de 600km. Sa largeur peut atteindre 200 kms en territoire sénégalais. La pente du fleuve est faible ce qui implique la description de méandres. En amont de Richard Toll, les sols sont salés. La vallée se caractérise par un micro relief complexe de levées qui isolent des cuvettes inondées par la crue annuelle.

d) - Les régions littorales

Elles comprennent trois grandes régions morphologiques :

-Les Niayes : elles bordent le littoral de la grande côte. Elles comprennent un ensemble de dunes littorales qui ont obstrué des golfes marins d'où la formation de lagunes et de lacs (Mboro, Tanma, Retba...). Les dépressions sont inondées par la remontée de la nappe.

-Le Cap-Vert et la région de Thiès : le Cap-Vert est une région accidentée à cause du volcanisme et de la tectonique. On distingue les buttes des Mamelles (105m), les plateaux du Cap Manuel et les plateaux calcaires de Bargny.

-Les estuaires du Saloum et de la Casamance : ce sont des plaines basses qui ont été recouvertes progressivement par d'importants dépôts de vases. Ces régions sont occupées par la mangrove. On y trouve également les « tannes » (vasières formant des étendues salées et dénudées).

2- Le climat

a) - Caractères généraux

Les grands traits climatiques du Sénégal résultent de la combinaison de facteurs géographiques et aérologiques.

- Les premiers s'expriment par :

- La latitude tropicale qui permet au Sénégal d'appartenir à la zone de transition entre le climat sahélien et le climat tropical humide.
- La position de Finistère Ouest africain qui détermine des conditions climatiques assez particulières par rapport à l'ensemble sahélien (fraîcheur de la côte).

- Les seconds s'expriment d'une part par les déplacements du Front Intertropical (FIT) et d'autre part par l'alternance sur le pays de trois masses d'air principales :

- La première masse d'air est l'alizé maritime issu de l'anticyclone des Açores. Il est chargé d'humidité mais n'est pas porteur de pluies. Il provoque un abaissement des températures, du brouillard et de la rosée.
- La deuxième, l'alizé continental ou harmattan est un air chaud et sec le jour et froid la nuit. Il est issu de l'anticyclone du Sahara.
- La troisième masse d'air est la mousson issue de l'anticyclone de Ste Hélène. Il atteint le Sénégal dès le mois d'Avril et est responsable de la quasi-totalité des pluies enregistrées.

b) - Les différents domaines climatiques

- Le domaine de l'alizé maritime stable : il s'étend de Dakar à St Louis et est marqué par la présence de masses d'air maritimes; ce qui favorise une humidité constante, des températures assez basses et une amplitude thermique faible (exemple : station Dakar ou St Louis)

- Le domaine sahélien : c'est la partie la plus aride et la plus chaude du pays. Elle couvre le Nord du Ferlo et une partie de la moyenne vallée. L'harmattan y règne 9 mois. Il s'inscrit entre les isohyètes 100 et 500 mm (exemple : station Linguère). La végétation est constituée d'une formation herbeuse couverte, mêlée d'arbres (acacia).

- Le domaine Nord soudanien : il est balayé pendant 7 à 8 mois par la mousson et 4 à 5 mois par l'alizé continental (harmattan). Il enregistre des précipitations comprises entre 500 et 1000 mm/an. Les températures s'abaissent en raison pluvieuse. La végétation est constituée de savanes avec de grands arbres comme le caïcédrat, le néré, le wen formant une forêt avec le tapis herbacé.

- Le domaine Sud soudanien : il bénéficie des flux de mousson pendant plus de 8 mois et les pluies sont supérieures à 1000mm/an. Ce domaine est le premier à être envahi et le dernier à être abandonné par la mousson. Les pluies sont bien réparties et les températures connaissent une baisse en saison estivale. C'est le domaine de la forêt dégradée : forêts de palmiers en basse Casamance, forêt sèche en haute Casamance et la forêt dense au Sud de Kédougou.

- Le domaine soudanien Atlantique : il constitue une variante littorale du domaine soudanien. Sa spécificité réside dans l'alternance entre l'alizé maritime et la mousson. La saison des pluies va de juin à octobre. Les températures sont modérées grâce à l'influence de l'océan.

Enfin, le climat du Sénégal, comme celui de tous les pays sahélo -soudaniens se caractérise par une grande variabilité des pluies d'une année à l'autre.

II LA POPULATION

La population sénégalaise est estimée à 11 950 000 en 2006. Elle est caractérisée par une croissance rapide, sa jeunesse, sa répartition inégale, sa mobilité et sa composition variée.

1- La composition

La population sénégalaise comprend plusieurs ethnies dont les principaux sont :

- Les wolofs localisés dans les régions du Cap vert, de Thiès et du Sine Saloum sont majoritaires (36%);
- Les peuls (26%) vivent essentiellement dans le Ferlo et sont des éleveurs ;
- Les sérères (17%) vivent dans les régions de Thiès et du Sine Saloum : ils sont agriculteurs et éleveurs;
- Les mandingues (9%) peuplent la vallée de la Gambie et de la moyenne Casamance;
- Les diolas (9%), les Ballantes et les Baïnouks vivent en Casamance;

On distingue aussi des Sarakholés, bambaras, maures et Bassaris. En plus d'importantes communautés étrangères constituées des ressortissants des pays limitrophes, des libano-syriens (commerçant) et une communauté blanche essentiellement française.

2- Les structures démographiques

Les différents recensements au Sénégal ont souligné et confirmé la jeunesse de la population.

Tableau 1 : Répartition par âge de la population du Sénégal (en %, en juillet 2007).

Ages	Fréquences
0 -14ans	42,59%
15 -64ans	54,28%
65 ans et +	3,12%

Source: Atlaséco 2008.

De cette répartition par âge, résulte une pyramide des âges à très large base caractéristique de la plupart des pays du Tiers Monde et notamment de l'Afrique noire, la est population jeune (l'âge médian est de 18,7 ans). Cette importante population jeune pose de nombreux problèmes liés à la satisfaction par les pouvoirs publics de la demande sociale : scolarisation, formation, emploi, santé...

D'autre part la répartition de la population par sexe (ou sex-ratio) fait apparaître un léger déséquilibre en faveur de l'effectif total des femmes, mais elle peut varier sensiblement d'un groupe à un autre. Entre 20 et 40 ans, le déficit d'hommes traduit l'importance de la migration des travailleurs à l'étranger et de la surmortalité masculine.

3- La croissance démographique

Tableau 2 : Evolution de la population du Sénégal entre 1900et 1999 (en million d'habitants).

Années	Population (en millions d'habitants)
1900	1.000.000
1960	3.000.000
1980	5.711.000
1988	6.912.573
1990	7.298.412
1992	7.703.826

1994	8.127.974
1995	8.346.996
1996	8.572.004
1997	8.802.304
1999	9.200.000

Sources: Atlas du Sénégal, édition J.A 2000 p.30.

Cette évolution rapide de la population du Sénégal résulte :

- D'une part d'une très forte natalité (taux de natalité de 37,4‰ en juillet 2007) et d'une mortalité en baisse constante devant les disparitions des grandes endémies et les progrès de la santé publique. Le taux moyen de mortalité est de 10,96 ‰ soit un taux de croissance annuel de 2,645% (estimation juillet 2007,). A ce rythme, une population double tous les 27 ans.
- D'autre part, d'un solde migratoire positif. Le Sénégal a enregistré au cours de l'histoire l'arrivée massive d'importantes vagues migratoires. Pendant un demi-siècle, des travailleurs navétanes (arachide) sont venus du Mali, de la Guinée, du Burkina Faso etc. pour s'implanter définitivement soit avec leur famille, soit en se mariant sur place. Ainsi des Bambaras, des Soussous, des Mandingues etc. sont devenus des sénégalais à part entière.

2- La répartition spatiale

La population sénégalaise est inégalement répartie. La densité moyenne de 61 hts /km² n'a aucune signification géographique car par son silence, elle confère à des ensembles complexes une apparente homogénéité et une harmonie qui cachent des contrastes et des déséquilibres. Dans l'espace national, la répartition de la population permet de distinguer deux zones inégalement peuplées séparées par une ligne Dagana/Kolda.

La partie occidentale de cette ligne formée par un triangle dont la base est ladite ligne et le sommet la région de Dakar, qui concentre 24% de la population pour 0,27% du territoire. Dans cet ensemble, l'extrême est représenté par la région de Dakar (0,27% du territoire) qui apparaît comme une fourmilière humaine avec une densité supérieure à 3000hbs/km².

La partie Est de la ligne est marquée par un sous peuplement général, une grande sous urbanisation et un habitat dispersé. Les densités y varient entre 1 et 10 hts/km². Cette inégale répartition est le résultat d'un ensemble de facteurs historiques, politiques, administratifs et aujourd'hui économiques. Les conséquences d'un tel phénomène sont les disparités économiques et démographiques régionales. Aujourd'hui une réelle politique de décentralisation s'impose pour corriger ce déséquilibre.

2- La mobilité

La population du Sénégal est marquée par une grande mobilité.

Sur le plan interne, l'exode rural constitue le mouvement le plus important. Il a des causes naturelles (pauvreté des sols, sécheresse...) et économique (recherche de travail...). A cet exode rural, on peut ajouter.

Les migrations saisonnières, la transhumance des peuls, les déplacements d'élèves, les migrations pendulaires. Sur le plan externe, les sénégalais migrent surtout vers certains pays africains (Cote d'Ivoire, Afrique Centrale, Afrique de Sud...) mais aussi vers la France, l'Espagne, l'Italie, les USA ainsi que vers les pays du Golfe Persique.

CONCLUSION

Le Sénégal est un pays qui présente des milieux naturels peu variés. Cependant si le modelé est généralement uniforme, les sols sont peu variés, sauf dans la presqu'île du Cap Vert, et on passe souvent d'une catégorie de sols à l'autre variable en fonction de leur fertilité et de leur facilité de mise en valeur. L'étude de sa population souligne d'ailleurs à la fois rapide expansion démographique et sa répartition contrastée. Ces données mettent en lumière des problèmes fondamentaux dont la solution est l'élaboration d'une politique cohérente d'aménagement du territoire qui est une exigence sociale davantage encore qu'une nécessité économique.

Leçon 17 - LA QUESTION DE L'EAU AU SÉNÉGAL

INTRODUCTION

Selon J. Brunhes « l'eau est pour un Etat et pour un peuple la souveraine richesse ». C'est donc dire toute l'importance de cette ressource, source de vie et moteur essentiel du développement. Le Sénégal est un pays sahélien confronté depuis la fin des années 70 à des sécheresses cycliques. Cette situation de déficit en eau a des conséquences négatives sur les activités économiques. Aussi la question de l'eau constitue une préoccupation majeure des autorités sénégalaises depuis plus trois décennies. En effet le réseau hydrographique du Sénégal est riche et varié, mais sa maîtrise reste un enjeu vital pour le développement du pays.

I- LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE NATIONAL

Il est composé d'eaux de surface et d'eaux souterraines.

1- Les eaux de surface

Ce sont les eaux de pluies, les cours d'eau et les lacs.

- Les eaux de pluies : Le Sénégal appartient au domaine tropical sec et reçoit entre 300 et 1500 mm de pluies par an pour une durée moyenne de 20 à 85 jours. La moyenne des précipitations est de 600 mm par an soit un volume de 130 milliards de m^3 par an.

- Les cours d'eau et les lacs : Les cours d'eaux sont constitués par le fleuve Sénégal, le fleuve Gambie, et la Casamance.

Le Fleuve Sénégal est long de 1750 km et son bassin du Sénégal couvre 350000 km^2 au Mali, en Mauritanie et au Sénégal. Son débit est irrégulier et reste en moyenne de $10m^3$ / seconde pour un écoulement moyen annuel de 23 milliards de m^3 . Le fleuve Sénégal alimente le lac de Guiers dont la capacité est de 600 millions de m^3 . Ce lac assure une bonne partie de l'approvisionnement de Thiès, de Rufisque et surtout de Dakar même si l'alimentation en eau reste toujours problématique.

La Gambie, longue de 850 km dont 280 km au Sénégal, a des volumes d'eau faible (3 milliards de m^3). La Casamance, longue de 350 km, a un débit moyen de $8 m^3/s$ pour un volume annuel de 52 millions de m^3 .

2- Les eaux souterraines

On distingue deux types de nappes phréatiques :

- Les nappes peu profondes situées sur les sables basaltiques du Cap-Vert, les sables du littoral nord et le long des Niayes. Ces nappes ont une potentialité de 270000 m^3/s .

- Les nappes du continental Terminal pouvant atteindre 30 à 100m de profondeur et une potentialité de 700 000 m^3/j .

- Les nappes du Mæstrichtien avec une profondeur entre 100 à 400m. Elles contiennent une réserve de 100 milliards de m^3 d'eau douce soit 500 000 m^3/j .

II- LA MAITRISE DE L'EAU : UN ENJEU VITAL

1- L'irrégularité des pluies et leurs conséquences

Les cycles de sécheresse des années 70 et 80 avaient provoqué une dégradation de la couverture végétale, l'appauvrissement des sols, la vivification des dunes, la baisse du niveau des nappes phréatiques, du régime du fleuve Sénégal et de la baisse de la production agricole. Au Sud, on assista à une salinisation des terres. Au niveau social, on assiste à la dégradation des conditions de vie des populations rurales, ce qui accentua l'exode rural.

L'irrégularité des pluies influe sur les productions agricoles. A partir du mois d'Août les populations rurales connaissent une dure période de soudure qu'ont connue les populations. La situation alimentaire ne s'améliore qu'à partir de la dernière décade de septembre, avec les premières récoltes de niébé, de maïs et de mil mais également l'arrivée sur le marché de la pastèque et des variétés hâtives d'arachide. La consommation en vert de ces produits a atténué la situation alimentaire en milieu rural mais surtout leur vente qui constitue une source de revenus pour les paysans.

2- Les problèmes d'exploitation et de gestion des ressources hydrauliques :

La cote de 50 litres/ hab. /jour est la norme retenue pour un décollage économique. Cette quantité permet une satisfaction des besoins liés à la consommation humaine et les besoins économiques et professionnels. Au Sénégal, la consommation est inférieure à 30 litres/jour. En 2000, les besoins étaient estimés à 500000 m³/jour pour une production de l'ordre de 250000 m³/jour. Les industries sont de grandes consommatrices d'eau. Le seul secteur touristique de Dakar et de la Casamance a un besoin journalier de 10 240 m³/jour. Mais cette insuffisance de la consommation peut s'expliquer par un problème de captage des eaux de ruissellement, au suivi et à la maintenance des ouvrages hydrauliques liés à son tour à l'insuffisance des moyens financiers.

- Les problèmes de captage et de conservation des eaux peuvent être liés à l'évaporation très intense dans les pays sahéliens. En saison sèche, elle peut entraîner la perte de 80% à 90% de l'humidité au Nord et une évaporation de 300mm pour 500mm de pluies tombés à Dakar.

- L'écoulement de l'eau douce vers la mer constitue une perte énorme. Le fleuve Sénégal déverse annuellement depuis le barrage de Diama quelques 8 à 10 milliards de m³ vers l'Océan Atlantique.

- La mise en place d'ouvrages hydrauliques pour les populations rurales n'est pas souvent accompagnée d'une politique de suivi et de maintenance. Beaucoup de forages, qui constituent souvent la seule source d'approvisionnement en eau, tombent régulièrement en panne alors que les populations rurales ne peuvent pas faire face à ces problèmes techniques.

- La profondeur des nappes les plus importantes et l'éloignement des ressources nécessitent des moyens financiers considérables. Le coût d'un forage varie entre 20 à 30 millions de F.CFA. Les projets de la conduite du Lac de Guiers devaient coûter 92 milliards et celui du Canal du Cayor 220 milliards de CFA.

III- REALISATIONS ET PERSPECTIVES

1- Les réalisations

Pour faire face à ces difficultés d'approvisionnement, le Sénégal s'est engagé dans un vaste programme de réalisations d'ouvrages hydrauliques : 927 forages motorisés, 1028 forages et puits à pompes manuelles, 74 forages et puits équipés d'éolienne, 2100 puits et forages par exhaures traditionnels ont été érigés.

- Dans le cadre de l'intégration sous-régionale, L'OMVS a réalisé deux barrages : Le barrage anti-sel de Diama construit en 1986 a pour objectifs d'arrêter la remontée de la langue salée et le remplissage du Lac de Guiers au Sénégal, du lac R'Kiz en Mauritanie. Le volume stocké dans sa retenue est de 250 millions de m³. Le barrage de Manantali au Mali depuis 1988 a pour objectif la maîtrise des eaux de crue et leur stockage pendant la saison des pluies, la régularité du débit du fleuve, la production de 800 GWh d'électricité ; et avec Diama, le développement d'une agriculture irriguée sur 375000 ha.

- D'autres ouvrages ont été construits comme la digue de Keur Momar Sarr, le barrage hydro-agricole de l'Anambé qui concerne 5000 ha, ...

2- Les perspectives

D'importants projets ont été identifiés en vue de leurs réalisations :

- A partir du lac de Guiers, l'Etat a voulu revitaliser les vallées fossiles. Cependant, ce projet a été remplacé par le projet des bassins de rétention (au nombre de 5000) dont 314 ont été déjà réalisés de nos jours. Les bassins de rétention visent la régénération de la faune et la recharge des nappes, l'alimentation des marres, le développement de l'élevage, le développement du maraîchage pour diminuer l'exode rural.

- Le projet sectoriel eau vise à renforcer les réseaux de distribution de Dakar en posant une conduite entre Géoul et Dakar, la réalisation de 11 forages le long du littoral nord, la construction d'un réservoir de 25 000 m³ aux Mamelles et des forages dans la région de Thiès.

CONCLUSION

Comme tout pays sahélien, le Sénégal est confronté à la maîtrise des ressources en eau. Malgré les efforts consentis pour résorber le déficit, la forte demande liée à la croissance démographique et industrielle rend insuffisants ces efforts. L'Etat doit donc mettre en place une politique hydraulique efficace pour la satisfaction des besoins en eau au Sénégal.

Leçon 18 - LE SÉNÉGAL : LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

INTRODUCTION

Le Sénégal à l'image des pays les moins avancés de la planète connaît de sérieux problèmes économiques. Ces difficultés économiques expliquent le niveau de vie faible de la majorité des sénégalais. Depuis l'indépendance à nos jours, les autorités ont entrepris des politiques de développement dans le but exclusif de pallier les problèmes économiques.

I- LES PROBLEMES ECONOMIQUES

Les problèmes économiques peuvent être analysés à travers les différents secteurs économiques.

1- Les problèmes de l'agriculture

L'agriculture sénégalaise est confrontée à plusieurs problèmes parmi lesquels on peut citer :

- la pauvreté des sols à cause de leur sur utilisation;
- le manque d'eau;
- l'absence de crédit;
- l'augmentation de la population rurale;
- la mauvaise organisation du marché national;
- le retard de la mécanisation des facteurs de production;
- le manque d'efficacité des politiques agricoles.

2- Les problèmes de la pêche

Malgré les performances, la pêche sénégalaise connaît plusieurs problèmes. Les problèmes physiques sont liés au gaspillage des ressources et à la dégradation de l'environnement marin. Les problèmes humains concernent la formation et l'encadrement des pêcheurs par rapport aux techniques nouvelles et l'inaccessibilité aux crédits. Parallèlement, on note l'obsolescence des moyens de production, la cherté des services du Port Autonome de Dakar, l'attribution très légère des licences de pêche aux étrangers (européens et asiatiques) qui pillent les ressources et les effets pervers de la concurrence internationale.

3- Les problèmes du tourisme sénégalais

Le tourisme sénégalais connaît plusieurs problèmes parmi lesquels on peut citer :

- le coût élevé des transports aériens;
- la saisonnalité (tourisme d'hivers) du tourisme sénégalais et sa forte dépendance du marché européen, singulièrement du marché français;
- le coût élevé des facteurs (fiscalité, l'électricité, l'eau etc.);
- l'instabilité socio-politique au Sud du pays;
- le niveau très élevé de la mendicité et dans une certaine mesure de l'insécurité;
- et la domination des étrangers au niveau du capital et de la masse salariale.

4- Les problèmes de l'industrie

L'industrie sénégalaise connaît plusieurs problèmes parmi lesquels on peut citer :

- la faiblesse des ressources naturelles, forte dépendance énergétique ;
- l'inexistence d'industries lourdes ;
- le rétrécissement du marché local ;
- les infrastructures obsolètes ;
- la faiblesse des investissements industriels ;
- la forte concentration géographique et financière ;
- la consommation tournée vers les productions étrangères ;
- et la perméabilité des frontières :

A ces problèmes on peut ajouter la vétusté des infrastructures de base au développement économique et le lourd fardeau que constitue le déficit de la balance commerciale. Les achats de riz et de pétrole augmentent chaque année alors que les exportations connaissent des hausses modérées.

II- LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT

Pour pallier les différents problèmes de l'économie, l'Etat a entrepris des politiques de développement économiques.

1- Les politiques sectorielles**a) - Les politiques du développement agricole**

Dans la perspective de la réalisation d'une agriculture intégrée et endogène, l'Etat du Sénégal a entrepris des mesures dans le cadre de la Nouvelle Politique Agricole (NPA) qui favorise :

- la création de la CNCAS pour une meilleure prise en charge financière des agriculteurs;
- la fertilisation des sols et la disponibilité en eau;
- et une meilleure participation des ruraux et la création des organisations paysannes comme le Conseil National de Concertation des Ruraux (CNCR) et l'Association des Présidents de Communautés Rurales (APCR). D'une manière générale, la Ligne de Politique Agricole (LPA) qui englobe les nouvelles options de l'agriculture sénégalaise engage à la fois les agriculteurs, le gouvernement (investissement de 35 milliards de francs CFA) et les sociétés agricoles (ANCAR, Novasen,...).

b) - Les politiques de développement de la pêche

Le Sénégal s'est doté d'un plan de protection et de développement de la pêche ayant plusieurs orientations :

- la modernisation de la pêche artisanale;
- la multiplication des axes de débarquement;
- le renforcement de la surveillance côtière;
- la mise en place de crédits maritimes;
- la rigueur dans la signature des accords de pêche avec l'UE;
- imposition du repos biologique et la mise aux normes sanitaires pour améliorer la qualité des produits halieutiques sénégalais.

c) - Les politiques de développement touristique

Par rapport aux problèmes du tourisme, le gouvernement a élaboré son programme de relance du tourisme de 1995 à l'an 2010 dont les axes principaux sont :

- la diversification de la clientèle touristique;

- la réglementation de la chartérisation ;
- le maintien d'un bon niveau de prestation;
- la maîtrise des troubles sociaux internes;
- la résolution des problèmes liés aux coûts des facteurs de production;
- le renforcement de la collaboration avec les professionnels du tourisme etc.

d) - Les politiques de développement industrielles

Les orientations des politiques de développement sont contenues dans le NPI (1986) qui s'appuie sur trois principes :

- la nécessité de la valorisation de la main d'œuvre national peu coûteuse pour compenser l'indulgence des ressources naturelles par l'amélioration de la productivité et la formation adéquate des travailleurs;
- l'orientation des industries vers les activités de haute valeur ajoutée;
- l'ouverture du secteur industriel sur les marchés nationaux.

2- Les politiques d'ajustement structurel

L'ajustement structurel selon le FMI est une tentative de « rétablir la balance extérieure courante à un niveau de dépenses viables, de façon à réduire les baisses de production à court terme et à préserver la capacité de l'économie à poursuivre sa croissance ». En d'autres termes c'est un moyen de restructuration et de rétablissement d'un ensemble d'équilibres rompus en particulier celui de la balance des paiements. Le Sénégal a connu plusieurs politiques d'ajustement.

a) - Le plan à court terme de stabilisation (1979-1980)

C'est le premier programme. Les mesures sont budgétaires :

- limiter le déficit budgétaire;
- améliorer le rendement des recettes fiscales;
- restreindre les emprunts extérieurs et obtenir un excédent de la balance de paiement de 2 milliards;
- et limiter l'expansion du crédit intérieur par un encadrement plus strict de celui-ci.

b) - Le plan de redressement économique et financier (PREF 1980-1985)

La priorité du PREF est la poursuite d'un assainissement financier. Les objectifs sont :

- stabiliser la situation financière de l'Etat;
- augmenter l'épargne publique;
- orienter l'investissement dans les secteurs productifs;
- réduire l'investissement de l'Etat dans l'économie (désengagement de l'Etat);
- et restructurer le secteur parapublic.

c) - Le plan d'ajustement économique et financier à moyen et long terme (PAML 1985 -1992)

Les objectifs du plan se situent à deux niveaux :

- au niveau conjoncturel (il s'agit de redresser les finances publiques en priorité pour 1985-1988);
- et au niveau structurel (la stratégie économique vise la croissance dans les différents secteurs productifs.

A la suite de la dévaluation de franc CFA en 1994, des réformes structurelles ont été entamées et se sont poursuivies en 1995 et 1996 autour des objectifs suivants :

- amélioration du cadre réglementaire et incitation à l'investissement;

-
- libéralisation des produits du commerce extérieur;
 - réforme des entreprises publiques;
 - amélioration du secteur agricole, notamment à travers le programme d'ajustement structurel de l'agriculture (PASA).

d) - Les limites des politiques d'ajustement

Les politiques d'ajustement ont montrés leurs imperfections comme le problème de l'emploi et de la détérioration du pouvoir d'achat.

- le problème de l'emploi (ces politiques ont occasionnés des pertes d'emplois, des licenciements surtout dans le secteur industriel.
- la détérioration du pouvoir d'achat (les politiques d'ajustement structurel aggravées par la conjoncture internationale de la crise ont occasionné des coûts élevés de denrées alimentaires comme le riz, l'huile, le sucre etc.

Ainsi la détérioration du pouvoir d'achat découle des baisses de revenus. Elle creuse d'avantage les inégalités sociales. Pour donner un visage humain à l'ajustement, quelques mesures d'apaisement ont été initiées. C'est ainsi que le PNUD, avec la Facility Régional a débloqué 5 millions de dollars, la banque mondiale 2,5 millions de dollars.

CONCLUSION

Le Sénégal est confronté à des problèmes économiques qui empêchent son décollage. Depuis les indépendances à nos jours des efforts sont entrepris pour apporter des correctifs à ces incohérences structurelles mais les résultats tardent à se concrétiser. Aujourd'hui l'État mise beaucoup sur le DSRP (document de stratégie de réduction de la pauvreté) et la stratégie de croissance accélérée.